

Rapport annuel 2020
Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme
La situation des droits de l'homme en Iraq



Une conscience vivante et directe suffit pour restaurer les droits violés



منظمة حمورابي لحقوق الانسان
تأسست في عام ١٩٩٤
Hammurabi Human Rights Organization

بتنفيذ من
منظمة حمورابي لحقوق الانسان
و بدعم شركائها
من المؤسسات الفرنسية



تم إعادة بناء مدرسة قره قوش للبنين بعد ان دمرت من قبل
عصابات داعش الارهابية حيث بدأ العمل بها بتاريخ
٢٠٢٠ / ٧ / ١٥ وانتهى في ٢٠١٩ / ٥ / ٢٩

Contents

L'Introduction.....	4
1.Les minorités.....	4
1-1 La situation des chrétiens après 2003.....	4
1-1-1 Le dossier des transgressions sur le rôle et la propriété des Chrétiens.....	8
1-1-2 La situation des Chrétiens à Mossoul après 2003.....	9
1-1-3 Recommandations:.....	17
1-2 Yézidis.....	17
1-2-1 Situation à Sinjar:.....	17
1-2-2 Eau et électricité à Sinjar.....	18
1-2-3 double gestion.....	19
1-2-4 Les craintes des Sinjariens.....	19
1-2-5 Services et nombre de familles de retour:.....	20
1-2-6 camps:.....	21
1-2-7 Recommandations:.....	22
2- Réfugiés et personnes déplacées.....	22
1-2 Les réfugiés.....	22
1-2-1 Logement et intégration spatiale:.....	26
1-2-2 Réinstallation dans le pays tiers:.....	27
1-2-3 Adaptation et intégration:.....	29
-1-2-4 Difficultés et traumatismes.....	30
2-2 Personnes déplacées.....	31
2-2-1 Recommandations et propositions:.....	35
3- Le mouvement de masse ... et les revendications des manifestants.....	36
1- Caractéristiques du mouvement et ses conséquences:.....	37
2-3 Manque de leadership:.....	38
Demandes et conditions des manifestants.....	39
3-3 Recommandations:.....	40
4- les disparus et Les absents forcés.....	41
4-1 Recommandations:.....	43
5- Violence sociale et violence armée.....	43
5.1 Renouveau de la violence terroriste des gangs de l'EI.....	45
2- Conclusions et recommandations:.....	46

6- Conditions de santé en Irak.....	47
6-1 Indicateurs des conditions de santé dans le gouvernorat de Bassora:.....	49
6-2 Indicateurs des conditions de santé dans le gouvernorat de Ninive:.....	50
6-3 Les principales raisons du faible niveau de santé en Irak et de l'épidémie du virus Corona	51
7- L'épidémie Corona et son impact économique et humanitaire dans le pays.....	52
1-7-Accès aux vaccination.....	58
7-2- Propositions:.....	59
7-3 Recommandations:.....	59
8-Violence accrue et légalisée contre les femmes et les enfants.....	60
L'Irak semble inquiet face à ses obligations internationales.....	65
9-Suicides en Irak:.....	71
10- Enfants en Irak.....	80
11- Crime organisé et traite des êtres humains.....	90
12-La situation dans les zones tribales.....	95
12-1 Recommandations:.....	96

L'Introduction

La situation des droits de l'homme en Iraq est au premier rang des préoccupations actuelles de l'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme (OHDH) sur le terrain. Ces préoccupations proviennent des principes et des objectifs pour lesquels l'organisation a été créée, et dans ces directions, il est très soucieux de s'assurer que sa présence de s'observation de ces situations se situe au niveau qualitatif qui traite de tous les phénomènes survenus et répond au diagnostic de la situations politiques, de sécurité, de droits de l'homme et de service public. Par conséquent, les rapports sur les droits de l'homme de l'organisation témoignent d'une montée en puissance de l'observation objective sur le terrain. C'est précisément ce qui distingue le rapport de l'organisation sur la situation des droits de l'homme en Iraq pour la période du 1/1/2020 au 30/06/2020, compte tenu du suivi sur le terrain et du type et de la complexité des violations qui ont exercé des pressions sur les Irakiens pendant cette période.

Ce rapport annuel, qui est devant vous maintenant, est le résultat d'un suivi sur le terrain, d'entretiens, d'enregistrement d'informations et d'entretiens afin de confirmer les faits sur lesquels les faits se rencontrent, et donc le suiveur du rapport trouvera une large couverture de terrain cadre de violations qui préoccupent l'opinion publique irakienne, et c'est pourquoi les faits sont variés, l'organisation Hammourabi ayant donné la priorité Les questions qui frappent encore plus la réalité irakienne que d'autres. Au cours de l'année 2020, Hammurabi tient également, et dans le même sens, à garder la note de bas de page d'information ouverte à tout ce qui mérite d'être ajouté ou supprimé, et c'est en fait l'essence de ce qui est requis en termes de suivi des violations, car il n'y a pas de faits établis, mais plutôt en mouvement constant et c'est ce qui fait que les rapports de l'organisation Hammurabi des droits de l'Homme ont des diagnostics mûrs et ont la particularité d'un suivi continu sur le terrain. Nous le disons avec confiance et nous espérons que ce rapport trouvera sa réponse réaliste, d'autant plus que nous avons tenu à présenter de nouvelles conclusions à partir des faits et des informations reçues, et c'est une étape importante qui aide les parties prenantes désireuses de réforme à en trouver des étapes utiles.

1. Les minorités

1-1 La situation des chrétiens après 2003.

L'Organisation Hammurabi des droits de l'homme après 2003, a observé la situation des minorités religieuses irakiennes du point de vue des droits de l'homme, des aspects humanitaires, sociaux, économiques ,politique et culturels "au cours des 17 années du nouveau" régime démocratique "en Iraq, y compris la composante chrétienne. L'organisation a indiqué l'étendue de ces conditions inhumaines de violations et de menaces à leur rencontre. Des meurtres, des déplacements, des viols et des pillages aux mains de hors-la-loi par les porteurs d'armes incontrôlées (milices) et les gangs du crime organisé d'Al-Qaïda et de l'État islamique en L'Irak et la Syrie "ISIS", et de la législation et des pratiques affectant leurs droits religieux qui les

ont affectés par étapes successives et avec différents mécanismes que l'organisation a suivis et documentés.

Avant d'aborder la situation des chrétiens en Irak au cours de l'année 2020, nous avons décidé de faire un rapide et bref bilan de ce qui est arrivé à la situation des chrétiens en Irak après 2003 et des terribles violations dont ils ont été victimes qui ont conduit à un déséquilibre dans le pays. équilibre sociétal irakien qualitatif et donc la destruction de la diversité qui prévalait. Points confirmés:

1-La disparition de leur présence dans de nombreux gouvernorats irakiens dans lesquels ils résidaient en tant que bon nombre, y compris Amara, Nasiriyah, Anbar, Diyala et Hilla (Babel). Aussi le dernier de ces gouvernorats dans lesquels la présence de la composante chrétienne a disparu est Gouvernorat de Salah al-Din (Tikrit), où la dernière des familles en a fui cette année et s'est rendue au centre du district de Hamdaniya dans la plaine de Ninive.



une vue rapprochée



L'église verte de Tikrit sans ses croyants

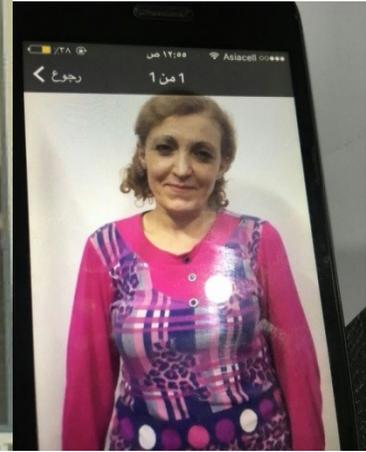
2-La restriction de la présence de chrétiens dans des zones spécifiques d'Irak après 2003 dans un certain nombre de gouvernorats, y compris les gouvernorats de la région du Kurdistan d'Irak, de la plaine de Ninive et de Bagdad, après leur propagation dans la plupart des zones irakiennes du nord au sud.

3-Que le nombre de la composante chrétienne en Irak est tombé aux limites de (400 000) quatre cent mille personnes, après que leur nombre ait dépassé plus de (1 500 000) millions et demi avant 2003, en raison du ciblage continu qui n'a pas arrêté jusqu'à présent, mais il prend des formes différentes de temps en temps. C'est en soi une catastrophe nationale visant à éliminer l'Irak de sa plus ancienne composante chrétienne. C'est une indication de la faiblesse du gouvernement et de l'incapacité de sa sécurité et de son administration de l'appareil de contrôle et de maintien de la sécurité. Il confirme également la conviction du manque de vision réelle et d'engagement sérieux du gouvernement en vue de parvenir à la stabilité de la société et de vouloir consolider l'identité nationale et réaliser sa protection. La justice sociale pour instiller la tranquillité et renforcer l'existence et la survie de la patrie pour toutes ses composantes.

4- Grâce à l'observation de l'organisation Hammurabi, il a été enregistré le nombre des chrétiens victimes du terrorisme et de la violence sectaire qui a atteint plus de (1100) personnes depuis 2003 jusqu'à aujourd'hui, ceux qui ont été enlevés et tués par des inconnus armés, dont certains ont été tués par le feu des forces américaines, la garde nationale et les Asayish... En 2014, l'enlèvement comprenait des enfants et des adultes, dont:

La survivante Christine, qui a été kidnappée à l'âge de 3 ans et s'est évadée à l'âge de 6 ans s'est éloignée de sa famille, et où Hammurabi a continué à faire d'elle la championne des campagnes de plaidoyer dans ses rapports, et ici, pendant le suivi continu de Hammurabi de son état, elle s'est rencontrée un an après son retour, je l'ai remarquée s'habituer à nouveau à sa famille.

Hammourabi a la réception de la petite Christine survivante rendu a sa mère / après un an de captivité



JAKLINE

-Après avoir passé trois ans en captivité entre Mossoul et de nombreux villages assyriens aux mains de gangs terroristes de l'Etat islamique, Jacqueline s'est échappée après avoir souffert de l'achat et de la vente, de l'esclavage sexuel et de la torture. Et, le gouvernorat de Ninive, la capitale, Bagdad, était la zone la plus ciblée pour ces attaques.

-Il a été enlevé et tué quelques jours après avoir été enlevé à Mossoul par l'archevêque (Marbolus Faraj Rahho) en mars 2008, avec le prêtre Ragheed, et le père Paulus .. etc., ainsi que les bombardements qui ont affecté un certain nombre de leurs églises, y compris le massacre de l'église Notre-Dame de la Délivrance, dans laquelle des dizaines de fidèles ont été tués et blessés le 31 octobre dont 2 prêtres p. T'haïr et p. Wassim. Le premier de 2010, lorsque des hommes armés extrémistes l'ont pris d'assaut et se sont fait exploser à l'intérieur, alors que l'église était bondé de dizaines de fidèles.

5- Le ciblage continu de leurs moyens de subsistance, des magasins commerciaux, des clubs sociaux, des maisons et de l'immobilier résidentiel par la saisie illégale, la fermeture et le bombardement de magasins vendant des boissons alcoolisées à Bassorah et Bagdad, l'enlèvement et l'extorsion de leurs employés dans tout cela depuis (2003 à aujourd'hui).



6- La profanation, la destruction et l'incendie de plus de 130 églises et monastères dans le gouvernorat de Ninive et le pillage de leurs trésors et manuscrits qui vivent jusqu'aux premiers siècles du calendrier grégorien et qui

sont considérés comme les trésors nationaux et la richesse de l'Irak par le " Les gangs de Daech après la chute de la province entre les mains de ces gangs en juin 2014, et ces églises et monastères sont toujours détruits À ce jour, il souffre du manque d'intérêt du gouvernement à son égard après la libération de la ville en 2017.

7- Poursuite de l'approche de changement démographique après 2003, en maintenant le paquet de lois édicté sous le régime précédent et les instructions concernant la répartition des terrains résidentiels pour les militaires et les employés des secteurs public et privé en vigueur jusqu'à aujourd'hui sur la base de la décision annulée 117, mais avec le contournement de l'annulation, il a été rétabli même s'il s'agissait de l'une des décisions du Conseil du commandement révolutionnaire dissous et en 2004 a été annulé sans aucun amendement pour protéger les particularités des zones minoritaires, y compris les zones chrétiennes en la plaine de Ninive, en tant que critère pour se fier au «lieu de naissance», était et constitue toujours une menace imminente pour l'achèvement de la politique de changement démographique pour leurs régions. En outre, le fait de perturber et d'arrêter les développements administratifs dans leurs régions menaçait leur survie et leur stabilité en raison de la construction de dizaines de complexes. Logement résidentiel aléatoire sur des terres agricoles entourant leurs villes et villages, en plus de donner récemment (3) trois licences pour établir des complexes d'investissement résidentiel dans les limites de leurs villes et villages dans la plaine de Ninive, ce qui a changé la démographie de bon nombre de ces zones. Sur ces politiques, où des milliers d'hectares de terres agricoles appartenant à cette composante ont été éteints et des terrains d'habitation ont été distribués à d'autres composantes nationales et religieuses de l'intérieur et de l'extérieur de leurs unités administratives de la catégorie des employés civils et militaires, et c'est ce qui a fait la majorité chrétienne de ces villes et villages devient minoritaire et soumise à des influences intellectuelles, sociales, culturelles et comportementales.

Revenant aux violations récentes, qui sont une extension des politiques précédentes, nous énumérerons les éléments les plus importants qui ont été surveillés:

- Des violations juridiques des droits des minorités non musulmanes continuent de se produire dans de nombreuses lois adoptées après 2003, et ces législations constituent une violation des libertés religieuses garanties par la constitution irakienne dans nombre de ses articles, y compris l'article (2), qui stipule (Cette constitution garantit tous les droits religieux pour tous les individus en liberté Les croyances et pratiques religieuses telles que les Chrétiens, les Yézidis et les Sabéens-Mandéens), et parmi ces lois se trouve la loi n ° 3 de 2016 appelée «Loi unifiée sur la carte nationale», Article 26 / Paragraphe Deux, qui exige la conversion des enfants mineurs à l'Islam si l'un des parents se convertit à l'Islam. Le changement de religion de l'un des parents se reflète également dans les conditions des enfants, non seulement en changeant de religion, mais aussi dans la question de la garde, de l'héritage, du mariage, du divorce et autres.

À cet égard, l'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme a suivi la décision de la Cour de cassation de la région du Kurdistan - Autorité de l'état civil n ° 1184 - Autorité de l'état civil 2019 du 23/12/2019, lorsque le tribunal a examiné la décision de la Cour du statut personnel en Similaire à rejeter la demande du plaignant qui s'est converti à la religion islamique Pour la récupération et la garde de son enfant de la mère du défendeur est incorrect et contraire à la "charia" et à la loi, car il n'est pas nécessaire que l'incubateur soit fidèle à l'éducation et la vie du subordonné, en se fondant sur l'article (57-2) de la loi modifiée sur le statut personnel, qui suppose l'insécurité en termes de religion par rapport à la mère défenderesse qui est restée sur sa religion le christianisme en raison du fait que l'enfant est toujours un mineur et les enfants mineurs dans la religion suivent celui qui a embrassé la religion islamique des deux parents. L'article (21-3) de la loi sur l'état civil stipule que l'enfant suit le meilleur des parents dans la religion justifiant cette dépendance de l'intérêt mineur en termes d'héritage, bien qu'il n'exige pas la fédération de religion de pépinière. Mais si la religion est devenue un danger pour l'intérêt juste et craint son séjour avec sa mère qui resté sur sa religion chrétienne, donc dans ce cas,

l'enfant est arraché à sa pépinière évitant son exposition aux influences religieuses de sa pépinière et des dommages causés par l'ignorance des enseignements de sa religion pour laquelle il est devenu un suiveur quand il était mineur.

La Cour de cassation a estimé que la Cour Similaire avait rendu sa décision contraire à la charia et à la loi, elle a donc été annulée. Prendre la garde de la mère est une violation et une discrimination flagrantes, simplement parce que le père s'est converti à l'islam. Ainsi, le tribunal annule toutes les lois irakiennes qui donnent à la mère le droit à la garde, pour l'accorder au père simplement parce qu'il a déclaré sa conversion à l'islam, et a frappé un mur sur le droit de la mère d'élever un enfant en raison de la religion et donc contournement de l'article 14 de la Constitution, qui affirme qu'il n'y a pas de discrimination entre les citoyens irakiens, fondée sur la religion, la race, le sexe ou d'autres choses.

- Trois ans se sont écoulés depuis le retour de milliers de familles chrétiennes dans leurs villes, villages, maisons et propriétés détruits qui ont été réhabilités par des organisations internationales, nationales, religieuses et civiles sans aucune empreinte ni compensation de la part du gouvernement irakien pour les dommages matériels leurs biens qui ont été détruits, brûlés et volés par l'Etat islamique à Mossoul et dans la plaine de Ninive jusqu'à présent, malgré l'achèvement des procédures légales. D'autre part, l'indemnisation qui leur est offerte ne représente aucune capacité à faire face à leurs conditions en raison de son manque et parce qu'elle a été initialement dépensée pour subvenir à certains des besoins alimentaires dans les camps de réfugiés.

1-1-1 Le dossier des transgressions sur le rôle et la propriété des Chrétiens

Ce dossier est ancien, nouveau et continu, et notre organisation l'a suivi à travers ses rapports annuels et privés, et a soumis des appels et des mémorandums aux autorités officielles pour y faire face, et parce que la plupart des biens qui ont été saisis le sont malgré le fait que leurs usurpateurs sont ceux qui ont une influence qui possède le pouvoir et les armes, de sorte que l'État est impuissant dans la situation Solutions instantanées pour cela. En raison de la faiblesse des mécanismes d'application de la loi de l'État contre les usurpateurs. Récemment, Muqtada al-Sadr a décidé de former un comité spécial qui comprend des cadres bien connus du mouvement sadristique pour suivre le traitement de ce dossier.

Cette année, certains médias irakiens ont montré un film sur la tentative d'assassinat de son avocat, car il a défendu les propriétés des chrétiens.

L'Organisation Hammurabi a également reçu des informations documentées sur le bien-fondé d'une affaire que le tribunal de Karrada examine et qui concerne la vente frauduleuse des biens d'immigrants chrétiens à l'étranger effectuée par un gang expérimenté dans la fraude, la fraude et la falsification pour violer un certain nombre de propriétés (maisons d'habitation), ce qui condamne les membres de ce gang. Il est certain que notre organisation publiera les résultats de la décision de justice qui sera rendue par le tribunal de Karrada ultérieurement, et l'organisation Hammurabi suit de près le cas de la maison de M. Fadi et Michel, qui a été saisie en Karrada Maryam sous prétexte de leur vendre la maison qui a usurpé la propriété, et leur cas est toujours en vigueur aujourd'hui, devant les tribunaux de Bagdad.

Nos sources font référence à d'autres cas, y compris le cas d'une chrétienne qui vit (Al-Amara) dans le gouvernorat de Maysan, où ses biens ont été saisis dans le district de Karrada, 52e rue, après l'avoir loué à quelqu'un et après un certain temps cette personne a affirmé qu'il était le propriétaire de la propriété et a refusé de renoncer ou de payer une allocation pour le loyer, puis au violeur pour cette propriété.

- Dans la région du Kurdistan d'Irak, la discrimination négative des minorités religieuses est une violation flagrante de la loi n ° (5) de 2015 «La loi sur les droits des composants» dans la région. En termes de contradictions, de nombreuses décisions rendues concernant des violations foncières sont évidentes dans le litige basé sur les districts supérieurs (89) de Hezanky et le district inférieur de Hezanky (90) appartenant au village supérieur et inférieur de Zuli et distribués à (117) Christian paysans entre chacun des tribunaux d'appel de Duhok en sa qualité de discrimination. Par sa décision n ° 28 / T p / 2020 du 11/2/2020 et entre la Cour régionale de cassation du Kurdistan dans sa décision n ° 252 1/2020 concernant la question des abus survenus sur ces segments selon le requérant en correction, qui est (Euro Corel Fifth) Son avocat (Binyamin Nissan Yaqo) et le transgresseur (Abd al-Hadi Rasho Mahmoud), constituent une contestation du Présence chrétienne dans le district de Nahla du district d'Aqrah en raison de cette discrimination négative envers la religion chrétienne de la part des habitants de la région du Kurdistan ... etc.

1-1-2 La situation des Chrétiens à Mossoul après 2003.

- L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme a surveillé l'ampleur des violations commises contre le cimetière des sectes chrétiennes dans le quartier de «Wadi Okab» à Mossoul après la chute de la ville aux mains des gangs terroristes de l'EI. Quatre ans après la libération de la ville des griffes de l'EI, le cimetière est toujours dans un état d'échec déplorable. Préoccupation gouvernementale et humanitaire. Comme les cercueils ont été volés, les tombes ont été détruites et beaucoup d'entre elles ont été enlevées, les restes des morts ont été exposés aux animaux errants, à la falsification des bergers et au vol de matériaux de construction, tout cela est considéré par l'Organisation Hammurabi comme une violation flagrante du caractère sacré des morts et de la dignité des chrétiens.

Ninive se distingue par sa diversité ethnique, religieuse, ethnique, linguistique, culturelle et civilisationnelle unique, car elle représente un Irak miniature avec cette diversité.

Après 2003 et à ce jour, toutes les composantes du gouvernorat et de ses régions en général souffrent de négligence, de négligence, de marginalisation et de manque de soutien, en particulier les zones minoritaires des plaines de Ninive et de Sinjar, pour trois raisons.

Premièrement: la marginalisation générale du gouvernorat par le gouvernement fédéral.

Le second: leur marginalisation aux mains du gouvernement local à Ninive après 2003 et la corruption qui en résulte

Le troisième: le ciblage racial, ethnique et religieux.

Les différentes églises de Mossoul sont toujours sous la destruction de l'Etat islamique



Avant 2003, les chrétiens de Mossoul vivaient dans une paix et une harmonie relatives avec le reste des éléments de la ville, y compris les Arabes, les Kurdes, les Turkmènes et les Chabak. Le centre historique dans les vieux quartiers de (Al-Sa'a, Al- Midan, Al-Farouq, Khazraj, Al-Jawsaq, Al-Tayaran, Al-Dawa), qui a été complètement détruite après la libération de la ville de l'Etat islamique. Les chrétiens du centre-ville ont plus de (50) lieux de culte, y compris des églises, des maisons et des institutions destinées aux orphelins, des monastères anciens et modernes, y compris des monastères archéologiques. Certaines de ces églises datent des premiers siècles de notre ère avec un certain nombre des cimetières qui se sont répandus dans la ville et à l'intérieur de ses églises, et les enfants de la composante chrétienne ont formé un nerf économique. Influencé dans la réalité économique du gouvernorat, car il leur a permis d'avoir beaucoup de compétences artisanales telles que l'artisanat, la forge et menuiserie, en plus des tâches gouvernementales qu'ils occupaient dans toutes les spécialisations scientifiques, intellectuelles, économiques et techniques, et même avant l'occupation de Mossoul par l'Etat islamique, le nombre de chrétiens vivant dans le centre de Mossoul est passé à plus de (20000) Vingt mille personnes, celles-ci, en plus du reste des chrétiens de la plaine de Ninive, qui comptait environ (150 000) cent cinquante mille personnes, formaient un tissu national et un nerf économique, artistique et culturel spécifique en plus du reste de les composantes des Yezidis, des Arabes, des Kurdes, du Shabak, des Turkmènes et des Kakites pour cette province.

L'organisation a observé la situation des Chrétiens dans le gouvernorat de Ninive et a rapporté l'étendue des violations dont ils ont été victimes après 2003, car il semble clair que cette composante a été soumise à l'attaque barbare la plus brutale de ciblage ethnique et religieux par Al-Qaïda, l'EI. et d'autres Y compris la captivité de leurs filles et de leurs femmes, dont l'enfant Christine et la jeune Jackline

1- Les violations ont prolongé leur existence, leurs propriétés, leurs églises, leurs monastères et tous leurs centres culturels et sociaux en plus de leurs emplois gouvernementaux, car cette organisation terroriste a ciblé des individus, des groupes et des institutions religieuses, culturelles et sociales dans une campagne terroriste barbare qui se sont poursuivis jusqu'en 2014, donc l'enlèvement et l'assassinat de dizaines d'individus sur l'identité de ces groupes organisés Des centaines ont été tués de 2003 à 2014, à la chute des commissariats aux mains d'Al-Qaïda en 2004, des dizaines de fils de la composante chrétienne ont été kidnappés et tués, notamment l'enlèvement de l'archevêque Gerges, du prêtre Musa et sa libération avec une rançon, ainsi que l'enlèvement et le meurtre du jeune Laith Hekmat Khader Asho et d'autres. Paul Iskandar a été tué par Al-Qaïda en 2006. que la série continue dans le meurtre d'hommes de foi chrétienne dans

le meurtre du père Ragheed Kenny et de trois diacres devant l'église d'Um Al-Nour dans le quartier Al-Nour à Mossoul le 06/03/2007.

2- Hammurabi a suivi le dossier de modification des restrictions sur les propriétés des chrétiens des résidences et de l'immobilier qui ont quitté la ville de Mossoul et l'ont désertés avant 2003, car il est apparu qu'il existe des dizaines de propriétés selon les enquêtes et les plaintes déposées par leur propriétaires qu'il y a un changement dans les registres de ces propriétés dans les registres immobiliers pour le compte de groupes terroristes influents, "allégations par contumace, affirmant que la propriété" a été vendue au compte d'autres personnes afin de vider le centre du district de leur." Al-Qaïda, qui contrôlait la ville de Mossoul, a réussi dans une certaine mesure, en l'absence de toute dissuasion gouvernementale, et Mossoul a été témoin du meurtre de deux directeurs du Département de l'enregistrement immobilier sur la côte gauche (Tabu al-Zuhur) aux mains de ces groupes terroristes et hors-la-loi, et ils sont tous les deux (Darwaz Nazir) à la fin de 2006, suivis par Mme (Khawla Al-Sabawi) en février / 2010, qui a joué un rôle important et essentiel dans la limitation de la rôle de ces groupes parce qu'ils l'ont fait, en documentant tous les dossiers et en les envoyant à Bagdad, selon les déclarations du juge Hassan Muhammad, qui a travaillé pendant de nombreuses années au tribunal correctionnel de Mossoul, un membre et président, ainsi qu'un adjoint au ancien gouverneur, Atheel al-Nujaifi, qui loue l'importance du rôle joué par le directeur de l'enregistrement des biens immobiliers (Khawla al-Sabawi) en copiant les registres de propriété et en les envoyant à Bagdad et a poursuivi: «Grâce à cette courageuse dame, nous pouvons au moins vérifier l'identité du propriétaire initial du bien, d'autant plus que de nombreux habitants des zones de déplacement dans la région du Kurdistan irakien ou ailleurs conservent avec eux des copies de leurs actes immobiliers où qu'ils aillent. Mais il n'a pas fait référence aux documents qui ont été falsifiés et volés avant que le processus de copie ne soit effectué par ces groupes puissants.

L'organisation Hammurabi, à travers son suivi des récents événements d'arrestations parmi les directeurs du département d'enregistrement immobilier à Al-Zuhoor et les décisions de fermeture du département par les autorités administratives, est une extension de la corruption représentée par la persistance de ces groupes influents en faisant pression sur les directeurs de ce département pour les contraindre à transférer la propriété de l'immobilier public et privé de ce département, l'ancien directeur du Département de l'enregistrement immobilier (Farhan Taha Hussein) a été arrêté le 26 mars 2019 par le Service de la sécurité nationale après son nom a été inclus dans le comité d'enquête mis en place par le parlement iraquien pour enquêter sur la série d'attaques armées, d'attentats à la bombe, d'enlèvements et de corruption qui ont eu lieu dans la ville de Mossoul, après sa reprise. contrôle de l'État islamique ("ISIS") 2017, condamné à 5 ans d'emprisonnement après avoir été interrogé et avoué les crimes de changement et de transfert de propriété de centaines de biens immobiliers au compte d'organes politiques et de sécurité influents, et l'arrestation de l'actuel directeur du département, M. (Muhammad Al-Araji) le 14 novembre 2019 Avec deux promoteurs transactionnels, dans le cas de corruption et de contrefaçon, l'autre préoccupe tous les habitants de Ninive, et le enfants de la composante chrétienne en particulier. Un comité a été formé du ministère de l'Intérieur et de la Défense, des agences de renseignement et d'autres agences de sécurité, et en coordination avec les églises, pour traiter un certain nombre de questions dans la récupération de ces propriétés à leurs propriétaires, et il a été gracieusement géré un un grand nombre de cas d'abus du rôle des chrétiens, mais il y en a encore beaucoup qui n'ont pas été réglés. Leurs propriétaires sont hors d'Irak ou ont peur de porter plainte pour les reprendre.

3- Les années 2003 à 2014 ont été marquées par une forte diminution du nombre de chrétiens dans le centre du gouvernorat de Ninive (Mossoul), et leur situation menace la disparition de leur présence en raison des violations dont ils ont été al-Qaïda pendant cette période, à une époque où leur nombre atteignait (5000) familles. Ils vivent en ville, leur nombre est devenu en 2014 (1000) familles seulement, et après la chute de la ville aux mains des gangs en 2014, leur présence a été éliminée, mais après sa libération en 2017, elle ne compte que (10) familles et jusqu'à 40 personnes.

La violence qui a balayé l'ensemble du gouvernorat de Ninive a conduit à une diminution significative de leur nombre, car leur nombre a été élevé à plus de (35000) trente-cinq mille familles avant 2003, pour diminuer aux limites de (16000) seize mille familles après la libération de la province des gangs de l'EI en 2017, ce qui signifie que la composante chrétienne a perdu jusqu'à (19000) dix-neuf mille familles pendant (17) ans de l'âge du changement. Dans notre rapport, nous mentionnons la répartition démographique des chrétiens à Ninive avant l'entrée de l'Etat islamique en 2014 et ce qu'elle est maintenant:

Le nombre de chrétiens 2020	Le nombre de chrétiens 2014	Population chrétiens 2003	La ville
70 soixante-dix personnes	1000 mille familles	5000 cinq mille familles	Mossoul
23000 Vingt-trois mille personnes	54000 Cinquante-quatre mille personnes	37,000 Trente-sept mille personnes	Hamdaniya
4000 trois mille personnes	11000 onze mille personnes	13000 onze mille personnes	Bartella
350 familles	820 familles	500 familles	Karmles
60 familles	, 1300 famille	3000 familles	Telkeif
800 familles	1450 familles	1100 familles	Telosqof
190 familles	1100 familles	750 familles	Batnaya

Ainsi, la première étape pour évacuer Mossoul d'eux a été franchie par al-Qaïda, afin que l'organisation terroriste ISIS achève l'évacuation de la ville d'eux, et annule leur présence après son occupation de Mossoul en juin 2014, devant des yeux de toute la communauté internationale. Ainsi, Mossoul (Ninive), la capitale de la civilisation assyrienne, a été évacuée et vidée de cette composante originelle qui était la source de sa croissance, de sa richesse, de sa fierté, de son développement et de sa civilisation après que les forces de sécurité n'aient pas défendu la ville pour laisser ses fils. , Les chrétiens, les yézidis et le reste des autres éléments soumis au génocide et au nettoyage ethnique aux mains de ces gangs terroristes de l'EI.

Chrétiens et autres minorités à Mossoul après le déplacement et possibilités de retour

Les chrétiens, ainsi que le reste des minorités et d'autres composantes, ont souffert après leur déplacement forcé de leurs régions vers les gouvernorats de la région du Kurdistan d'Irak et le reste des villes d'Irak du manque d'intérêt du gouvernement pour eux, comme ils ont été laissés sans le soin du gouvernement vivant dans des camps et des structures pour des bâtiments inachevés dans des conditions de vie et d'environnement difficiles.



Distribution de vêtements d'hiver pour les rapatriés

Par conséquent, pendant les trois années de leur déplacement, la composante chrétienne a perdu plus de 55% de ceux qui ont été déplacés. Tous ont émigré, quittant leur patrie à la recherche d'un refuge et d'une nouvelle patrie dans lesquels ils préserveraient leur dignité et la l'avenir de leurs enfants après le désespoir, la peur et l'anxiété les ont affectés.

Après la libération des zones de la plaine de Ninive dans le district de Hamdaniya et du reste des zones du district de Telkaif, du district de Bashiqa et du centre-ville de Mossoul, les chrétiens ont reçu un autre choc qui leur a fait perdre la raison avec la destruction de leurs villages. et les villes par les gangs terroristes de l'Etat islamique



Les chrétiens dévastés de Batnaya redonnent espoir et restaurent les maisons, les écoles et l'église



Un retour à la destruction

a besoin de solidarité



Le village sinistré de Batnaya

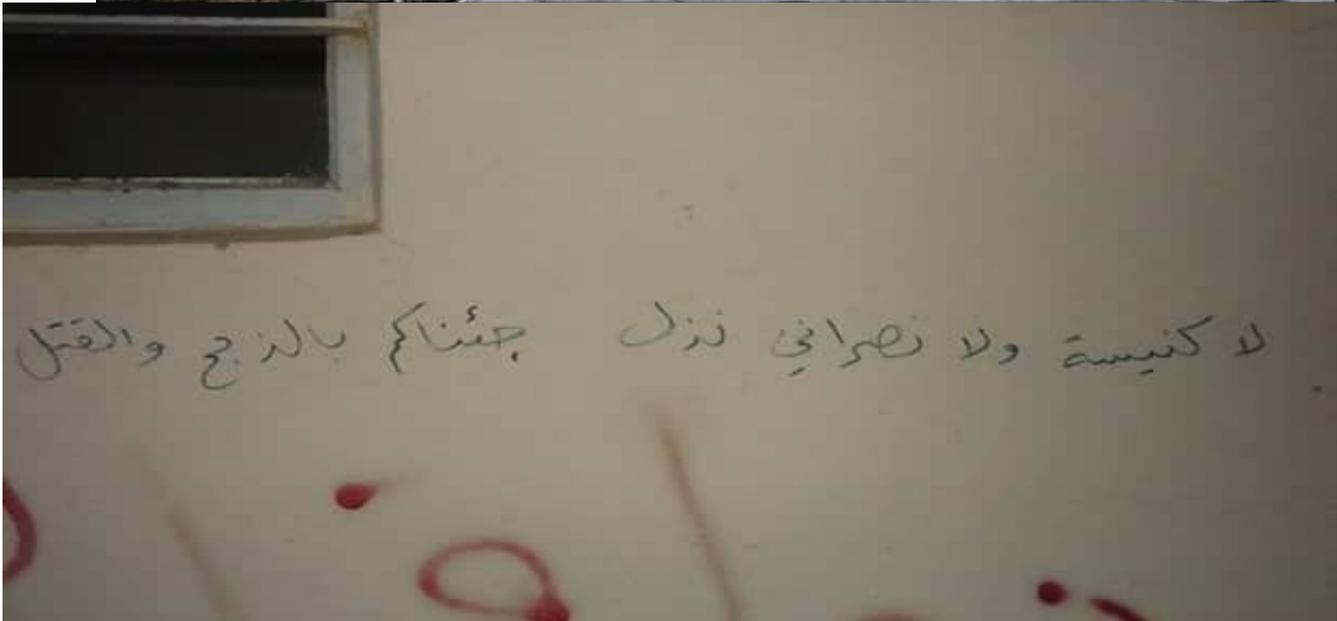
Par conséquent, ceux qui sont revenus de la composante chrétienne dans la plaine de Ninive ne représentaient pas seulement 40% de leur nombre total lorsqu'ils ont été déplacés de force en 2014, soit plus de (120000) mille personnes lorsqu'ils ont été attaqués par des gangs de l'EI, et 55 % d'entre eux ont émigré avant la libération de leurs régions, les 5% restants sont bloqués dans les zones de déplacement dans les gouvernorats de la région du Kurdistan d'Irak et du reste des gouvernorats d'Irak à la recherche d'une source de revenus pour eux parce qu'il n'y a pas de possibilités d'emploi pour eux dans leur région d'origine après leur libération, et que des dizaines de familles déplacées qui ont cherché refuge à Bagdad vivent dans un camp à Al-Zayouna (camp de la Vierge Marie). Le Ministère de l'immigration et du déplacement a officiellement fermé cette camp à la fin de cette année sans le retour des déplacés, et ainsi le ministère leur ajoute un lourd fardeau, sachant que les déplacés ont peur de retourner la situation car elle peut exploser à tout moment dans les zones d'origine, à tout moment, et la fermeture du camp pendant que les personnes déplacées en restent est considérée indirectement, les forçant à rentrer de force, ce qui est une violation des droits de l'homme.

Quant au centre de la ville de Mossoul, les familles et les individus qui y sont retournés après sa libération ne dépassent pas le nombre des doigts de la main, et la majorité d'entre eux envisagent

de liquider leurs biens et de chercher une résidence à l'extérieur. ou à l'intérieur de l'Irak qui les fait se sentir en sécurité et stables parce que la situation dans la ville de Mossoul est encore loin du niveau de réflexion sur le retour pour de nombreuses raisons, y compris politiques. Certaines d'entre elles sont économiques, notamment d'ordre religieux, idéologique, intellectuel et idéologique. conflit basé sur la ville par les autorités qui la contrôlent.

En outre, les événements post-2003 de ciblage des minorités religieuses chrétiennes, yézidiées et musulmanes (chiites) à Mossoul par al-Qaïda, y compris la composante Shabak et turkmène, ont conduit à leur déplacement de leurs nombreux quartiers résidentiels à l'intérieur de Mossoul vers les zones de Ninive. Plain après la liquidation de leurs propriétés, il est également devenu une source de peur et d'anxiété. Les chrétiens du deuxième changement démographique après que des milliers de familles en réseau ont été déplacées de ces quartiers résidentiels de Mossoul vers les zones de la plaine de Ninive et ont vécu dans des quartiers résidentiels à l'intérieur le centre du sous-district de Bartella et dans des complexes aléatoires autour du centre-ville de Bartella qui ont des caractéristiques chrétiennes (syriaques), et les étapes pour le transfert de ces familles à leurs cartes Al-Tamween et ses registres d'état civil de Mossoul au centre de Le sous-district de Bartella est également devenu un défi pour la stabilité et la paix sociale en raison du réel changement démographique dans cette ville. Au fur et à mesure que le nombre de Shabak dans le centre du district devenait majoritaire, plusieurs fois supérieur au nombre de chrétiens, ils ont commencé à établir leurs rituels hussainis dans les régions et les quartiers chrétiens. Ce changement est devenu une barrière qui empêche le retour et la stabilité des chrétiens dans la plaine de Ninive en raison de ces pratiques religieuses, sociétales, économiques, politiques et idéologiques qui ont commencé à constituer une menace claire et une source de peur et de provocation constantes et persistantes pour Chrétiens et les tensions persistantes entre Bagdad et Erbil au sujet des zones de la plaine de Ninive avant et après 2014, car elles sont considérées comme des zones. La question litigieuse est conforme à l'article 140 de la Constitution du Gouvernement iraquien pour l'année 2005, quelle que soit la situation réalité de la présence chrétienne et du reste des minorités coexistant dans la plaine de Ninive. C'est l'autre des facteurs inquiétants et menaçants pour la stabilité, notamment avec la possibilité d'un affrontement et d'un conflit armé entre les deux parties sur ces zones, réaliser ainsi le vidage de la plaine de Ninive est l'autre partie de la composante chrétienne en Irak, ainsi la situation de la plaine de Ninive est devenue une préoccupation pour de nombreux enfants de la composante chrétienne qui sont retournés dans leurs régions d'origine

Caméra Hammurabi / Batinah est toujours en pleine destruction est menace par lecriture ci-bas en arabe »nous reviendrons un jour



Ni une église ni un bâtard chrétien, nous sommes venus pour vous massacrer et tuer (l'écriture ci-haut)

Comme les conditions générales n'indiquent toujours pas l'existence de mesures qui remplissent l'objectif de changement positif en termes de levée de l'injustice et de l'injustice dans cette composante pour renforcer sa présence pour atteindre la stabilité et renforcer la présence, l'organisation a constaté que la sécurité et l'économie les conditions en Irak sont encore généralement dans le gouvernorat de Ninive, et en particulier pour les chrétiens qui s'y trouvent, teintées d'angoisse et de tension. Et d'instabilité politique, économique et sécuritaire, et si la situation se poursuit ainsi, il s'agit certainement d'une expulsion et non -Renforcer l'environnement pour la stabilité des minorités religieuses, y compris les chrétiens, en raison des situations où les menaces de l'État islamique existent encore dans certaines des actions héritées de l'État islamique contre les chrétiens.

1-1-3 Recommandations:

L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme considère la nécessité cruciale de reconsidérer la législation qui prévoit de changer la religion des enfants chrétiens mineurs qui convertissent l'un des parents chrétiens à l'islam et cela se rapporte à l'article 26 deuxième de la carte nationale unifiée.

- L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme appelle à mettre fin au phénomène du viol des propriétés chrétiennes, les maisons et autres biens immobiliers, et nous appelons le Conseil supérieur de la magistrature à résoudre les affaires qui sont toujours sur les tables des tribunaux, ainsi qu'à renforcer les mesures de sécurité pour mettre en œuvre les décisions de justice.
- L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme appelle à mettre un terme aux changements démographiques dans les villes et villages chrétiens du gouvernorat de Ninive. Ces droits ont été contournés en distribuant des terres et en encourageant la construction de maisons et la création de complexes résidentiels pour les familles hors de cette composante chrétienne, sans compte tenue des droits de cette composante. La demande est ainsi pour l'arrêt des projets de distribution de terres appartenant à la propriété des chrétiens d'une part et leur division en terres résidentielles d'autre part. Cette décision de distribution injustes remonte au régime totalitaire de Saddam.
- Soutenir et aider les chrétiens dans la restauration et la protection des églises, des monastères et des institutions qui ont été gravement endommagés par la violence armée, les bombardements et les destructions commis par les terroristes de l'EI.
- Activer les décisions et recommandations officielles antérieures pour permettre aux chrétiens de prendre en charge la gestion de la sécurité dans leurs lieux de résidence, ainsi que d'occuper des emplois par des enfants d'employés chrétiens qui quittent leur emploi pour la retraite.

1-2 Yézidis

1-2-1 Situation à Sinjar:

Bien qu'environ quatre ans se soient écoulés depuis la libération de Sinjar de l'Etat islamique, 82% des habitants du district de Sinjar (Nord-Ouest de Mossoul) à l'extérieur de celui-ci vivent toujours dans des camps et des zones séparées de Dohuk, Erbil et Sulaymaniyah, souffrent de la difficulté de rentrer. Ceci pour de nombreuses raisons, notamment la présence de divers conflits et jusqu'au neuf octobre 2020, date à laquelle l'accord de Sinjar a été conclu pour normaliser la situation en termes d'administration, de sécurité et de service. Et, jusqu'à cette période, Sinjar a été témoins de conflits politiques et sécuritaires entre les partis politiques qui partagent leur contrôle et sont également témoins de tensions politiques et sécuritaires entre le gouvernement fédéral et le gouvernement régional du Kurdistan. Les factions de mobilisation ont pris le contrôle du centre et du sud de Sinjar et de vastes zones de la bande frontalière irako-syrienne, après le retrait des forces peshmergas, à un moment où elles partageaient le contrôle de Sinjar, les unités de protection de peuple - l'armée aile du Parti de l'Union démocratique kurde syrienne (qui suit au PKK) et les unités de protection Sinjar avec les Forces de mobilisation populaire, tous dans la partie Nord-Ouest de la ville et sur la montagne Sinjar, qui abrite le camp "Sardashti" et a plus de 2000 familles. Yezidi. Les forces «Ayazid Khan» sont stationnées au nord de Sinjar, et quelques petites unités de l'armée irakienne sont déployées à la périphérie de la ville. Cependant, l'accord conclu le 9 octobre 2020 entre Bagdad et Erbil pour administrer conjointement Sinjar spécifiait la nécessité d'en retirer tous les groupes armés, dirigés par les organisations du PKK et les factions de la mobilisation populaire "en vue du retour d Le 21

novembre 2020, le ministère irakien de la Défense a annoncé que la mise en œuvre de l'accord << Sinjar >> avait été lancée par le porte-parole du Commandement des opérations conjointes, le général de division Tahsin al-Khafaji, à l'agence de presse officielle, soulignant que << le L'accord inclut la présence des forces fédérales uniquement dans le district, et il n'y a pas d'autres forces, ni des Peshmergas ni d'autres, et seul le drapeau irakien y est hissé. ""

Soulignant que "le dossier de sécurité à l'intérieur du pouvoir judiciaire sera après les forces fédérales, que ce soit de la police ou de la sécurité nationale, tandis qu'en dehors du pouvoir judiciaire, l'armée assumera la responsabilité nécessaire".

Le porte-parole n'a pas non plus fourni plus de détails sur la manière de mettre en œuvre le reste des termes de l'accord, et il n'y a eu aucune annonce ou commentaire de la région du Kurdistan en tant que deuxième partie à l'accord.

De nombreux Yézidis ont déclaré aux sources de notre organisation que l'accord ne prévoyait pas d'impliquer les Yézidis dans la détermination de leur sort ou de participer au processus décisionnel qui détermine leurs conditions et leur avenir dans leurs régions. D'autres ont exigé qu'aucune administration ne soit prise dans la région sauf avec le consentement de la population de Sinjar, et la population a constaté que l'accord n'est pas clair concernant le mécanisme de formation des forces: la police et les forces de sécurité protégeant la sécurité de Sinjar.

1-2-2 Eau et électricité à Sinjar

Nous avons rencontré M. Farhan Seydou, un Yézidi déplacé de Sinjar qui vit depuis cinq ans dans un camp du gouvernorat de Duhok, et malgré les difficultés de la vie dans le camp, il refuse de retourner à Sinjar.

Il dit que ce qui l'empêche de rentrer est le manque de services de base, tels que l'eau et l'électricité, ainsi que la vue générale de la ville, qui est submergée par la dévastation. Il a ajouté: "Nous avons peur d'un affrontement militaire entre les forces de diverses références et agendas actuellement à Sinjar." Il espère que "les partis politiques et militaires présents à Sinjar régleront leurs comptes loin des Yézidis et de la ville".

- L'administration du district de Sinjar du gouvernorat de Ninive a pris son siège à Duhok après que les factions Hashd aient pris le contrôle du pouvoir judiciaire, parce que ces factions ont installé une nouvelle administration pour Sinjar affiliée à elles et ont annoncé leur rejet de son administration officielle.

La ville est donc gouvernée par deux administrations.

Lors d'une réunion de félicitations, le Pape, le nouveau Cheikh, appelle Hammourabi à œuvrer pour transmettre la voix des Yézidis à tous ceux qui font du bien pour les aider.



Lors d'une rencontre de félicitations, le nouveau baba Cheikh, appelle Hammourabi à œuvrer pour faire entendre la voix des Yézidis à tous ceux qui font du bien pour les aider.

1-2-3 double gestion

Pour sa part, les habitants de Sinjar considéraient l'existence de deux administrations de la ville comme «les obstacles les plus importants qui s'opposent au retour des déplacés».

- Certaines familles du camp «Mam Rashan» à Duhok disent: «La double administration affecte la vie des citoyens et les accable. Le gouvernement irakien devrait rétablir la stabilité à Sinjar et établir une administration conjointe de la région du Kurdistan et du gouvernement fédéral pour diriger le ville et mettre fin au contrôle des factions armées et d'autres forces irrégulières pour s'assurer qu'aucun Yézidis ne soit à nouveau soumis à l'extermination. "
- Ils appellent le gouvernement irakien à «intégrer les Yézidis qui ont combattu Daech avec les forces de sécurité et à les remettre au dossier de la sécurité à Sinjar parce que ce sont les habitants de la ville qui connaissent le plus de détails sur leur ville».

1-2-4 Les craintes des Sinjariens:

Il y a des craintes parmi les Yézidis au sujet du déclenchement d'affrontements militaires entre les forces à Sinjar, et les engins explosifs et explosifs que l'Etat islamique a piégés dans la ville avant de s'enfuir constituent un autre danger qui menace les Sinjariens, car la plupart des bâtiments détruits contiennent grandes quantités d'explosifs.

Selon les informations de l'administration Sinjar, le pourcentage de destruction dans la ville s'élevait à plus de 87% en raison du contrôle de l'Etat islamique sur elle pendant environ 15 mois, et bien que le pourcentage de sa destruction soit important, il n'a assisté à aucune reconstruction pendant les quatre années qui ont suivi sa libération, la ville étant affligée et dépourvue de services Eglises à Sinjar Aucune trace de chrétiens n'a échappé à l'oppression et à l'anéantissement de l'Etat islamique contre les yézidis et les chrétiens à Sinjar et ses dépendances. Notez qu'il existe trois églises catholiques et orthodoxes dans la ville de Sinjar. Après la libération des captifs, ils ont quitté l'Irak



Le Chef de District Pendant la visite de Hamurabi a Sinjar

Hammarbi avec

De son côté, l'ancien maire de Sinjar, Muhamah Khalil, qui a récemment été nommé conseiller pour les affaires des Yézidis au Parlement de la région du Kurdistan irakien, a souligné que «les unités militaires régulières irakiennes présentes à Sinjar sont incapables d'imposer la loi, donc certaines factions exploitent cette faiblesse pour contrôler la ville et imposer les redevances sont versées à ceux qui y sont retournés parmi les déplacés, et ces factions empêchent les institutions de l'État irakien de s'acquitter de leurs devoirs dans la ville, et ce empêche le retour des personnes déplacées. »

1-2-5 Services et nombre de familles de retour:

- Après la visite du Ministre de l'Immigration et du Déplacement, Mme Evan Faeq, accompagnée du Dr Khaleda Khalil adjoint et du Gouverneur de Mossoul, et avec eux une délégation de haut rang, et son entretien avec l'administration régulière du district de Sinjar et certains notables de la région ont recommandé d'ouvrir un bureau affilié au ministère de l'Immigration et du Déplacement et d'accélérer la mise en œuvre des procédures de retour pour les familles souhaitant retourner à Sinjar et il lui a accordé une allocation de retour, similaire au reste des zones libérées.

Dans un communiqué lors d'une conférence de presse conjointe avec le gouverneur de Ninive, le ministre a déclaré que le Premier ministre accordait une attention particulière au district "affligé" de Sinjar dans l'intérêt du retour des personnes déplacées restantes et de la reconstruction de la ville et du dépassement. toutes les difficultés et obstacles qui entravent leur retour.

La délégation a conclu que le manque de services, la destruction des infrastructures et le conflit politique dans la région "ont troublé la situation à Sinjar", indiquant qu'environ 18% de la population de la ville (environ 96 000 familles) n'y est revenue que le 08/01/2020.

Le pourcentage de familles retournant à Sinjar à l'automne de cette année a atteint 50 familles par jour, tandis que le niveau de retour est tombé à zéro à la fin de l'année.

Sinjar est l'une des zones disputées entre Erbil et Bagdad. La constitution irakienne définit le traitement des conditions de ces zones dans le cadre de l'article 140 de celle-ci, qui stipule que le problème de ces zones doit être résolu en trois étapes: la normalisation, puis le recensement, puis un référendum pour déterminer ce que font leurs habitants. vouloir. Cependant, des différences entre les deux gouvernements ont empêché la mise en œuvre de cet article, il reste donc une partie des problèmes en suspens

1-2-6 camps:

Le reste des camps de yézidis dans la région du Kurdistan est encore beaucoup, et il a déjà été mentionné qu'ils ont été préparés dans ce rapport dans l'axe des conditions des personnes déplacées et des réfugiés, et le ministère de l'Immigration et du Déplacement n'a pas atteint la fermeture de tout camp selon le programme gouvernemental annoncé, sachant que le nombre de rapatriés a augmenté à l'automne de cette année. Et en grande partie des différents camps de Dohuk, Zakho et sa périphérie, Aqrah et Al-Sheikhan, par exemple, au cours de cette année (360) familles sont retournées à Sinjar du camp de Khank à Dohuk sur (2707) familles, et aussi (136) familles de retour du camp de Dawudiya sur (512). Une famille yézidie est dans le camp



Le complexe Yazidi Sharia -Duhok

Hammurabi a suivi, à la fin de cette année, les tendances de la migration opposée pour les familles qui sont retournées à Sinjar, et il y a plus de (270) familles qui cherchent à fuir Sinjar et à retourner dans les camps de réfugiés, mais les agences gouvernementales affiliées à En l'occurrence, ces indicateurs reposent sur la crainte de la possibilité que Sinjar soit soumis à des opérations militaires turques selon des déclarations publiées par les agences gouvernementales turques sous prétexte de la présence de combattants kurdes turcs de le Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK) qui utilise Sinjar comme base.

L'Irak a également été témoin, vers la fin de 2020, de l'annonce d'un accord entre le gouvernement fédéral et le gouvernement régional concernant l'administration du district de Sinjar, qui est connu pour sa vie privée yézidie, et l'Organisation des droits de l'homme de Hammurabi a mené un examen sur le terrain de les termes de l'accord à travers les vues des élites yézidies, qui ont conclu que l'accord est ambigu dans sa normalisation et son utilité. Être un navire procédural servant l'ensemble des droits yézidis et obtenir la compensation requise pour l'épreuve qui a frappé cette composante en raison au terrorisme et aux politiques de confinement.

1-2-7 Recommandations:

- Renforcer les composantes de survie dans les villes, villages et villages de la composante yézidie, en mettant en place des mécanismes opérationnels continus dans l'aspect sécuritaire, les services municipaux, les opportunités d'emploi et leurs propres institutions religieuses (temples).
 - Mettre fin à la confusion administrative particulière dans le district de Sinjar, où il y a toujours un gouverneur qui s'occupe des affaires administratives représentant le gouvernement régional du Kurdistan, et il y a un autre maire qui représente le gouvernement fédéral, la situation qui a créé une rupture dans les directives et fait de ce quartier l'une des zones contestées contrairement aux droits des Yézidis qui aspirent à une administration nationale au service de leurs cas.
- Persistance et accélération de l'attention portée au dossier des disparus, prisonniers et kidnappés yézidis dont le sort n'est pas encore connu, car ce dossier est toujours ouvert et le nombre de victimes à cet égard est estimé à plus de (2500) kidnappeurs et personnes disparues dont le sort n'est pas encore connu.
- Hammurabi Human Rights Organization appelle le gouvernement fédéral et le gouvernement régional à travailler pour consulter la composante yézidie dans les procédures et règlements de son travail spécifiques aux régions yézidiennes, d'arrêter les mesures ci-dessus et d'adopter et d'activer des mesures participatives à cet égard.
 - L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme de Hammurabi a surveillé l'ambiguïté, les malentendus et les interprétations contradictoires concernant l'accord conclu entre le gouvernement fédéral et le gouvernement régional pour l'administration du district de Sinjar. L'organisation a également reçu des diagnostics à cet égard de la part de personnalités et d'élites yézidiennes. Par conséquent, nous exigeons des directives à l'opinion publique yézidienne de garantir les droits et les aspirations des yézidis et de ne pas les laisser. Les choses sont vagues comme elles le sont actuellement.

2- Réfugiés et personnes déplacées

1-2 Les réfugiés

À la fin de 2019 et au début de 2020, les réfugiés syriens sont entrés et avaient dépassé (19) mille après l'opération militaire menée par les forces militaires turques appelée (Peace Spring) dans les régions du nord-est de la Syrie, y compris des enfants et des femmes. et les personnes âgées, les enfants et les femmes constituent environ 75% de tous ces réfugiés, selon ce qui a été enregistré par le Haut-Commissariat pour les réfugiés dans la région du Kurdistan.

La plupart des statistiques surveillées par l'Organisation Hammurabi, y compris les chiffres obtenus du ministère de l'Immigration et du Déplacement, indiquent que l'Irak abrite au moins 300000 réfugiés, y compris des Palestiniens, des Soudanais, des Iraniens et des Turcs d'origine kurde et ahwazie, mais les Syriens. les réfugiés constituent nombreux et Leur nombre a atteint plus de (250) mille réfugiés en raison de la guerre, de la violence et des conflits armés en Syrie qui ont éclaté depuis 2011. La plupart des réfugiés résidaient dans la région du Kurdistan en Irak, et ils représentent 97% du nombre de Syriens en Irak. Et 38% d'entre eux vivent dans des camps répartis dans quatre gouvernorats irakiens, qui sont Anbar, Arbil, Dohuk et Sulaymaniyah, et que 62% des réfugiés syriens ont été autorisés par les autorités irakiennes après avoir obtenu la résidence temporaire et les approbations de sécurité requises, à vivre dans des zones urbaines et rurales, et le droit au travail, à l'éducation et à l'accès aux services de santé.

Malgré le bon accueil que les réfugiés syriens reçoivent de la société iraquienne, leurs conditions ne sont pas sans difficultés et problèmes, car ils sont confrontés quotidiennement à de nombreux défis en matière de travail, de santé, d'éducation et de services. La plupart de ces défis sont liés à la nature de la législation iraquienne. L'environnement, qui manque de lois régissant les conditions de fonctionnement des réfugiés et des personnes déplacées, les accueillir, les protéger et les intégrer.

L'Iraq, malgré sa loi n° 51 de 1971 concernant l'asile politique qui a été publiée par le régime précédent, toutefois, il s'agit d'une loi limitée, conçue dans un format compatible avec les politiques et les approches du régime précédent pour la protection des réfugiés opposés à pays voisins, et ne répond pas à l'approche humanitaire et à la protection que toutes les catégories de réfugiés devraient recevoir. Attendu que le gouvernement irakien n'a pas encore promulgué une loi sur les réfugiés avec un cadre global qui garantit la protection de toutes les catégories de réfugiés et de demandeurs d'asile et réglemente leur résidence et leurs droits d'accès au travail, à la santé, à l'éducation et à l'intégration, y compris le droit à la citoyenneté et naturalisation. En effet, le parlement irakien n'a pas promulgué le projet de loi envoyé par le ministère de l'Immigration et des Migrations pour les réfugiés, et il a été rédigé en coopération avec le Comité permanent pour les réfugiés du ministère de l'Intérieur, d'une manière largement conforme aux normes internationales. Le plus étrange est que l'Iraq n'a pas ratifié la Convention de Genève des Nations Unies de 1951 sur la protection des réfugiés, de sorte que l'Organisation des droits de l'homme de Hammurabi exhorte les autorités irakiennes à la rejoindre rapidement afin de fournir une protection adéquate aux réfugiés en Irak de toutes catégories et les genres.

Grâce au suivi de l'Organisation Hammurabi sur les conditions des réfugiés et à une communication continue avec eux, il a été constaté que les difficultés et les problèmes des réfugiés au cours de cette année se sont accrus après le déclenchement de la pandémie Corona, la fermeture générale, la restriction des mouvements. et la distanciation sociale, et le reflet de cela sur la détérioration de la situation économique de l'Iraq, alors que leur situation s'est aggravée et que leurs souffrances ont doublé en termes de Se rendre au travail après la fermeture de restaurants, cafés, salons de coiffure et centres communautaires, d'autant plus que la plupart des réfugiés syriens y travaillaient, en plus des difficultés rencontrées par les réfugiés en termes d'éducation, de santé et des services qui leur sont fournis dans les camps de réfugiés.

Hammurabi, avant le déclenchement de la pandémie de Corona, a mené des entretiens et communiqué avec des réfugiés syriens par le biais d'entretiens sur le terrain pour (30) réfugiés syriens qui comprenaient des femmes et des hommes d'âges, de religions et de cultures différents à Dohuk, Erbil et Sulaymaniyah, qui ont exprimé leurs impressions, leurs expériences et leurs souffrances en termes d'accès au travail et à l'éducation Santé, services psychosociaux, participation, formation, possibilités d'adaptation, d'accueil et d'intégration. Hammurabi a également organisé une série de réunions et de contacts avec des décideurs, des militants et autres concernés par les affaires des réfugiés d'organisations locales et internationales, et mis en place des ateliers, des réunions, des panels de discussion et des tables rondes pour en savoir plus sur leurs conditions, et préparé cinq rapports spéciaux dans le cadre du projet The Respond, qui s'inscrit dans le structure pour réguler leurs conditions, la gestion des frontières face à des vagues de réfugiés, le processus de leur accueil, les cadres de leur protection et les politiques irakiennes dans le processus de leur intégration.

À la lumière de ces réunions et événements, les réfugiés et les demandeurs d'asile ont exprimé leurs expériences, leurs impressions et leurs perceptions de leurs conditions et de leur avenir en

termes d'accueil, d'intégration et des opportunités qui s'offrent à eux pour accéder au travail, à l'éducation, à la santé, à la participation du public et autres.

La plupart des réfugiés reconnaissent qu'ils ont été bien accueillis par les Irakiens lors de leur entrée en Irak, et que la population, que ce soit à Ramadi ou dans la région du Kurdistan irakien, les a reçus cordialement et leur a fourni une assistance, ainsi qu'aux points de passage frontaliers. ils n'ont rencontré aucun obstacle ni abus, que ce soit de la part des services de sécurité irakiens dans les ports de Ninive et de Ramadi ou d'autres membres Les peshmergas kurdes dans la région du Kurdistan d'Irak Non, mais les services de sécurité et les peshmergas étaient sympathiques et attentifs à leurs besoins d'autant plus que la plupart arrivaient épuisés aux frontières de marcher à pied et de passer sur des routes rugueuses et difficiles. Cependant, la plupart des réfugiés affirment que la nature des relations et de la générosité qu'ils ont reçues des Irakiens a changé au fil du temps, en particulier après 2014, lorsque l'Etat islamique a envahi Ninive, Ramadi, Salah al-Din et les zones de Kirkouk et Diyala et son contrôle sur une tiers de la superficie de l'Iraq et le déplacement massif de plus d'un million de personnes qui en a résulté vers une région. Le Kurdistan irakien, qui a semé la confusion dans l'économie de la région, a réduit l'intérêt de la population pour les réfugiés syriens et a attiré plus d'attention sur les Irakiens déplacés, et la concurrence pour les opportunités d'emploi entre les réfugiés syriens et les Irakiens déplacés s'est intensifiée à la lumière d'une nette augmentation du nombre de chômeurs parmi les déplacés. L'augmentation du nombre de réfugiés syriens en Iraq a grandement contribué à la diminution de l'intérêt pour eux par rapport aux premières vagues arrivées en Iraq. Le réfugié syrien (PMF) a déclaré: "L'augmentation du nombre d'immigrants et l'apparition de problèmes ont amené la population locale à nous regarder comme si nous prenions possession de leurs terres et affections leur travail, ce qui a provoqué l'ennui de la population locale. de la région en raison du grand nombre de Syriens. "

La réfugiée (RHH) qui a rencontré l'organisation Hammurabi à Sulaymaniyah exprime son sentiment en disant: "Je sens que les gens ici ne nous aiment pas beaucoup. Aimez-nous"

Alors que les responsables locaux confirment que la présence syrienne dans la région du Kurdistan irakien a contribué au développement et au développement de la région, M. Nawzad Hadi Mawloud, gouverneur d'Erbil, déclare: «Les réfugiés syriens sont des personnes qualifiées qui ont travaillé dans divers domaines. en Syrie, et ils ont apporté une valeur ajoutée à nos compétences et sont venus avec de bonnes cultures et idées qui ont enrichi la région de différentes manières. "Il y en a beaucoup, et cela a été considéré comme une chose positive. Il est vrai qu'il y a de la concurrence, mais il y avait aucune résistance de la population locale envers les réfugiés. "

Les réfugiés et demandeurs d'asile syriens sont confrontés à de nombreux défis et problèmes qui transforment leur capacité à s'intégrer dans la société irakienne, certains d'entre eux sont liés à la culture, aux traditions et aux coutumes, et d'autres sont liés à la discrimination et à l'exploitation auxquelles ils sont souvent exposés. L'une des choses qui est apparue et qui ne devrait pas être un obstacle à l'intégration est la question de la langue, car il a été constaté que les réfugiés syriens d'origine kurde rencontraient des difficultés pour interagir avec les sociétés d'accueil, même si elles étaient kurdes, en raison de la différence dans les dialectes kurdes, et il ne fait aucun doute que la question de la langue est fondamentale: pour permettre aux demandeurs d'asile et aux réfugiés d'accéder au travail, de vivre avec la communauté, de s'instruire et plus encore.

Certains réfugiés ont été jugés par la situation pour résider dans une région dont il ne connaît pas la langue, ou que le dialecte de la population diffère du sien, ce qui l'affecte dans l'accès au travail, à l'éducation, etc.

Le réfugié (EMH) qui réside à Sulaymaniyah, qui est une personne âgée de 60 ans, déclare: "Je suis un Syrien d'origine kurde. J'ai du mal à comprendre le dialecte kurde irakien, en particulier le dialecte sorani parlé par les Kurdes à Sulaymaniyah. . "

Un autre réfugié (ASHA) attribue la difficulté de l'intégration au manque de mixité avec les voisins et les membres de la communauté «parce que les relations sont rares en raison de coutumes et de tempéraments différents et parfois de la présence de discrimination».

Parmi les autres défis auxquels les réfugiés sont confrontés pour accéder au marché du travail ou à l'éducation, en plus de la question de la langue mentionnée précédemment, il y a la délivrance des certificats d'études et leur reconnaissance, en particulier lorsqu'ils veulent entrer dans une entreprise officielle, car la délivrance des certificats est non seulement important pour se rendre au travail, mais aussi pour poursuivre ses études. Il est nécessaire en Irak pour un travail professionnel.

Les Syriens souffrent de grandes difficultés pour trouver du travail et la plupart des réfugiés occupent des emplois qui ne correspondent pas à leurs compétences ou à leurs spécialités.

Comme le dit un réfugié syrien (HFK) interrogé par l'Organisation Hammurabi à Erbil: "Les difficultés les plus difficiles qui m'arrivent sont de ne pas trouver d'emploi, car j'ai onze mois sans travail. Les conditions les plus importantes pour l'intégration sont d'avoir un travail où je peux fournir une éducation à mes enfants, et en raison de la difficulté de revenus financiers j'ai travaillé dans les marchés, et ce n'est pas compatible avec ma profession, mon éducation, ni ma langue et je la gérais, puis j'ai quitté le travail et ensuite passé deux et un mois et demi à la recherche d'un emploi jusqu'à ce que je l'obtienne par des Irakiens. Par chance, j'ai travaillé sans ma profession et le travail n'était pas conforme à mes études, mais j'ai travaillé dans un état de nécessité »et décrit le réfugié (RLM), le dernier travail que j'ai fait, «Je travaille au Kurdistan, et j'ai travaillé dans diverses professions (comme forgeron, armement, maçon, laver des voitures, travailler dans une fabrique de rafraîchissements) et actuellement je travaille comme serveur (un witter) dans un hôtel et au début de mon travail à l'hôtel pendant un mois, mon salaire était très faible, mais je devais le faire. "

Certains réfugiés ont révélé qu'ils étaient victimes de discrimination en raison de leur nationalité et étaient exploités en termes de salaire, ce qui signifie qu'ils recevaient un salaire inférieur à celui des membres des communautés d'accueil, ou parfois l'employeur évitait de payer leurs cotisations de travail, et la discrimination pouvait être due à un manque de la connaissance de la langue dominante.

Comme le déclare le réfugié OMK, «son travail atteint 12 heures par jour pour seulement 400 dollars par mois», et c'est un petit montant par rapport aux salaires gagnés par les travailleurs irakiens dans la région du Kurdistan en Irak. Pendant ce temps, le réfugié RKA s'est plaint, disant: "J'ai rencontré des difficultés à travailler avec un entrepreneur turc, car il ne m'a pas donné mon salaire complet. Il est parti pour la Turquie et me devait 500 dollars."

Le réfugié HFK, qui est un chrétien syrien, se plaint de son état, car il ne connaît pas la langue dominante dans la région du Kurdistan en Irak, comme il le dit: «J'ai des difficultés à trouver un emploi, et il n'est pas préféré au travail parce qu'il ne parle pas kurde. "

Quant à l'éducation, qui est l'une des conditions fondamentales de l'intégration, en particulier pour les enfants, en raison du mélange entre eux et les enfants de la population locale ou d'autres enfants réfugiés, les résultats des entretiens de terrain ont montré une grande faiblesse en termes

d'intérêt. dans l'éducation, bien que la plupart des réfugiés kurdes syriens n'aient pas rencontré de problèmes pour éduquer leurs enfants en termes de langue, en particulier les jeunes enfants en âge de fréquenter l'école primaire, car l'enseignement dans les écoles publiques est en langue kurde à tous les stades de l'étude, primaire et secondaire, général et autres. Cependant, certains, en particulier les réfugiés syriens non kurdes (arabes ou assyriens chrétiens), ont exprimé leur mécontentement face au manque d'écoles publiques en langue arabe, car l'enseignement se fait uniquement en langue kurde. L'enseignement en langue arabe est limité à l'enseignement privé et aux écoles privées uniquement, ce qui alourdit les parents des dépenses d'éducation de leurs enfants et conduit à la privation de l'éducation d'autres personnes en raison du fardeau économique des familles de réfugiés. Beaucoup sont également confrontés au problème de l'inscription de leurs enfants dans les écoles irakiennes en raison de la difficulté d'obtenir des certificats académiques des écoles précédentes de leur pays.

À la lumière de ce qui précède, un certain nombre de réfugiés expriment leurs souffrances et leurs expériences dans le domaine de l'éducation

AFSH, un réfugié syrien qui est chrétien, dit: "Je m'inquiète pour mes enfants dans l'éducation parce que nous ne connaissons pas la langue kurde, notre langue est l'arabe et les études à Erbil sont en langue kurde, et les écoles gouvernementales irakiennes qui enseignent en arabe n'acceptent pas les étudiants syriens. "

Les écoles affiliées au gouvernement fédéral dans la région du Kurdistan irakien, qui a ouvert après 2014, en raison du nombre croissant d'Arabes déplacés vers la région du Kurdistan irakien en provenance des gouvernorats de Ninive, Kirkouk, Ramadi et Salah al-Din, acceptent les enfants en l'enseignement primaire uniquement, tandis que l'enseignement intermédiaire et secondaire dépend de la condition d'apporter les documents scolaires de la mère patrie avant leur fuite, et que leur situation juridique est solide en termes de résidence et de la disponibilité des habilitations de sécurité nécessaires reconnues à Bagdad. Ou les étudiants peuvent passer des tests de classement spécifiques.

Le réfugié syrien HFK a déclaré: "En raison de la difficulté à trouver un emploi, j'ai traversé des difficultés financières. Cela a empêché mes enfants d'étudier. Mon fils de 20 ans a perdu trois ans de scolarité et mon enfant de 12 ans fille avait deux ans de scolarité. "

Le réfugié OMK dit: "Je ne peux pas payer 3 000 dollars pour éduquer mon fils, qui a 5 ans, pour apprendre dans des écoles privées. Le plus cher, c'est à Erbil, le transport, le transport et l'éducation. Je veux aller dans un pays dont je peux comprendre la langue, et voici la langue kurde, et je ne la connais pas. »Il n'y a pas d'écoles arabes à Erbil.

«Mes enfants ne peuvent pas aller à l'école en raison du manque de documents de Syrie, car j'ai dû les apporter avant de quitter le pays», a déclaré le réfugié de SHMB.

1-2-1 Logement et intégration spatiale:

Priorité urgente en matière de logement:

On sait que le logement a un effet direct sur la condition psychologique et sociale de l'individu, en raison du lien direct entre le lieu et la vie humaine et de l'influence de l'environnement spatial sur le traitement, le comportement et l'interaction avec les personnes environnantes, d'autant plus que le lieu de résidence et de vie a un grand impact sur la construction et la définition des relations sociales et donc sur le niveau d'intégration dans la société. Le travail de terrain et les réunions que l'organisation Hammurabi a réalisé au niveau des décideurs, ainsi qu'avec les organisations travaillant avec les réfugiés, montrent qu'il existe une liberté relative dans la région

du Kurdistan irakien de choisir les demandeurs d'asile ou les réfugiés leur lieu de résidence. et la résidence après leur situation juridique et l'obtention de la résidence, soit dans le reste de l'Iraq. L'autre est que la détermination du lieu de résidence est appliquée conformément à certaines dispositions de la loi sur l'asile politique en vigueur 51 de 1971, car elle nécessite l'approbation du Ministre de l'Intérieur, et la possibilité de changer de logement nécessite que le Ministère de l'Intérieur soit averti, et le logement à l'extérieur des camps nécessite une garantie d'Irakiens connus et nécessite également des contrôles de sécurité, et que cette question Associé au Ministère de l'Intérieur à Bagdad et son organisation de résidence pour les demandeurs d'asile et les réfugiés. En général, le demandeur d'asile n'a pas la liberté de choisir son lieu de résidence au début de son entrée en Irak, et il doit être placé dans le centre d'accueil des réfugiés jusqu'à ce que les vérifications et les conditions légales requises soient remplies, mais après avoir obtenu les approbations nécessaires selon la loi, il est libre de vivre en Irak selon son désir.

Dans ce contexte, de nombreux réfugiés ont vécu pendant de longues périodes dans des camps, et que la question du logement était l'une de leurs priorités urgentes, comme le dit le réfugié syrien AFSH, qui vit dans un complexe résidentiel au centre d'Erbil, "La difficulté au début c'était dans le logement, mais après sa disponibilité c'était pour nous. C'est comme un merveilleux cadeau, et meubler le logement occupait mon esprit, et le propriétaire du logement qui nous a fourni est un donateur chrétien gratuit, et les voisins sont plus que merveilleux dans le camp (logement), et je suis à l'aise dans ce complexe de logements, et nous ne payons pas de loyer sauf pour l'eau et l'électricité, au début, le sentiment de l'endroit était étrange, mais plus tard, il a été soulagé, et actuellement Je ne voudrais pas déménager ailleurs à Erbil. "

1-2-2 Réinstallation dans le pays tiers:

Les réfugiés syriens ont indiqué qu'ils préféreraient trouver un logement en dehors des camps, chez des proches ou seuls, et certains n'étaient pas satisfaits de leur lieu de résidence dans les camps, mais leurs conditions de vie difficiles ne leur permettaient pas de louer des maisons dans les zones urbaines en dehors des camps. parce qu'ils n'ont pas pu obtenir l'allocation de logement. La plupart des réfugiés syriens considèrent l'Irak comme un abri temporaire pour eux, en attente de réinstallation dans un pays tiers s'ils avaient la possibilité de se rendre en Europe ou en Amérique et en Australie, en particulier ceux qui ont réglé la question de ne pas retourner en Syrie ou ont perdu l'espoir d'un retour de stabilité en Syrie.

Hammurabi, avec le soutien et le partenariat de la Solidarité Chrétienne Internationale, aide les réfugiés syriens dans la région de Duhokk-Kurdistan



Le réfugié AFA qui vit à Dohuk dit: «J'habitais dans la maison de mon cousin, qui est petit et pas assez pour lui, mais maintenant il y a quelques jours j'ai loué à Dohuk, et notre relation avec le camp se poursuit et nous loué l'appartement avec l'approbation de l'Asayish (le service de sécurité dans la région du Kurdistan en Irak). Parce que je vivais avec un groupe (une famille) dont la situation n'était pas économiquement bonne. "

Le réfugié ASHA décrit avoir changé de lieu de résidence multiple: "J'ai vécu un certain temps dans la maison de mon oncle puis sur le lieu de travail, et actuellement je vis dans une maison de location pour moi et ma famille."

Mme SHRO, qui vit dans un camp à Dohuk, exprime son mécontentement face à son lieu de résidence, mais elle est obligée de l'accepter. Sinon, j'aime vivre dans une grande ville, je préfère vivre à Erbil, et si je avoie la possibilité de déménager ailleurs, je vais déménager. "

Le réfugié syrien EMS confirme son désir d'être réinstallé dans un autre pays, "Si j'ai la possibilité d'émigrer vers un pays tiers, je ne retarderai pas l'admission pour le bien de l'avenir de mes enfants." Et le réfugié RKA dit, " Je préfère me rendre dans n'importe quel pays européen si j'ai l'opportunité «d'ajouter un autre réfugié syrien» et si j'ai eu l'opportunité avec ma famille d'émigrer dans un pays tiers, il n'y a donc pas d'objection à cela.

Avec tout cela, d'autres Syriens expriment leur adaptation, leur adaptation et leur sentiment de réconfort avec la région et leur lieu de résidence, et ils ont loué la coopération des membres de la communauté d'accueil avec eux et obtenu leur soutien.

Comme le dit le réfugié syrien ABA, qui réside à Dohuk, "Le loyer de la maison est maintenant approprié. La maison dans laquelle je vis ici comprend mon père, ma mère et mes frères, tous au même étage, et ma femme et moi sommes au même étage. un deuxième étage. On se sent en sécurité et grâce à Dieu, ma femme et ma famille se sentent rassurés. Une autre ville, parce que mon travail me permet de m'installer ici. "

Mme LYA, une résidente du camp Domiz à Dohuk, a ajouté: «Je vis dans le camp et mes contacts sont avec mes voisins et les gens qui vivent dans le camp, je me sens en sécurité, dans le camp je vais rendre visite aux autres, mais je avoie des visites pour les Irakiens en dehors du camp. Je veux rester à mon endroit actuel (camp Domiz), les bonnes choses. Dans mon lieu de résidence, c'est que tout est à proximité, comme les écoles, les marchés, les hôpitaux, et il y a aussi un dispensaire Dans le camp. Quant aux mauvaises choses, il n'y a pas d'hôpital dans le camp, les routes ne sont pas goudronnées, car il n'y a pas de terrains de jeux dans le camp.

"

1-2-3 Adaptation et intégration:

Malgré tout cela, comme certains espèrent toujours retourner dans la patrie en raison de la difficulté de s'intégrer à la situation actuelle, mais les conditions de sécurité difficiles en Syrie en plus de la propagation de la violence et des combats entre de nombreuses factions d'une part et le L'armée et les forces de sécurité syriennes, quant à elles, se sont transformées sans retourner dans leur pays d'origine.

«L'intégration a été difficile au début, puis les choses sont devenues faciles avec le temps, et si la situation en Syrie s'améliore, nous reviendrons», dit Mme SHRO.

En ce qui concerne les soins sociaux et de santé, les politiques suivies en Iraq n'incluent pas le droit des demandeurs d'asile syriens aux services du réseau de protection sociale. Réfugiés enregistrés auprès du Comité permanent pour les réfugiés (PCMOI) qui peuvent accéder au

programme de soins dispensé par l'État irakien grâce à leur inclusion dans le réseau de protection sociale qu'il dirige Le ministère du Travail et des Affaires sociales MOLSA, ainsi que l'accès aux services de santé du gouvernement, déclare M. Sadiq Al-Bahadli, directeur du département des organisations de la société civile à au ministère du Travail et des Affaires sociales, Hammurabi l'a rencontré, "qu'environ 200 familles palestiniennes sont incluses dans les services du réseau de protection sociale et que les Syriens ne sont pas couverts par eux". Il existe des organisations internationales qui aident l'Iraq, en particulier pour les réfugiés syriens dans la région du Kurdistan irakien dans le domaine de la santé, comme l'exprime un représentant de l'une de ces organisations internationales concernées rencontrées par l'Organisation Hammurabi: «Nous travaillons avec le Département de la santé dans le Kurdistan irakien afin d'intégrer les réfugiés syriens et les autres nationalités dans le système de santé. Elle a ajouté: << Les demandeurs d'asile n'ont pas les mêmes chances que les réfugiés d'accéder aux services. Les Palestiniens, par exemple, sont confrontés à de nouveaux défis qui sont apparus avec l'approbation de la loi de résidence de 2017, car les choses ont changé en termes d'accès aux services, y compris l'éducation et les services de santé. "

En ce qui concerne les activités et les services de santé mentale, un certain nombre d'organisations internationales ont été impliquées dans cet aspect, dirigées par le HCR et d'autres organisations telles que MSF (Médecins sans frontières) qui ont fourni des services de santé mentale et de secours PUI. Hammurabi a noté que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés fournit un soutien au DOH (département de la santé), aux organisations locales et aux organisations de la société civile pour fournir un soutien psychosocial et des services de santé mentale, et avec cela il y a un vide au niveau de l'Iraq dans le domaine de la fourniture de services de santé mentale aux groupes marginalisés, non seulement pour les réfugiés et les étudiants Asile, mais comprend également la fourniture de ces services aux survivants des crimes de l'EI. La pénurie de services de santé mentale est non seulement grave pour les enfants réfugiés et demandeurs d'asile, mais concerne également tous les enfants irakiens handicapés dans ce domaine. Ils sont confrontés à des problèmes d'éducation, en particulier dans les centres de réadaptation psychosociale et les programmes éducatifs, et nous pensons que cela constitue un défi pour le Gouvernement irakien et le Gouvernement régional du Kurdistan. L'Iraq et la communauté humanitaire sur la manière de travailler ensemble pour assurer la santé mentale, en particulier à la population qui a subi la torture. De nombreux demandeurs d'asile sont des Syriens et pendant leur voyage et leur fuite de leur pays en quête de sécurité en raison du conflit en cours et des conflits armés persistants, affectés psychologiquement et physiquement, et les difficultés auxquelles ils ont été exposés se sont reflétés. Au cours de la tentative de fuite et de franchissement des frontières, les épreuves du mauvais temps et le manque de la nourriture et l'eau sur leur santé, leur réalité sociale et psychologique.

Un réfugié de MYA dit: «Mon asile en Irak m'a affecté physiquement, car je suis malade jusqu'à présent, et en raison de ces conditions difficiles dans lesquelles j'ai vécu, j'ai également été profondément affecté psychologiquement et j'ai des épisodes de dépression, alors je recours à mon voisins pour soulager cela. Vivre en Irak constitue une pression psychologique pour moi. La vie sociale me conduit à une pression psychologique parce que j'ai des enfants et il n'y a pas de travail pour mon mari. Ces circonstances constituent une grande pression sur moi lorsque je trouve mes enfants sans école et je ne peux pas répondre à leurs demandes. "

Le réfugié KJK parle: "Mon oncle et ma tante étaient en Irak sept mois avant moi, et ils sont morts ici à cause de leur état psychologique et de leurs blessures pathologiques. Mon oncle avait 45 ans, et ma tante est également décédée ici des suites d'un accident vasculaire cérébral."

Enlèvements, viols et autres à la suite de la violence de l'Etat islamique, et Hammurabi estime qu'il y a une carence dans la fourniture de ces services au niveau officiel du gouvernement.

-1-2-4 Difficultés et traumatismes:

Participation, citoyenneté et naturalisation:

En ce qui concerne la participation à la vie publique et à la citoyenneté, la plupart des Syriens qui ont fui vers l'Irak ont cherché refuge pour leur sécurité et pour éviter l'atmosphère de combats et de conflits qui se déroulent dans leur patrie, de sorte que la plupart d'entre eux n'ont pas de participation politique dans leur pays. .

En ce qui concerne l'exercice de la citoyenneté, selon la loi n ° 51 de 1971 sur les réfugiés politiques exécutoire, les personnes enregistrées depuis plus de 10 ans en tant que demandeurs d'asile ont le droit de demander la citoyenneté à condition qu'elles n'aient pas quitté l'Iraq pendant toute cette période, sauf avec l'approbation du ministre de l'Intérieur, mais au niveau En fait, il y a une difficulté à obtenir la citoyenneté, et les anciens réfugiés sont comme les Palestiniens, malgré l'existence de décisions antérieures du Conseil de commandement révolutionnaire dissous, qui avait la force de la loi, qui les incluait avec des privilèges comme les Irakiens, tels que l'éducation, la santé, le travail et l'emploi, mais la nationalité leur était interdite pour des raisons politiques, dont la plupart sont liées aux décisions de la Ligue arabe.

Réfugiés palestiniens: En plus de ce qui est arrivé à la dépossesion des droits des réfugiés palestiniens dont ils jouissaient avant 2003, qui était représentée par leur égalité avec les Iraquiens à tous égards, à l'exception de leur octroi de la citoyenneté, mais cela a disparu après la délivrance de la loi n ° 76 de 2017 sur la résidence des étrangers et leur inclusion dans cette loi.

Au cours du premier semestre de cette année, ils ont eu le sentiment d'avoir été sévèrement battus après que la Représentation des Nations Unies et le Haut-Commissariat pour les réfugiés en Iraq ont émis de nouvelles instructions visant à interrompre les soins limités des réfugiés palestiniens, ce qui a entraîné un approfondissement de leur souffrance humaine dans ce pays en difficulté. Allocation de logement pour (300) familles palestiniennes à Bagdad, dont la plupart sont malades, âgées, enfants et veuves menacées de déplacement. Ces familles ont été déplacées de leurs maisons après 2003 en raison de leur identité, les forçant à vivre dans la rue Haïfa dans des tentes pendant deux ans, après quoi le HCR en Iraq a pris soin de leur logement dans des bâtiments et leur verse une allocation de loyer. Ils se sont également vu refuser des salaires de protection sociale ne dépassant pas (42) dollars par mois.

Certains d'entre eux ont été privés de travail en raison de leur nationalité, et ce qui est arrivé aux déplacés et aux autres réfugiés à la suite de la pandémie de Corona en Irak, les Palestiniens ont également été infectés en Irak.

Recommandations et propositions:

Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme appelle le gouvernement et les autres institutions étatiques à:

Travailler à l'élaboration d'un système juridique clair pour la protection des réfugiés et établir des politiques intégrées et cohérentes pour régler leurs conditions, à travers les actions suivantes:

-Légiférer une loi complète sur les réfugiés qui régit leurs conditions et inclut toutes les catégories de réfugiés, qu'il s'agisse de réfugiés politiques ou de réfugiés pour des raisons économiques ou humanitaires en quête de sécurité ou autrement.

-Ratification de la Convention internationale de Genève de 1951 sur les réfugiés et de son protocole de 1967

-Mettre en place des politiques concernant les réfugiés qui soient conformes aux obligations internationales de l'Iraq telles que garanties par les déclarations, les instruments et les accords internationaux sur les droits de l'homme que l'Iraq a ratifiés.

-Œuvrer pour fournir les infrastructures d'accueil des réfugiés et renforcer les conditions de leur intégration dans la société irakienne en termes de logement, d'éducation, de santé physique et psychologique, de la question de la participation, de l'appartenance, de la citoyenneté et de la naturalisation.

-Œuvrer pour offrir des possibilités d'emploi aux réfugiés et aux personnes déplacées, et prêter attention à leurs soins de santé, les protéger, leur fournir une éducation et surmonter les obstacles qui empêchent les réfugiés d'obtenir une éducation adéquate. En plus de fournir aux réfugiés un logement et un abri convenables de manière à leur assurer une vie décente.

Aux niveaux régional et international, l'Org. Hammurabi exhorte les organisations régionales et internationales compétentes à aider l'Iraq à répondre aux besoins nécessaires pour une vie meilleure pour les réfugiés, et à renforcer les expériences et l'assistance pour aider les réfugiés et gérer leurs affaires, ainsi que aider l'Iraq à accélérer la législation relative à l'asile conformément aux normes humanitaires.

2-2 Personnes déplacées

Bien que plus de deux ans se soient écoulés dans l'élimination de l'organisation terroriste ISIS et l'Iraq ont regagné toutes les terres que cette organisation occupait à l'été 2014 et provoqué le déplacement de millions de personnes, après avoir contrôlé un tiers de la zone de Irak, il y a encore 1,2 million d'Irakiens résidant dans des camps. Il est réparti dans tout le pays, en particulier dans les gouvernorats de Ninive, Dohuk et Erbil, et ces personnes déplacées ont encore du mal à retourner dans leurs zones détruites par son occupation par l'Etat islamique et puis par la guerre qui a été lancée contre lui.

Les Iraquiens déplacés souffrent désormais de problèmes complexes et entassés, en plus de l'incapacité de beaucoup d'entre eux de rentrer chez eux après la libération de leur région, pour des raisons de sécurité, économiques ou militaires, et ces problèmes se sont ajoutés à leurs problèmes, un problème de pandémie (Corona), et certains d'entre eux ont été infectés par ce virus, et 14 cas ont été enregistrés dans le camp A à Dohuk, et en conséquence, le camp a été fermé et les blessés et les personnes touchées ont été mis en quarantaine, ainsi qu'un des blessures ont été enregistrées dans l'un des camps de Ninive. Le ministère de l'Immigration et du Déplacement, qui travaille en coordination avec le ministère de la Santé et le ministère de la Défense, confirme qu'il brume et stérilise les camps et que la situation est sous contrôle. Cependant, l'organisation Hammurabi a été témoin d'une fermeture complète et d'une restriction des mouvements de population dans de nombreux camps à Dohuk, Erbil et Ninive, en particulier dans les six mois qui ont suivi le début de l'épidémie en mars 2020, et que le problème pourrait être exacerbé en à la lumière de ces PDI logées principalement dans des tentes surpeuplées les unes à côté des autres et dépourvues d'ingrédients de santé.

Ce qui a ajouté à la complication des problèmes des déplacés et les a rendus complexes, comme mentionné précédemment, est la coïncidence de cette épidémie (couronne) avec la détérioration de la situation économique en Irak, qui repose sur une économie rentière basée sur le pétrole et ses revenus, et cette détérioration s'est accompagnée de la forte baisse des prix du pétrole et de la baisse subséquente du prix du dinar. Citoyens iraqiens à 1,465 par rapport au dollar des États-Unis, ce qui a eu des répercussions négatives sur la vie des citoyens iraqiens en général, et des personnes déplacées en particulier, Comme il y a une raréfaction dans la préparation des

médicaments fournis aux déplacés dans leurs camps, d'autant plus qu'il y a des personnes âgées déplacées souffrant de maladies chroniques. Par exemple, Badr al-Din Najm al-Din, directeur du camp de Baharka à Erbil, tient le gouvernement fédéral de Bagdad responsable de ne pas fournir les produits de première nécessité pour la durabilité de la vie des déplacés et pour la détérioration des conditions de la déplacés dans le camp.

De plus, cette pandémie, accompagnée de la détérioration des conditions économiques en Irak, a affecté l'emploi des personnes déplacées. S'il y avait des opportunités d'emploi avec des salaires journaliers pour certains d'entre eux, alors ces opportunités ont presque disparu. Comme le dit Shafer Rasho, l'une des personnes déplacées de Sinjar dans le camp (Dera Bun), près de Zakho, "La période actuelle est la plus difficile dans les années de déplacement que lui et d'autres vivent dans le camp." Dans son discours, M. Rasho a également attribué cela à l'interdiction imposée au camp en raison de (Corona), qui l'empêche de gagner en pratiquant un travail avec un salaire journalier.

La pandémie de Corona n'a pas été satisfaite de ses répercussions négatives sur l'état économique et sanitaire des déplacés, mais il y a eu un impact négatif et néfaste sur l'éducation à tous les niveaux sur les déplacés, car des mesures ont été prises pour ne pas mélanger et arrêter du tout d'étudier. Les niveaux primaire, intermédiaire et secondaire, et l'apprentissage en ligne ont été satisfaits pour les étudiants universitaires et les études de troisième cycle, ce qui nécessite des exigences qui manquent fondamentalement à la gestion du camp.

Au contraire, il y avait un problème qui a précédé la pandémie de Corona en ce qui concerne l'éducation des personnes déplacées et des réfugiés, comme un rapport des Nations Unies en février de cette année a révélé que de nombreux enfants en Irak sont toujours incapables de recevoir une éducation malgré la fin de la guerre, et ces enfants ne peuvent même pas cela. Beaucoup de personnes interrogées ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas se déplacer librement à l'intérieur et à l'extérieur des camps pour déplacement interne, en raison des restrictions imposées à leur mouvement, ce qui les empêchait de pratiquer des activités quotidiennes telles que d'aller dans des écoles en dehors des camps, et tout cela est une violation. des droits des personnes déplacées.

La température élevée en Irak avait une autre raison de violer les droits des personnes déplacées, car des sources bien informées ont déclaré que le 12 juin 2020, des cas d'étouffement ont été enregistrés pour un certain nombre de personnes déplacées en raison de l'éclatement d'un incendie dans un camp à Ninive. Gouvernorat, comme l'a expliqué un membre de la Commission des droits de l'homme en Irak, Fadel Al-Azzawi, a déclaré: "Un incendie s'est déclaré dans les vastes zones de mauvaises herbes et de jungles entourant le camp de Khazir pour les déplacés dans le gouvernorat de Ninive." Comme l'a dit M. Al-Azzawi, la montée de la fumée a entraîné "des cas d'étouffement pour les déplacés, qui ont été transférés au centre de santé pour y être soignés". Il a également mentionné la nécessité de «mettre fin à leurs souffrances humaines».

Auparavant, un enfant de 4 ans et une fille de 18 ans sont morts dans un incendie dans le camp de la ville touristique du gouvernorat d'Anbar, le 31 janvier 2020, notant qu'il y a plus d'un demi-million de personnes déplacées de Ninive qui sont toujours dans des stations de déplacement Le camp de (Khazir) est l'un des plus grands camps de déplacés en Irak.

Bien que la politique du gouvernement d'Al-Kazemi vise à mettre fin au dossier des déplacés et à travailler au retour des Irakiens dans leurs foyers d'origine ou à leur intégration dans leurs nouvelles zones et à se débarrasser des camps, les camps ne peuvent disparaître sans le soutien de les composantes de retour ou d'intégration, et la recherche de solutions durables.

Dans ce contexte, Ali Abbas Jahakir, porte-parole du ministère irakien de l'Immigration et du Déplacement, affirme: « Le nombre de camps de déplacés en Irak est actuellement de (86) camps, après que le nombre était de (184) et accueillant environ (68) mille déplacés. personnes réparties de manière variable entre (40) et (4000) familles dans chacun de ces camps établis dans chacune des régions du Kurdistan, Ninive et Anbar principalement, et dans d'autres provinces dans une moindre mesure comme Diyala, Karbala et Bagdad. Il a ajouté: "Les personnes déplacées dans les camps de la région sont originaires des régions de Sinjar, Mossoul et de la plaine de Ninive, et elles sont le plus grand nombre." En termes de sécurité ou que leurs zones résidentielles sont détruites. " « Dans les camps du sud de Mossoul (6), dans les camps de Dohuk (17), dans les camps d'Erbil (6), (4) dans les camps de Sulaymaniyah, dans deux camps à Kirkouk, (3) dans les camps à Diyala et à Bagdad: il y a deux camps principaux , et à Anbar il y a environ (27) camps, et un camp chacun à Salah al-Din et Karbala.

Hammurabi suit de près les programmes du gouvernement pour encourager le retour volontaire et ses tentatives de fermer et d'intégrer les camps d'Anbar, Ninive, Karbala et Diyala en plus des camps de la région du Kurdistan en Irak, mais ces programmes sont confrontés à de grands défis, d'autant plus que le Ministère de l'immigration et du déplacement, qui a cette responsabilité. Il est incapable de garantir les éléments de retour qui nécessitent la réparation des infrastructures des zones d'origine des déplacés, notamment les hôpitaux, les écoles, les routes, l'électricité, l'éclairage, etc., en plus de la restauration et de la reconstruction des marchés et des habitations détruits, compte tenu du fait que le budget 2020 n'a pas été approuvé, du manque d'allocations financières adéquates et de l'échec de la mise en œuvre du programme d'indemnisation pour les personnes touchées. En raison des difficultés économiques, le le gouvernement est confronté en raison de la pandémie Corona et de la baisse des prix du pétrole. Aussi, les allocations qui avaient été déduites du budget du ministère, qui s'élevaient à environ 370 millions de dollars, qui ont été accordées aux gouvernorats libérés (Ninive, Anbar, Salah al-Din, Diyala, et les zones de Kirkouk) pour leur reconstruction, les incapacité des gouverneurs à les utiliser pour les buts pour lesquels ils ont été déduits et non dépensés. Le ministère de l'Immigration et des Migrations tarde également à octroyer aux rapatriés une subvention de 1,5 million de dinars et les bureaucraties gouvernementales dominantes qui retardent l'arrivée des paniers alimentaires aux rapatriés. À la lumière de ces défis et de l'incapacité du gouvernement à garantir les éléments de retour, le retour des citoyens dans leurs régions peut les mettre dans des crises plus graves, en particulier celles auxquelles sont confrontées les communautés minoritaires, en particulier les Yézidis et les chrétiens, dont le nombre a considérablement diminué en raison de l'indifférence du gouvernement. et l'absence de gouvernance pour contenir leurs conditions et travailler à les stabiliser.

Chrétiens, malgré le retour d'environ 50% de leur nombre avant leur déplacement, mais il y a des zones qui font encore face à des obstacles, comme la ville de Batnaya, affiliée au district de Telkaif, à 5 km au nord du centre de Telkaif, car seulement environ 100 des familles sur les 1 000 familles qui y vivaient y sont retournées. 2014, en raison du manque d'efforts suffisants de la part de l'État pour reconstruire et soutenir d'autres composantes du retour, et que la plupart des efforts déployés à cet égard appartiennent aux organisations internationales et l'Église, et la fermeture des routes qui y mènent à la suite des conflits entre Bagdad et la région du Kurdistan en raison d'une mauvaise concurrence dans les zones de la plaine de Ninive prive leurs enfants de chrétiens et de yézidis d'exercer leurs libertés et leur vie normale . De même, les chrétiens n'ont pas pu retourner au centre du district de Telkaif en raison de la présence de PDI de la côte droite de Mossoul qui occupent toujours leurs maisons, ainsi que de la présence de la principale prison

d'Al-Tasfirat pour crimes de terrorisme à Ninive. , couplé à la présence de quatre tribunaux de spécialisations différentes, ce qui a fait que le centre judiciaire attire des résidents qui ne sont pas originaires de la justice, ce qui a créé une sorte de changement démographique, qui a considérablement affecté la démographie du quartier.

À Bartella, plus de 400 familles de Bartella, qui vivent à Erbil et Ainkawa, hésitent encore à y retourner pour de nombreuses raisons, dont la plupart sont liées au manque de confiance dans la situation actuelle et à l'existence de problèmes de société parmi les composants qui s'y trouvent.

Quant à la question du retour des Yézidis à Sinjar, malgré le début d'un mouvement de retour qui a débuté en mai de cette année, la situation à Sinjar est difficile et douloureuse, la ville de Sinjar étant témoin d'un conflit régional et local, alors que la Turquie entraine dans la ligne sous prétexte de l'influence du Parti des travailleurs du Kurdistan et de l'opposant au régime Al-Turki, et a vu de temps en temps la Turquie bombarder le siège de ce parti et ses activités militaires. Sinjar est également témoin de tensions politiques et sécuritaires entre plusieurs centres d'influence soutenus par Bagdad d'une part et Erbil d'autre part, et par conséquent l'existence de deux administrations qui contrôlent le pouvoir judiciaire, chaque administration représente un parti spécifique et l'existence de conflits entre , ce qui signifie la présence d'un bureau de représentation, et la réflexion de celui-ci sur l'arrêt des projets de services et des projets de reconstruction. Les établissements officiels doivent encore être réhabilités, et les projets agricoles qui caractérisent le quartier sont détruits et négligés, et les marchés , les écoles et les centres de santé doivent être remis en état, pour encourager les personnes à rentrer chez eux, et la région doit soutenir la population de retour avec de petits projets pour faire avancer la roue de la vie à Sinjar et autonomiser la population. Et les jeunes ont accès au travail et à l'éducation , la santé et plus encore.

À la mi-décembre de cette année, l'organisation de Hammurabi s'est rendue à Sinjar et a également surveillé les conditions des yézidis déplacés dans les camps de Dohuk en effectuant des visites sur le terrain à la fin de cette année. Jusqu'à (250) familles qui sont rentrées à Sinjar ont l'intention de retourner à nouveau dans les camps, en raison du manque de services à Sinjar et des menaces renouvelées de la Turquie de bombarder des zones qui s'y trouvent sous le prétexte de frapper le PKK et les travailleurs ennemis turcs.

Les Yézidis et d'autres minorités sont également confrontés à un autre défi, à savoir l'effort du gouvernement irakien pour renvoyer environ 31 000 Iraquiens déplacés, dont la plupart sont issus de familles dont les enfants ont rejoint l'Etat islamique, dont près de 8 000 femmes et enfants sans soutien de famille. Les minorités craignent d'être logées à proximité des zones minoritaires, d'autant plus que le gouvernement leur avait préparé un camp à Zammar, qui a rencontré une large objection de la part de la population en raison de sa proximité avec les zones et les complexes yézidis à Sinjar et les Turkmènes à Tal Afar. Cela a conduit à réfléchir à la recherche d'un autre emplacement, et il est prévu qu'un autre site sera choisi pour leur logement au sud de Mossoul, à proximité de la ville d'Al-Kayara.

Dans ce contexte, il est nécessaire de se référer à ce que Celsia Jimenez Damari, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, a mis en lumière après sa visite en Irak en février 2020, dans laquelle elle a exprimé lors de ses entretiens sa préoccupation sur les minorités ethniques et religieuses, ou les soi-disant composantes de la société irakienne qui ont été déplacées en raison de la persécution dans les sites contrôlés par l'Etat islamique, notant que ces familles sont exposées à des menaces, au harcèlement et à la violence dans les zones de déplacement et leurs zones d'origine, et ils sont privés des services de base, y compris la santé et l'éducation.

Statistiques sur les déplacements et les PDI 2020 8

1 008 524 familles déplacées
3 836 298 PDI officiellement enregistrées
424845 familles déplacées de retour
1 343 550 déplacés internes officiellement enregistrés, Ninive, Anbar et Salah al-Din sont les premiers gouvernorats avec le nombre de personnes déplacées.
116 camps de déplacés
58 camps fermés
11 758 familles déplacées dirigées par des femmes
1,6 million d'enfants déplacés
1,9 million de femmes déplacées
6 511 livraisons dans les camps.
727 morts dans les camps.

2-2-1 Recommandations et propositions:

Travailler à développer le système juridique de l'Iraq en ce qui concerne les déplacés, les déplacés et les réfugiés, avec la nécessité d'élaborer des politiques de coordination entre le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux et locaux afin de fournir l'infrastructure nécessaire pour accueillir et protéger les personnes déplacées et leur fournir des services de base en termes de logement, de nourriture et d'autres services de santé médicale, éducative, physique et psychologique.

Demander au gouvernement fédéral de créer une autorité d'urgence dont la tâche est de fournir une alerte précoce pour se préparer aux crises et aux situations d'urgence.

Mettre en place des politiques concernant les personnes déplacées et déplacées conformément aux obligations internationales de l'Iraq telles que garanties par les déclarations et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

S'agissant de l'intégration des personnes déplacées et déplacées dans la région du Kurdistan iraquien, les cours de kurde pour les Arabes déplacés ou les Chaldéens syriaques assyriens déplacés de l'extérieur de la région, est une question nécessaire qui reflète une image d'accueil positif pour eux.

Quant au retour volontaire, les programmes de retour doivent s'accompagner de projets intensifs pour soutenir les composantes de survie dans les zones d'origine en reconstruisant les infrastructures détruites des écoles, des hôpitaux et des équipements publics, renforcés par des programmes de santé et de réadaptation psychologique pour les déplacés de retour, et de fournir des conditions de sécurité et de sûreté et de renforcer la confiance, en établissant des programmes efficaces pour la réconciliation et la réalisation de la justice transitionnelle, représentée par une compensation pour les personnes déplacées et les fondations de programmes éducatifs offrant des opportunités spéciales aux enfants et aux étudiants qui ont perdu leurs études en raison de déplacement.

3- Le mouvement de masse ... et les revendications des manifestants

Un adepte des événements qui ont eu lieu dans le pays après l'année 2003 voit qu'après chaque fois que le peuple tente de se lever et de se révolter contre l'autorité, soit elle est réprimée par une force excessive, soit absorbe et vide son contenu, soit l'exploite. et installe un parti ou un courant

qui le déforme et récolte ses fruits, comme cela s'est produit lors des manifestations de 2011, 2013 et 2015.

Le pays est dans une impasse politique, d'octobre de l'année dernière 2019 à cette année. La situation en Iraq s'est aggravée dans un état de stérilité politique et d'interactions diverses, qui se sont reflétées dans la situation générale du pays, car le chaos est endémique et la corruption est devenue l'identité par défaut équivalente chaque fois que le nom de l'Iraq est mentionné, et le processus politique est en ébullition; Comme le favoritisme et les quotas sont toujours la base pour accorder des gains et des avantages d'une part, et dissimuler l'erreur et la responsabilité d'autre part, afin que le voleur ne craigne pas la loi et que le politique s'en moque et ne respecte pas le peuple, la sécurité fait défaut et la peur est présente, le chômage est généralisé et la corruption est monnaie courante.

La réaction du gouvernement n'a pas été à la hauteur de l'escalade dramatique des événements et la taille des pertes des martyrs a dépassé 570 martyrs et des milliers de blessés, comme notre rapport annuel pour l'année 2019 a été enregistré (514) personnes sont mortes dans les manifestations, la plupart des des civils, y compris des officiers et des rangs des services de sécurité irakiens. Les blessés ont atteint (11982) personnes. En plus d'un grand nombre de détenus dans diverses places de manifestation. En outre, (68) bâtiments gouvernementaux ont été attaqués et incendiés, et environ (168) magasins et un entrepôt commercial ont été incendiés et détruits, en plus des (103) sièges et bureaux des partis politiques au pouvoir attaqués et incendiés, et (8), les chaînes de télévision ont également fait face à diverses attaques et agressions.

Face à tout cela, la réponse du gouvernement et des autres institutions étatiques pour faire face à la situation et comme d'habitude a été caractérisée par le plus grand cynisme, un manque de responsabilité et une indifférence aux demandes des manifestants protestataires, tout en s'accrochant à la préservation des sites, des positions et les privilèges, et parier pour continuer à tromper le peuple et gagner du temps, des politiques qui sont devenues exposées à la plupart des Irakiens, en particulier les jeunes qui ont commencé à prendre conscience. les pratiques et les moyens qui ont servi à absorber leur colère par la démission du gouvernement, alors que le problème ne permet pas seulement la démission du gouvernement seul, et le gouvernement à leur avis n'est qu'une partie intégrante du système de corruption qui frappe les trois autorités, et sa démission n'est rien d'autre qu'un jeu de honte Tromperie, procrastination et procrastination pour conserver le pouvoir le plus longtemps possible, et les manifestants ont considéré l'appel du plus grand bloc à former un autre gouvernement, qui n'est rien d'autre que un nouveau jeu pour la poursuite du processus de rotation des mêmes visages sinistres au pouvoir.

Par conséquent, l'Organisation des droits de l'homme de Hammurabi tient à préciser, à travers ses réunions continues avec des militants et un certain nombre de manifestants, et son suivi sur le terrain des manifestations et des manifestations sur le terrain, que gérer les grandes manifestations et manifestations au cours de l'année 2020 est quelque peu différent. après que M. Al-Kazemi a pris la tête du Premier ministre le Ramadan dernier. Cependant, l'organisation exprime sa profonde préoccupation face à la nature de la violence aveugle qui continue de recourir aux services de sécurité contre les manifestants et au maintien de l'impunité des auteurs et de leurs agresseurs. Les services de sécurité ont agi de manière non professionnelle sans prendre de mesures de précaution pour éviter la violence avec les manifestants, en particulier à Nasiriyah, Bagdad et dans d'autres gouvernorats, en utilisant des balles réelles et des gaz lacrymogènes d'une manière qui ne dénote pas l'existence d'une formation professionnelle troubles civils et manifestations.

Les réunions de l'organisation avec les manifestants montrent la nature de la violence du gouvernement dans la suppression de la liberté d'expression, de la presse et des médias, et l'organisation a poursuivi des pratiques de restriction du droit à la liberté d'expression en bloquant le paquet Internet pendant de longues périodes, ainsi que faire des descentes dans les bureaux des chaînes d'information et harceler et poursuivre des militants et en kidnapper et tuer un certain nombre d'entre eux, ce qui a été confirmé par notre organisation. leurs téléphones et e-mails provenant de destinations inconnues.

L'organisation Hammurabi demande une loi pour protéger les militants civils.

1- Caractéristiques du mouvement et ses conséquences:

Sans aucun doute, placer le pays avant des droits inévitables, comme l'Irak après le 1er octobre n'était pas la même chose avant cela.

Le gouvernement actuel de M. Al-Kazemi n'est rien d'autre que les affres et un produit du mouvement populaire Tishreen, en tant que gouvernement de transition avec des devoirs spécifiques dans le cadre des revendications populaires du mouvement qui a exprimé la volonté du peuple irakien, et nous arrivons aux caractéristiques les plus importantes de ce soulèvement, qui sont mises en évidence à travers plusieurs indicateurs: -

Car c'est pour la première fois depuis 1958 que de telles manifestations ont eu lieu sans être convoquées par un parti partisan, gouvernemental ou religieux, c'est-à-dire des manifestations spontanées motivées par des revendications très légitimes et pacifiques.

Démonstrations de la place Tahrir: Ghaith Saleh



2- La plupart des manifestants sont le groupe de jeunes qui ont pris conscience et ont été élevés dans la nouvelle démocratie après 2003, qui évolue selon un consensus sectaire et régional, et qui n'a pas vécu ni vécu les années de siège, de sécheresse et de tyrannie politique avant cette date.

3 - L'échec d'une direction centrale unique à cristalliser ces protestations, qui est une évolution qui, si elle a lieu, lui donne de l'élan, de la dynamique et de la continuité en ne pouvant pas cibler ses dirigeants ou organisateurs comme s'il s'agissait d'une organisation linéaire.

Malgré les tentatives des forces contrôlant les articulations du processus politique pour contenir la montée du mouvement de la jeunesse dans les gouvernorats de l'Irak, en particulier les

provinces du sud, les manifestants contre la réalité existante ont pu réaliser plusieurs réalisations, qui peuvent être résumées comme suit: -

Dépassant la différence sectaire, religieuse et nationale, qui était considérée comme l'accord qui donne le ton de la cacophonie dans la symphonie irakienne, surtout après l'état d'intégration, de cohésion et de sympathie populaire à l'intérieur des places sit-in, personne ne se soucie de l'identité, la nationalité, la lignée ou le sexe de quiconque.

2- La jeunesse insurrectionnelle a fait preuve d'une maturité et d'une conscience patriotique sans précédent.

3- Les soulèvements ont pu faire passer le message que le peuple irakien est toujours dans sa force, son indifférence et sa capacité à changer, et qu'il est un peuple vivant, plein de vie et d'espoir.

4- Les soulèvements tenaient à la paix, à l'indépendance et à l'impartialité du soulèvement et à son patriotisme, et cela était évident dans les slogans et les chants qu'ils portaient.

2-3 Manque de leadership:

Il y a deux courants qui ont dominé la direction du mouvement depuis sa création, le premier est réaliste qui tend à l'idée de la nécessité de l'émergence d'un leadership clair pour les révolutionnaires qui peut les représenter et résumer leurs revendications, et le second est idéaliste qui tend vers le concept de leadership collectif et approche le populisme, et chaque tendance a ses justifications, le second a peur de cibler le leadership tôt et il est donc possible que le soulèvement soit avorté ou exploité par certains des bénéficiaires et déformé. Quant aux justifications du premier mouvement, elles reposent sur le concept qu'il doit y avoir une direction claire qui peut entreprendre des négociations avec le gouvernement et faire entendre la voix du mouvement par une élite représentant le mouvement. Il n'est ni logique ni raisonnable que le gouvernement négocie avec plusieurs milliers de manifestants, et d'autre part, il est naturel que la vague de soulèvements soit montée par des bénéficiaires ou des opportunistes, quel que soit le degré de préoccupation pour empêcher cela, voire des gens patriotiques qui peuvent se transformer en autre chose après leur montée à la direction du mouvement, l'important Ici l'existence de larges masses qui peuvent plus tard diagnostiquer le bien et le mal dans leur direction, et donc un mouvement ou un parti politique ou même plusieurs partis peuvent émerger du mouvement qui peut prendre l'initiative et rivaliser avec les forces politiques en vigueur dans la phase suivante, qui a été déterminée par M. Al-Kazemi le 6/6/2021. C'est une période appropriée pour créer un l'équivalent politique qui œuvre pour mettre en œuvre le principe du déplacement et du remplacement si le gouvernement et le parlement respectent leurs engagements devant le peuple.

Demandes et conditions des manifestants

Les revendications du mouvement ont été résumées par un ensemble de conditions fixées par plusieurs coordinateurs qui ont pris sur eux d'organiser le mouvement, et cela peut être considéré comme le noyau d'une direction unifiée pour ce mouvement, et elles peuvent être résumées selon leur importance comme suit: -

1- Dissoudre le gouvernement et le parlement et organiser des élections anticipées.

2- Divulgarion de l'identité et poursuite des assassins des manifestants.

3- Mettre en place un tribunal spécial pour tenir les corrompus responsables.

4- Légiférer une nouvelle loi électorale qui soit en harmonie avec la réalité sociale et politique du pays et qui permette aux personnalités nationales indépendantes de remporter les élections, et d'empêcher la rotation des anciens visages et de les renvoyer au processus politique. Par conséquent, Hammurabi L'Organisation des droits de l'homme propose plusieurs points qui peuvent être des ingrédients importants pour la tenue d'élections équitables afin de protéger le processus électoral De la fraude et de la protection du vote de l'électorat et des efforts des candidats irakiens, le parlement peut les étudier en vue de leur inclusion dans la loi électorale ou dans le cadre des règles et règlements de la Commission électorale, qui sont les suivants: -

Gel du vote privé et étranger (un tour).

- Adopter une carte d'électeur biométrique, à long terme ou unifiée.
- Ne pas nommer de député ayant passé deux mandats au Parlement.
- La double nationalité s'engage à y renoncer en cas de victoire.
- Le candidat est un résident de 10 ans du gouvernorat.

À l'exclusion de tout candidat ayant des dossiers de corruption dans le système judiciaire.

- L'adoption de la division des districts sur la base de chaque gouvernorat en une seule circonscription électorale est une question qui rend justice électorale à l'heure actuelle et qui est applicable et permet des élections anticipées pour nous.
- Adopter une liste ouverte et une nomination individuelle comme méthode de nomination aux élections anticipées, car elle répond en grande partie aux défis auxquels était confronté le système électoral précédent, représenté par la répartition des sièges sur la base de listes puis sur la base des candidats.
- Les candidats membres des forces armées, des services de sécurité et des grades spéciaux sont tenus de présenter leur démission six mois avant la date d'ouverture des candidatures.
- Établir des conditions pénales pour empêcher l'utilisation de l'argent politique, les abus de pouvoir, les menaces et le non-respect des lois et des instructions.
- Assurer la large participation des Nations Unies et des organisations internationales et régionales concernées par la supervision et le suivi, avec la participation des représentants des terrains de manifestation et en coordination avec les fédérations, les syndicats et les organisations de la société civile dans le suivi du processus électoral.
- En cas d'appel dans un bureau de vote ou bureau de vote, la Commission est tenue de recomptage et de dépouillement manuel et en présence d'agents des entités politiques, d'autres candidats et de représentants d'organisations de la société civile. Les résultats sont basés sur la base de comptage et de comptage manuel.

-1 • Un comité paritaire de juges retraités, de l'Union des juristes, de l'Ordre des avocats et d'experts des lieux de manifestation est formé pour superviser l'examen des recours introduits par les parties participant aux élections auprès de l'instance judiciaire compétente.

- La Commission est tenue d'annoncer les résultats dans les 24 heures suivant la fin du scrutin, sur des écrans externes dans chaque gouvernorat, les résultats sont transmis via des écrans de télévision directement via l'écran désigné par la Commission.
- Interdire le transfert des boîtes depuis les centres électoraux et fournir les résultats à tous les observateurs, agents des entités et organisations de la société civile avec une copie des résultats dans chacun des bureaux électoraux ainsi que les accrocher au mur du centre et le protéger des dommages pendant une période de 3 jours.

Éliminer les votes des partis et des candidats exclusivement de ceux qui utilisent l'argent politique, les menaces armées et l'exploitation de l'emploi dans le but d'influencer les résultats des élections et de contrôler la volonté de l'électeur irakien et de violer les lois et les instructions du processus électoral sans recourir à l'annulation le bureau ou le centre électoral.

- Le vote pour les personnes déplacées à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Irak se fait par la possession d'une carte biométrique avec une empreinte digitale et une photo, ou par l'adoption d'une carte nationale unifiée.
- Correction du défaut de calcul du quota de femmes qui contredit l'esprit réformateur du projet de loi
- Dans le cas où la Commission insiste sur l'utilisation de dispositifs électroniques d'accélération des résultats dans le processus de comptage et de tri au lieu du comptage manuel, il est important de prendre en compte les éléments suivants: -
 - A- Contrats avec des sociétés internationales discrètes spécialisées dans la protection des appareils de comptage et de tri électroniques contre la falsification et le piratage et le suivi de leurs performances (i.e. protéger les supports de transport, les RAM et les serveurs contre le piratage et la falsification).
 - B - Existence d'un certificat vérifié de sociétés internationales prouvant la validité des appareils électroniques de comptage et de tri sous la supervision des Nations Unies et du contrôle financier.
 - T- Réalisation d'une expérience d'appariement entre comptage et tri électroniques et manuels.

3-3 Recommandations:

Pour que l'expérience du changement en Irak réussisse, nous souhaitons mettre en avant plusieurs idées que nous jugeons appropriées pour formuler le nouveau contrat social: -

- 1- Créer une vision claire et profonde qui incarne des idées et des aspirations basées sur la responsabilité et la transparence.
- 2- Le mouvement d'un individu ou d'un groupe émanant de la foi au sens de la citoyenneté et répété par d'autres peut affecter le système très rapidement et avoir un impact matériel important; Le vrai pouvoir réside dans les conseils populaires, les syndicats, les fédérations et les plateformes publiques, et le rassemblement de voix patriotiques sincères appelant au droit à une citoyenneté égale et à des actions sincères, et ces formes d'organisation pourront gagner en légitimité.
- 3- L'organisation et l'interdépendance fonctionnelle spécifiées pour servir des objectifs nationaux spécifiques, en fondant sa mise en œuvre et sa pratique sur la participation et une large discussion dans la prise de décision, et que le processus de prise de décision est meilleur lorsqu'il inclut les personnes les plus intéressées et affectées, y compris les femmes, et lorsque les décisions sont dans l'intérêt de grandes foules, les résultats sont remarquables et passionnants.
- 4- Restaurer la souveraineté et le prestige de l'Etat à travers la prise de responsabilité et la gestion des affaires de l'Etat avec une volonté irakienne, loin de l'ingérence et de la tutelle. Cela ne vient pas facilement, mais dépend plutôt du niveau de réponse du gouvernement de M. Al-Kazemi à ces demandes et conditions.

4- les disparus et Les absents forcés

L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme a suivi le dossier des disparus et des disparus de force, documentant leurs informations et les présentant dans ses rapports périodiques continus. Sachant que les gouvernements irakiens qui ont succédé au pouvoir en Iraq après 2003 n'ont pas accordé une grande importance à ce dossier malgré la persistance des voix exigeant une solution à ce problème. Au contraire, ces gouvernements ont gardé le silence à ce

sujet et l'ont négligé face à la violence persistante qui a caractérisé cette période. Le gouvernement de M. Mustafa Al-Kazemi a commencé à parler de la question des disparus et des disparus et de la souffrance de leurs familles, et c'est une étape positive, et nous espérons qu'elle sera traduite de manière pratique au niveau de la réalité.

L'absence d'opposants et la dissimulation des manifestants contre les politiques et les performances du gouvernement sont incompatibles avec les principes de démocratie et les orientations déclarées dans la poursuite d'un État avec un système démocratique pluraliste basé sur les concepts de justice et de respect des droits de l'homme. Le régime actuel, qui est venu sur les ruines du régime dictatorial précédent, tirait sa légitimité et sa légitimité de l'injustice dont le peuple irakien souffrait de la politique du parti unique au pouvoir avant le 04/09/2003, l'exclusivité du pouvoir, ne permettant pas les élections multipartites, la pratique des élections pour choisir la classe politique qui représente le peuple, ainsi que le manque de séparation des pouvoirs. Liberté d'expression et axe le plus important du dossier des droits de l'homme dans tous ses détails (arrestations et les exécutions pour des raisons politiques, équivalant parfois à des disparitions forcées, à la suppression des libertés individuelles, etc.).

Le phénomène des enlèvements et des disparitions forcées est apparu sous les autorités irakiennes au pouvoir successives et s'est exacerbé après le 9/4/2003, lorsque des terroristes et d'autres groupes armés ont été enlevés et absents de citoyens irakiens sans défense pour des raisons sectaires, et bon nombre de ceux qui étaient au pouvoir ont été impliqués dans la couverture le comportement des milices terroristes qui lui sont affiliées d'une part. D'autres, en effet, certains de ceux qui sont affiliés à l'État ont participé à l'enlèvement et à la disparition de personnes et à les jeter dans des prisons secrètes sous divers prétextes, et de nombreux exemples de cela (autoroutes , zones mixtes, abris Al-Jadriya et Al-Sadah, à Sadr City et autres par les milices, Al-Qaïda et ses sœurs et les agences gouvernementales)

Le phénomène de l'absentéisme forcé, des enlèvements et des personnes disparues a augmenté après le 9 juin 2014 et l'organisation terroriste ISIS a envahi un certain nombre de gouvernorats (Ninive, Anbar, Salah al-Din et certaines parties de Diyala, Kirkouk et Sinjar), où il a kidnappé de nombreux des citoyens opposés à leur sombre comportement terroriste et étaient absents et exécutés, ainsi que l'enlèvement des employés des services de sécurité gouvernementaux Leur liquidation, par exemple (le massacre de Spyker, dans lequel plus de 1700 membres ont été tués), et les minorités ont souffert une grande partie des enlèvements, de l'absentéisme et des meurtres (tels que les chrétiens, les yézidis, les shabak et autres), et l'affaire (la captivité des yézidis, des chrétiens et d'autres) n'est rien d'autre qu'un exemple de crimes de l'EI.

D'un autre côté, et en raison de la faiblesse du gouvernement central, de la propagation de la corruption administrative et professionnelle, de la guerre contre l'Etat islamique et de la formation de la foule populaire gouvernementale, des chefs de guerre aux agendas suspects ont émergé. Les gouvernorats (Ninive, Anbar, Salah al-Din, certaines parties de Diyala, Kirkouk, certaines zones de Bagdad et ses environs, le nord de Babylone, Jurf al-Sakhr, le contrôle de Razza, Saqlawiyah, al-Dur, Samarra et autres) et leur sort n'est pas encore connu .

Après le lancement du mouvement de masse en octobre 2019 pour les jeunes irakiens conscients de la corruption du gouvernement, le rôle du soi-disant «tiers» a été renforcé, dont l'identité que les autorités irakiennes n'ont toujours pas identifiée, comme l'enlèvement et l'absence des centaines de manifestants pacifiques à Bagdad et dans d'autres gouvernorats se poursuivent encore jusqu'à présent, mais à un rythme plus faible maintenant. Après la prise de pouvoir du gouvernement de Mustafa Al-Kazemi en avril / 2020.

L'Organisation Hammurabi a noté que de temps en temps, les déclarations du gouvernement semblent timides pour réduire le phénomène des enlèvements et de l'absentéisme forcé, mais sans actions, ce qui indique le manque de volonté du gouvernement pour résoudre ce dossier, par exemple l'assassinat de l'expert en sécurité Hisham Al-Hashemi, et malgré la formation de dizaines de comités de sécurité, mais aucun résultat n'a émergé. Il est clair pour les enquêtes, ainsi que le cas de l'enlèvement de l'activiste allemand (Hela Moise) près de la rue Abu Nawas, et c'était trouvé dans la zone d'Al-Baladiyat, et l'identité des auteurs et leurs relations n'a pas été révélée, ainsi que l'enlèvement des trois journalistes français avec leur traducteur irakien près de la rue Abu Nawas au début de cette année et ils ont été libérés plus tard sans aucun détail. Rappelez-vous de qui les a kidnappés, comment les libérer, et des dizaines de cas similaires, sans parler du ciblage de l'ambassade américaine avec des bombardements aveugles qui ne font que terrifier les Irakiens, en plus de l'approfondissement et du dilemme de l'isolement de l'Irak au niveau international.

Bien que l'Organisation des Nations Unies, représentée par sa mission spéciale en Iraq dirigée par Mme Jenin-Blashardt, présente des rapports périodiques et annuels faisant état de cas d'enlèvement, d'absentéisme forcé et de recours excessif à la violence contre des manifestants, ce dossier n'a toujours pas reçu une attention suffisante, malgré son danger pour les eaux irakiennes. Le tableau ci-dessous montre le nombre de personnes enlevées et disparues pour la période du 16/10/2019 au 18/06/2020, publié par la Commission irakienne des droits de l'homme.

Total général = 76

Libéré = 23

Restant = 53

La question de l'absentéisme forcé, des enlèvements et des personnes disparues en Irak est devenue une crise sociétale chronique et croissante qui nécessite des solutions décisives car les nombres sont très importants et la plupart sont des membres de familles sans abri ou inexistantes, et en retour, le gouvernement est impuissant et faible dans ce dossier. La mise en place de solutions urgentes nécessite les éléments suivants:

Une réelle volonté gouvernementale de résoudre ce dossier, en commençant par un soutien financier aux familles et en allouant des sommes mensuelles du ministère du Travail et des Affaires sociales jusqu'à ce que les dossiers de leurs proches absents, qui sont restés plusieurs années sans solution, soient résolus.

Que le gouvernement irakien prenne sur lui d'ouvrir un point de vente gouvernemental unique comprenant tous les départements compétents pour recevoir et achever leurs transactions afin de réduire la résolution routinière et rapide de leurs dossiers, d'autant plus que l'organisation Hammurabi a documenté des cas de personnes qui suivent les transactions de leurs familles disparues depuis plus de (6) ans ou plus et leurs transactions ne sont toujours pas terminées et là, des centaines, voire des milliers, sont confrontés au même problème.

Il ne fait aucun doute que le gouvernement a la responsabilité de prendre soin des intérêts du peuple et de préserver les capacités et la richesse du pays, et il est tenu d'envisager une échelle unique pour tous les membres de la société et de considérer avec justice tous les citoyens indépendamment de leur affiliation et tendances politiques, religieuses et ethniques.

Selon des informations publiées, que l'Organisation des droits de l'homme de Hammurabi a vues, le nombre total d'absents et de personnes disparues pour l'année 2020 est de 76, et 23 citoyens ont été libérés, tandis que les 53 autres sont portés disparus ou absents.

4-1 Recommandations:

- Hammurabi demande aux agences gouvernementales et à la Mission des Nations Unies en Iraq (MANUI) d'installer de nouveaux mécanismes qui prennent en considération le fait de placer ce dossier sur la table pour un suivi et un examen de temps à autre.
- L'Organisation des droits de l'homme de Hammurabi (MANUI) appelle à des visites sur le terrain dans les régions irakiennes qui ont été témoins d'enlèvements, de disparitions et de personnes disparues, afin de se familiariser avec les nouvelles informations de leurs familles, car cela permettrait de faire la lumière sur ce phénomène.
- L'Organisation des droits de l'homme de Hammurabi demande la publication d'un rapport annuel qui est le résultat du travail de la MANUI avec la commission des droits de l'homme du Parlement sur les derniers développements dans ce dossier.
- Les familles des personnes portées disparues, absentes et kidnappées souffrent de conditions économiques désastreuses, d'autant plus que la plupart des victimes sont des jeunes hommes qui représentaient la main-d'œuvre pour leurs familles. C'est pourquoi nous appelons à un soutien financier pour ces familles, semblable à ce qui s'est passé en termes de soutien aux déplacés et aux déplacés.

5- Violence sociale et violence armée

Le phénomène de la violence armée reste l'une des pressions sécuritaires les plus dangereuses auxquelles la réalité sécuritaire est exposée en Irak, puisque l'année en cours 2020 n'a pas connu de changements radicaux en faveur de la réduction des niveaux d'utilisation des armes pour résoudre les conflits personnels ou pour réduire les niveaux de violence sociale générale, ainsi que l'utilisation d'armes pour faire passer un agenda politique.

Hammurabi Human Rights Organization, sur la base d'informations provenant de militants des droits de l'homme, a surveillé que le commerce des armes sur le marché noir était toujours actif et que les informations des enquêteurs judiciaires sur les crimes de meurtre étaient utilisées, ainsi que les types d'armes qui ont été utilisés. dans les rivalités tribales. Gouvernorats, avec l'existence d'un commerce secret de ce type entre la région du Kurdistan et le reste de l'Iraq et dans les zones frontalières, et la situation est que l'existence d'un marché noir du commerce des armes encourage la propagation du crime organisé dont les auteurs dépendent des organisations de contrebande et de trafic de drogue et de la propagation du phénomène du tueur à gages.

L'Organisation Hammurabi pour les droits de l'homme a suivi les violations des droits de l'homme auxquelles la société civile irakienne est soumise en raison de la prolifération des armes dans la vie quotidienne irakienne, et il a été confirmé qu'il y a des violations flagrantes des lois et de la législation qui empêchent la propagation. d'armes en dehors de l'autorité des États. Hammurabi demande ici pourquoi l'application décisive de l'article 9 - paragraphe B n'a pas eu lieu, De la constitution, qui stipule l'interdiction du gouvernement (former des milices armées en dehors des forces armées), et à cet égard l'organisation note qu'il existe des groupes armés qui s'annoncent dans les médias et ont des porte-parole aux noms connus

Hammurabi Organization for Human Rights note que l'article 8-3 de la loi de 2015 sur les partis politiques exécutoires stipule (que la création et le travail du parti ne prennent pas la forme d'organisations militaires ou paramilitaires, et qu'il n'est pas permis de s'associer à une force militaire (comment l'article 24 Six de la loi sur les Parties lui-même interdit) Posséder des armes et des explosifs ou les posséder contrairement à la loi) et ici, l'organisation demande où est la détermination et la

détermination du gouvernement actuel de mettre en œuvre ces textes juridiques cinq ans après la publication de cette loi

Selon les informations reçues par l'Organisation Hammurabi des dDroits de l'Homme, il existe au moins dix magasins d'armes appartenant à certaines parties en dehors du cadre d'État et qui existent toujours dans les zones résidentielles de Bagdad. Et ,selon les mêmes informations< que la plupart des villes irakiennes connaissent une telle situation. phénomène menaçant contre la population civile, et les mesures sont toujours en cours de prise. Les autorités gouvernementales chargées de la sécurité les ont saisies et supprimées, mesures saisonnières et généralement faibles, et à cet égard Hammurabi évoque les graves pertes subies par l'Iraq à la suite de 15 explosions dans des dépôts d'armes, dont certaines sont gouvernementales et d'autres appartiennent à des milices qui ont explosé successivement de 2016 à 2020, dont la plus grave a été l'explosion. Qui s'est produite en septembre 2018, et de nombreux civils ont été tués et blessés après les éclats d'obus de l'explosion s'est abattue sur les quartiers résidentiels entourant ce magasin.

Les données sur le terrain montrent que l'utilisation d'armes dans des assassinats politiques et pour faire taire les voix des droits de l'homme sont toujours en vigueur à travers les crimes qui ont touché les militants des droits de l'homme à Bassora, Nasiriyah et Bagdad, y compris l'assassinat du chercheur spécialiste des droits de l'homme dans le diagnostic de phénomènes de violence et groupes terroristes Hisham Al-Hashemi le 6-7-2020 à Bagdad

Les données d'enquête gouvernementales sur la sécurité publiées concernant les meurtres visant des manifestants les 6 et 7 juillet 2020, ont déclaré que le personnel militaire affecté au maintien de l'ordre avait utilisé ses armes personnelles dans les opérations de meurtre qui ont touché cinq manifestants sur et autour de la place Tahrir, et les auteurs ont été arrêtés et référés. aux tribunaux, ce qui prouve que ces méthodes ont été utilisées à une certaine échelle contre des manifestants pacifiques.

L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme attire l'attention sur l'escalade du cycle de la violence à caractère sociale particulièrement au premier semestre 2020 et le danger que cette violence représente pour la paix civile, comme selon un communiqué statistique du ministère de l'Intérieur, il a enregistré plus de 5 000 et 292 cas d'attaques documentés, dont 3 000P et 637 cas d'agressions de maris contre des épouses, 402 cas d'agression entre frères et sœurs, 183 attaques de pères contre leurs enfants et 617 attaques d'enfants contre leurs pères.

L'assassinat du militant des droits humains, Reham Yaqoub, doctorant au Collège d'éducation de l'Université de Bassorah.

L'assassinat de l'activiste des droits humains Tahseen Al-Shahmani.

La fréquence élevée des messages menaçants ciblant les militants des droits humains.

L'assassinat du militant des droits humains Osama al-Khafaji

L'assassinat du journaliste Younes Star dans le quartier de Bab al-Sharqi, au centre de la capitale, Bagdad.

L'assassinat du correspondant de Tigris TV à Bassorah, Ahmad Abd al-Samad, le 10 décembre, tout comme le caméraman irakien Safaa Ghali.

Le nombre de militants des droits humains tués à Nasiriyah au cours de l'année 2020 a atteint (20) militants.

L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme a remarqué que le gouvernement publiait de temps à autre des déclarations indiquant que des indices avaient été obtenus concernant les assassinats de militants, mais nous n'avons pas encore entendu de résultats précis.

L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme, lorsqu'elle se réfère à ces statistiques publiées par le ministère de l'Intérieur, les voit comme la preuve de la poursuite du chaos social, de la violence sociale et de la désintégration familiale.

Le résultat de ce que Wikipédia a fourni sur les victimes de meurtres en tant que militants civils a été une liste publiée avec les noms des militants des droits de l'homme qui ont été assassinés par des groupes armés inconnus. Un groupe d'activistes et de partisans des manifestations, (12) militants ont été assassinés au cours de la année 2020.

5.1 Renouveau de la violence terroriste des gangs de l'Ei

Certaines zones des gouvernorats, Diyala, Kirkouk, Tikrit, Ninive et Anbar, subissent des attaques de petits groupes terroristes de l'Etat islamique dont le but est de semer la confusion dans la situation sécuritaire et d'infliger des pertes aux forces gouvernementales, ainsi que de créer la peur parmi les déplacés et les déplacés. qui ne sont toujours pas rentrés chez eux, ce qui n'implique pas qu'ils ne seront pas à l'abri d'attaques similaires dans le champ de tir. La perspective, et selon les données gouvernementales, est qu'il y a des opérations de délit de fuite menées par ces groupes

Le fait est que l'Etat islamique n'est pas dans ses calculs maintenant pour s'emparer des zones qu'il attaque, ce qui traduit une baisse de sa densité numérique.

Des militants des droits de l'homme ont fait savoir à l'Organisation Hammurabi des droits de l'Homme que l'un des objectifs de la banque sur lequel l'Etat islamique travaille est de chercher à informer l'opinion publique irakienne qu'il est toujours actif et n'a pas été vaincu et peut perturber la situation sécuritaire et bloquer la voie à tout retour à la stabilité et au calme, et à cet égard également les méthodes médiatiques trompeuses que Daech adopte, ce qui se reflète dans les conditions psychologiques des citoyens des minorités qui retournent chez eux à Mossoul et dans la plaine de Ninive en général et à Sinjar, car ils renouvellent leurs craintes quant à la possibilité d'attentats-suicides armés dans leurs régions, notamment avec la reconnaissance de l'existence de cellules dormantes issues des aveux des terroristes arrêtés

L'organisation Hammurabi a reçu des informations de militants à Mossoul, Diyala, Anbar et Tikrit sur des cas de menace et d'extorsion que l'Etat islamique a l'intention de cibler sur les hommes d'affaires, les entrepreneurs et les restaurateurs, y compris les restaurants routiers externes, ainsi que les chauffeurs de camion de fret, pour payer des redevances monétaires en échange de ne pas y être exposé.

L'un des résultats des attaques terroristes qui ont eu lieu au cours des six derniers mois de l'année en cours 2020 est que les terroristes choisissent les zones laxistes en matière de sécurité dans lesquelles la sécurité est clémente, et selon les informations de l'intérieur de Mossoul qui ont atteint l'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme déclarant que la ville n'a pas été vidée de la présence de cellules dormantes et les attentats-suicides ne sont pas à exclure. Cibler certaines installations vitales dans le but de paralyser la vie et d'augmenter les attentes de risques, la situation qui mettre ce dossier sur la table de négociation quotidienne. .

L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme a remarqué une exagération médiatique apparente et artificielle des attaques terroristes perpétrées par l'Etat islamique, car elle le publie dans ses déclarations ou dans son journal Al-Naba, comme il a été déclaré dans les fausses informations qu'elle a publiées: il a réalisé 143 opérations en janvier dernier, 88 opérations en un mois de février et 139 opérations en mars, alors que les données des services de sécurité gouvernementaux le disent complètement différentes. De manière générale, l'organisation Hammurabi note que les opérations militaires préventives menées par les forces irakiennes ont

conduit à une diminution significative des attaques lancées par l'Etat islamique au cours des trois derniers mois en avril, mai et juin, selon les données annoncées.

L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme indique qu'il existe des risques sécuritaires qui menacent les zones litigieuses entre le gouvernement fédéral et le gouvernement régional, car la situation y est toujours préoccupée en termes de sécurité directe, en particulier avec la présence de frictions militaires exploitées par l'Etat islamique, y compris la présence de deux autorités administratives dans la ville yézidie de Sinjar représentée par la présence de deux maires, l'un subordonné au gouvernement fédéral et l'autre à l'autorité régionale sans que l'affaire soit encore réglée, sachant que l'un des paris de l'Etat islamique est sur la poursuite du conflit entre les deux parties dans les zones litigieuses

- Il est important pour l'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme d'appeler à une alerte élevée pour le diagnostic que le chercheur décédé Hisham Al-Hashemi avait annoncé et suggéré que l'Etat islamique aspire à étendre une présence armée dans la zone reliant le sud de Kirkouk, au nord-est de Diyala, et l'est du gouvernorat de Salah al-Din (Tikrit) et les régions du sud de Samarra et du nord de Bagdad, situation qui pourrait accroître les pressions sécuritaires dans la région vitale du centre de l'Iraq.

2- Conclusions et recommandations:

L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme, conclut de ce qui précède qu'il y a une faiblesse évidente dans la gestion des phénomènes de violence générale qui prévaut dans la société iraquienne et des tendances saisonnières face à la prolifération des armes, leur présence et leurs stocks dans les zones résidentielles civiles, alors que la question exige des mesures préventives décisives et continues qui mettent fin à ce phénomène qui porte atteinte aux droits civils

Une autre conclusion à laquelle Hammurabi est parvenu est que les institutions médiatiques publiques traitent ces phénomènes avec plus de faiblesse, voire un manque de vision sérieuse pour y faire face, avec des preuves qu'il s'agit d'un problème toujours en circulation depuis 2015 et que le mécanisme nécessaire n'a pas été établi pour y répondre.

-Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme espère que l'image de terrain qu'elle a surveillée concernant la violence générale, la violence armée et la prolifération des armes au milieu de la ville irakienne sera une incitation décisive pour le gouvernement fédéral et le gouvernement régional à y mettre fin et il propose de revoir les lois en vigueur dans le cadre de la question suivante: ces lois couvrent-elles la limite Parmi ces phénomènes négatifs, ou la situation nécessite-t-elle d'autres lois adoptées ?

- L'organisation estime qu'il est nécessaire de mettre en place une politique de sécurité proactive face à l'organisation terroriste ISIS et non que les mesures restent dans le cadre de la réponse de sécurité traditionnelle, et il a été confirmé sur le terrain que la prévention Les attaques menées par les forces de sécurité dans la province d'Anbar en détruisant les enclaves et les hôtes de l'organisation terroriste ont considérablement réduit les risques de terrorisme là-bas.

- L'organisation Hammurabi a la certitude sur le terrain que la question de la violence sociale générale, l'utilisation des armes, la propagation de son commerce et la présence de débouchés pour elle dans les zones rurales et frontalières ont contribué dans une large mesure à la facilité d'obtention des armes et à leur possession de la situation qui à son tour a facilité le mouvement de violence parmi les Irakiens. Par conséquent, l'organisation espère que cette situation permettra

au gouvernement de travailler quotidiennement à sa table. Et c'est à travers toutes les autorités concernées

L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme note que les villes et villages qui ont souffert de l'occupation de l'État islamique manquent toujours de programmes et de mécanismes qui dépouilleraient ces villes de leurs tendances terroristes endormies, et que par conséquent des programmes doivent être adoptés afin de diffuser les valeurs civiques et démocratiques.

Des militants des droits de l'homme ont fait savoir à l'Organisation Hammurabi qu'il y avait un manque d'intérêt parmi les imams des mosquées des villes et villages occupés par l'État islamique à condamner ce qui s'est passé, et nous voyons donc la nécessité de se concentrer sur cela, d'autant plus qu'il existe des informations indiquant que certains partisans du terrorisme tentent depuis le temps de reconfigurer leurs nouvelles cellules ou de renforcer les cellules dormantes.

6- Conditions de santé en Irak

L'Irak a été témoin d'un déclin de la situation sanitaire «d'une manière remarquable, au cours des quatre dernières décennies». L'une des raisons de ce déclin est le manque de priorité qui lui est accordé par les gouvernements successifs en «Irak». Alors que «l'Irak» était le deuxième pays, après «l'Égypte», à entrer dans la phase de fabrication de médicaments. Aujourd'hui, deux grandes usines appartenant à l'État témoignent de l'ampleur du déclin de l'industrie.

Cela a été indiqué par l'ancien ministre de la Santé, «Alaeddin Alwan», dans une déclaration à (Reuters); Plus de 85% des médicaments figurant sur les listes de médicaments essentiels en «Irak» étaient soit en pénurie, soit indisponibles du tout en 2018. Alors que certaines entreprises internationales évitent de conclure des relations directes avec le gouvernement irakien en raison de la corruption et de l'instabilité. Et que ce que le gouvernement irakien importe de médicaments et de matériel médical passe par la Société générale de commercialisation des médicaments et des fournitures médicales, connue sous le nom de «Kimadia». Les pharmacies regorgent de médicaments de contrebande, dont certains peuvent avoir dépassé leur date d'expiration ou devenir dangereux à utiliser.

Le système de santé en "Irak" souffre également d'une pénurie de médicaments et du nombre de personnel médical. Au cours des 30 dernières années, le pays a été dévasté par les guerres, les sanctions internationales, les conflits sectaires et la montée de l'organisation «État islamique».

En raison de la souffrance de «l'Irak» du fait de la pénurie aiguë de personnel médical et infirmier, qui fait craindre le déclenchement de l'épidémie de «Corona» en grand nombre et la perte de contrôle de son traitement, et ce qui peut épuiser le personnel médical et l'épuisement, car le nombre de médecins et d'infirmières en "Irak" par rapport à la population est beaucoup plus faible. Dans d'autres pays, leur nombre est beaucoup plus faible que dans les pays plus pauvres tels que "Jordanie" et "Tunisie", en raison de leur ciblage en les opérations terroristes et la fuite de bon nombre d'entre elles hors d'Irak après l'invasion américaine. En 2018, «l'Irak» comptait 2,1 infirmières; Il est soumis à pour mille habitants, contre 3,2 en «Jordanie» et 3,7 au «Liban», selon les estimations de chaque pays. Le nombre de médecins n'était que de 0,83 pour mille habitants, bien moins que dans les pays comparables du Moyen-Orient. Par exemple, le nombre en «Jordanie» a atteint 2,3 médecins pour mille personnes.

En 2019. Par exemple, une année de calme relatif, le gouvernement n'a alloué que 2,5% du budget de l'État, soit 106,5 milliards de dinars, au ministère de la Santé. C'est un petit montant par rapport à ce qui est dépensé dans d'autres pays du Moyen-Orient. En revanche, les forces de

sécurité ont obtenu 18% et le «Ministère du pétrole» 13,5%. Les données de l'Organisation mondiale de la santé montrent que le gouvernement central en «Iraq» a dépensé, au cours des dix dernières années, un montant beaucoup moins élevé en soins de santé par habitant dans les pays beaucoup plus pauvres, car les dépenses par habitant étaient de 161 dollars en moyenne, contre 304. Mais même en période de stabilité relative, «l'Irak» a raté des occasions d'élargir, de développer et de reconstruire le système de santé.

Le cancer de l'enfant a augmenté en Irak au cours des deux dernières décennies en raison de la guerre et de la contamination radioactive depuis 1991, le site Web américain Counter Bang rapportant que l'augmentation de la guerre et de la pollution par les radiations a conduit à la maladie chaque année allant d'environ 3500 à 4000. Blessés après le bombardement de l'Irak par plus de 970 bombes et un missile américains ont rayonné avec de l'uranium appauvri. Ce qui a augmenté l'incidence du cancer à 600 pour cent.

Avec la poursuite des opérations de guerre et le manque de soins nécessaires, le tueur du cancer des enfants irakiens s'est propagé. Les soins de santé nécessaires n'étaient pas disponibles malgré le budget iraquien record. Des responsables officiels ont affirmé que le pays avait besoin de dépenser de l'argent pour vaincre Daech, alors qu'en réalité et comme il est devenu évident plus tard, les principales opérations de corruption se déroulaient au sein du ministère de la Santé lui-même, soit en gonflant les prix des médicaments importés, soit en L'Irak est maintenant appelé "hôpitaux satellites". Autrement dit, la réclamation et l'inscription dans le budget annuel qu'un hôpital public a été construit, et que les dépenses annuelles totales de son administration sont de milliers, mais de millions de dinars, alors qu'en fait ces hôpitaux n'ont pas été construits. Bien sûr il n'y avait pas un tel hôpital, et bien sûr il n'y a pas de telles dépenses pour les médecins, les médicaments et les machines médicales. C'est ce qu'a révélé publiquement l'ancien ministre de la Santé, le Dr Abdel-Saheb Alwan, avant de remettre sa démission et de retourner travailler pour l'Organisation mondiale de la santé à Genève, mépris de la corruption généralisée.

6-1 Indicateurs des conditions de santé dans le gouvernorat de Bassora:

Et le gouvernorat de Bassora, qui exporte du «pétrole», qui fournit 90% des revenus de l'État. Certains rapports indiquent que le gouvernorat connaît une augmentation extraordinaire des cas de cancer infantile et une diminution du nombre de lits qui leur sont alloués, chaque chambre étant remplie de six familles, toutes occupées. Par exemple, «Bassorah», qui est la plus grande ville du sud, est la capitale économique de «l'Irak». Cependant, son système de santé souffre d'un manque chronique de financement et est géré par une petite équipe de médecins et d'infirmières, selon ce que disent les médecins et les patients de la ville, selon une analyse des données. "Ministère de la Santé". La pénurie de lits et le nombre de travailleurs ne peuvent être attribués à la guerre contre l'«État islamique». Contrairement aux provinces qui ont été dévastées par l'empîement des extrémistes sur elles; «Bassorah» n'a été témoin d'aucun affrontement. Les patients et les médecins dénoncent la corruption et la mauvaise gestion aux niveaux fédéral et local.

Bassorah souffre d'une grave pénurie d'équipements médicaux vitaux, car il n'y a que trois tomodensitomètres et un appareil d'IRM pour chaque million de personnes, un pourcentage

négligeable par rapport à la moyenne générale des pays développés, qui est de 26 tomodensitomètres et 16 appareils. Résonance magnétique. La médiocrité des soins de santé est l'un des principaux griefs soulevés par les manifestants sur les places de protestation, et le manque de possibilités de traitement pour le cancer est un problème brûlant. Presque tous les jours, les émissions de nouvelles télévisées sont remplies d'histoires de parents distraits d'enfants atteints de cancer.

Début 2020, un nouveau danger est apparu de l'autre côté de la frontière avec «l'Iran»; C'est la mort de dizaines de personnes après avoir été infectées par le virus émergent "Corona", l'un d'entre eux était le vice-ministre de la Santé, ce qui a poussé le gouvernement irakien à fermer les frontières. Et «l'Irak», ces derniers jours, a annoncé l'émergence de la maladie sur son territoire. Et des manifestations populaires ont éclaté à "Bagdad" et dans de nombreuses régions du sud de "l'Irak", à la fin de l'année dernière, et se sont poursuivies jusqu'à l'émergence du virus "Corona", en "Irak", dans lequel des milliers de personnes ont exigé de réformer le système politique qui a causé gaspillage de l'argent public, chômage généralisé et augmentation de la pauvreté.

Il est malheureux et surprenant que dans un pays qui occupe le deuxième plus grand centre de réserves de pétrole prouvées au monde, des enfants meurent sur des lits d'hôpitaux en raison de services médiocres dus à un manque de personnel ou à une pénurie d'équipements de base tels que des bouteilles d'oxygène ou un manque de médicaments et de fournitures médicales. Pour que les mères et les familles des patients fassent le travail d'infirmières!

Alors que le monde entier a été témoin de la propagation d'une épidémie mortelle, le virus Corona. Cela oblige les gouvernements à prendre de nombreuses mesures, y compris des mesures de "sécurité" et de "santé" et, plus important encore, des mesures "économiques" en mettant en place des mesures de subsistance pour les pauvres et les classes marginalisées des pauvres, les salariés et les revenus qui vivent de la subsistance quotidienne pour obliger ne pas sortir et chercher du travail. Et l'état de l'Irak est l'un des pays où le virus a atteint et s'est propagé d'une manière qui constitue une menace pour nombre des couches les plus pauvres de la société irakienne, dont le taux de pauvreté dépasse 40%.

6-2 Indicateurs des conditions de santé dans le gouvernorat de Ninive:

Le gouvernorat de Ninive, avec son siège à Mossoul, est la deuxième plus grande ville d'Irak. La population du gouvernorat s'élève actuellement à trois millions et demi d'habitants, dont près de la moitié réside dans la ville de Mossoul, tandis que les autres sont réparties entre les villes et les districts. La caractéristique la plus distinctive du gouvernorat est sa diversité religieuse, ethnique, ethnique, culturelle et linguistique.

Et entre l'année 2016-2017, l'Irak a été témoin d'une bataille acharnée contre l'organisation terroriste ISIS pour libérer les provinces qui étaient sous son poids (Ninive, Salah al-Din, Ramadi et certaines parties du gouvernorat de Diyala et Kirkouk), et ici il est nécessaire pour se référer à l'ampleur de la destruction des infrastructures à la suite de ces batailles, en particulier la destruction des hôpitaux, des centres de santé spécialisés et des pharmacies. Le gouvernorat de Ninive a perdu la plupart de ses 20 hôpitaux et centres chirurgicaux spécialisés dans le pays et à l'étranger, et en conséquence il a perdu sa capacité clinique de (6000) lits à (1700) lits après sa libération de l'EI. La guerre contre l'Etat islamique a perdu le centre de traitement le plus

important, qui est le centre de cancérologie, qui était considéré comme le quatrième centre en Irak, en termes de capacité et d'équipement de pointe utilisé pour traiter les patients cancéreux à Ninive et dans d'autres gouvernorats irakiens, et la plupart des hôpitaux de la ville après la guerre n'ont pu effectuer aucune opération Chirurgie majeure, opérations de diagnostic ou de cathéter thérapeutique pour le cœur, en plus des patients cancéreux devant se rendre à Bagdad ou à Erbil pour se faire soigner. On n'espère pas que le gouvernement sera en mesure de rendre ces centres de traitement pour leur coût élevé face à la grave crise économique que traverse l'Irak.

Actuellement, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à travers les programmes de stabilisation, mène des opérations de reconstruction et de réhabilitation de plusieurs de ces hôpitaux, et les efforts des organisations internationales sont très lents et inférieurs au niveau requis.

Dans la plaine de Ninive (district d'Al-Hamdaniya), le programme a réhabilité et entretenu l'hôpital général de Hamdaniya, qui est le seul poumon par lequel les minorités (chrétiens, Shabak, Kakaiya et Turkmènes) peuvent recevoir des services de santé dans le gouvernorat de Ninive, en plus de la réhabilitation, maintenir et équiper la plupart des centres de santé principaux et secondaires détruits par l'organisation terroriste Daech.

Les efforts du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de ses pays donateurs (États-Unis d'Amérique, Allemagne, France, Grande-Bretagne et Royaume-Uni ... et autres) ont joué un rôle de premier plan dans le rétablissement de la stabilité des rapatriés des minorités. leurs zones dans la plaine de Ninive, où la plupart des infrastructures détruites, y compris les structures de santé, ont été restaurées et équipées des derniers appareils médicaux. Et il est devenu éligible pour recevoir les malades et les blessés des habitants de la plaine de Ninive et du reste de la dans les environs, mais la pandémie de Kurna est venue ajouter du stress et un autre fardeau sur les épaules des personnes et des citoyens de Ninive, en raison du déplacement forcé dont le gouvernorat de Ninive a été témoin en général et la plaine de Ninive en particulier à cause de la perte et le personnel infirmier Ceux qui ont émigré hors du pays, et aujourd'hui il y a encore des milliers de familles qui se sont installées dans la région du Kurdistan irakien qui ne sont pas retournées dans leurs régions, et parmi les enfants de ces familles des dizaines, voire des centaines de cadres de la santé, y compris les médecins et les infirmières, sont détenus dans ces gouvernorats et ne peuvent pas rejoindre leurs institutions et leurs collègues de médecins et cadres épuisés à cause du travail continu sans repos ni alternative.

6-3 Les principales raisons du faible niveau de santé en Irak et de l'épidémie du virus Corona

Bien que le gouvernement irakien ait adopté plusieurs mesures de précaution après sa réunion pour examiner les mesures qui ont été prises pour empêcher l'entrée de cette maladie en Irak, resserrer les mesures de contrôle sanitaire et de prévention, et coordonner avec l'Organisation mondiale de la santé et conformément à la réglementation sanitaire internationale en Dans ce domaine, un comité supérieur a été formé, dirigé par le ministre de la Santé et les membres des autorités concernées pour suivre les développements et leur prise de mesures préventives aux passages frontaliers et aéroports, notamment en ce qui concerne les voyageurs en provenance de Chine en prévision d'éventuelles blessures , après la décision de transférer des Irakiens de la ville chinoise de Wuhan à Bagdad afin de fournir une équipe médicale spécialisée pour accompagner la communauté à bord de l'avion privé irakien, et d'adopter des mesures préventives pour les accueillir à Bagdad avec préparation Les examens médicaux nécessaires à suivre sur leur état en Irak, cependant, de nombreuses raisons ont été et sont toujours à l'origine de la propagation de l'épidémie en Irak, à savoir:

1- Pauvreté, l'Irak est économiquement l'un des pays riches, car l'Irak possède les plus grandes réserves de pétrole du monde après l'Arabie saoudite, estimées à 10,7% des réserves mondiales, dans plus de 77 gisements connus. Les rentes pétrolières annuelles de l'Irak tournent autour de 70 milliards de dollars par an, mais malgré cette rente élevée, nous constatons que le taux de pauvreté dans le pays a augmenté depuis 2003. Quant à la situation humanitaire, elle indique une augmentation du chômage et de la pauvreté. .

Note: En référence aux statistiques officielles du ministère du Plan, le taux de pauvreté en Irak a atteint 41,2% dans les zones libérées (de l'EI et des terroristes d'Al-Qaïda), 30% dans les régions du sud, 23% dans le centre, et 12. 50 pour cent dans la région du Kurdistan. Les statistiques indiquent également que 48% de la population irakienne a moins de 18 ans, dont 23% parmi les pauvres, et les informations statistiques indiquent que ((5% le pourcentage d'enfants pauvres dans les gouvernorats de la région du Kurdistan et 50% le pourcentage d'enfants pauvres dans les gouvernorats du sud)).

Compte tenu des dommages infligés à l'Iraq par ces crises, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Iraq, Jenin Hennis Blasshardt, espérait que les taux de pauvreté en Iraq doubleraient pour atteindre 40% de la population, contre 20%, qui a été enregistrée ces dernières années.

2- Guerres, conflits armés internes et blocus international durant les années 1990, et perte de vision politique et économique après 2003.

3- Corruption financière et administrative généralisée.

4- Pénurie et négligence des hôpitaux et des équipements médicaux.

5-La négligence du gouvernement envers le secteur de la santé.

6- Manque de médicaments et dépendance au marché noir.

7- La pénurie de personnel médical et infirmier en raison de l'émigration de centaines d'entre eux et de la mort de plusieurs d'entre eux en raison de la pandémie Corona et de la non-nomination de nouveaux diplômés de médecins et de personnels de santé des collèges privés. .

8- Insécurité qui a provoqué de fréquentes attaques contre le personnel médical.

9 - Faibles mesures gouvernementales pour limiter la propagation du virus Corona, notamment le retard dans la fermeture des aéroports irakiens, les aéroports irakiens sont restés ouverts aux vols internationaux en provenance de plusieurs pays touchés par ce virus sans qu'il y ait eu de décision pour affaiblir la conscience de la gravité de la Virus Corona et chaos du non-respect des instructions de la cellule de crise par le peuple.

10 - L'insistance des manifestants à être présents sur les places de manifestation, avec la présence de pratiques rituelles religieuses et la tenue de conseils de deuil et de fêtes de famille malgré les avertissements à ce sujet.

11- La multiplicité des centres de décision et leur intersection en matière d'instructions pandémiques entre la capitale et les gouvernorats.

Et jusqu'au 31/12/2021, l'Irak n'était plus un pays à haut risque, malgré le nombre d'infections en son sein avec le Coronavirus atteignant (595291). Parmi ceux-ci, (537841) guérisons et (12813) décès. Cependant, avec le manque persistant de suivi de la part du gouvernement, la détérioration des conditions économiques et le non-respect du couvre-feu par les citoyens; Outre les événements religieux qui regorgent de visiteurs, tout cela est l'un des facteurs pouvant conduire à un véritable désastre dans le prochain, au vu de la détérioration de la situation sécuritaire, de la pénurie d'hôpitaux de santé, du nombre de médecins, personnel de santé, ventilateurs et autres équipements.

7- L'épidémie Corona et son impact économique et humanitaire dans le pays

Les répercussions et les répercussions de l'épidémie du virus Corona ne se sont pas limitées à l'Irak, mais ont plutôt inclus la plupart des pays du monde, mais avec des proportions différentes en termes de nombre d'infections ou en termes de nombre de décès, ou quoi était liée aux taux de récupération. Cela s'ajoute aux autres dommages qui ont eu un grand impact sur la scène que le monde a connu au cours des six

derniers mois de 2020. La récession économique est la principale répercussion de l'épidémie sur le monde et sur l'Irak en particulier, qui a été représentée par l'effondrement des prix du pétrole à la suite de la fermeture complète d'entreprises, d'usines et d'usines, et de la restriction des transports et des transports. , entre autres. L'impact des dégâts sur l'Iraq était évident en raison de sa principale dépendance à l'égard de l'économie rentière et de ce qu'il récolte des ventes de pétrole, qui représentent environ 95% du budget général de l'Irak, et cela a sans aucun doute jeté une ombre non seulement sur la situation économique. , mais incluait également des aspects de la vie politique, sociale, psychologique et culturelle.

Indépendamment du nombre de cas importants en Iraq, dont le taux atteignait entre 3500 et 4000 par jour en milieu d'année puis diminuait progressivement en fin d'année à une moyenne de 300 cas par jour, il s'agit d'un pourcentage dangereux, bien qu'il ne soit pas important par rapport à la population de l'Irak, qui est proche de 40 millions de personnes. D'un autre côté, c'est un faible pourcentage par rapport à d'autres pays comme la Chine, les États-Unis, l'Iran, le Brésil, l'Inde, etc. Sur la propagation d'une génération avancée du virus dans de nombreux pays, comme la Grande-Bretagne et l'Amérique, à la fin de cette année, il prédit une nouvelle catastrophe et des risques qui pourraient également atteindre l'Irak.



Projet de brumisation pour lieux de rassemblement publics, église, mosquée, halles, marchés



Le fait que la préservation de la santé soit l'un des droits humains fondamentaux que l'épidémie gâche au niveau mondial, l'Organisation Hammurabi des droits de l'homme, avec son partenaire Solidarité Chrétienne Internationale a lancé une campagne massive de fumigation dans le district de Hamdaniya, les zones du retour des déplacés, qui comprenait la saleté de l'infrastructure de tous les lieux de culte des centres religieux et de services du quartier Et ses aspects administratifs (Bartella et Nimrud) pendant les mois de novembre et décembre de l'année 2020 avec une large prise de conscience et campagne d'éducation accompagnant le projet, qui comprend la distribution de 2000 brochures de sensibilisation sur la prévention de la pandémie de . . coronavirus

Cette campagne de fumigation menée par Hammurabi dans les zones de la plaine de Ninive a contribué à la consommation de (150) cartons de 15,2 / litre de capacité de chlore marqué «The Giant» en réduisant le nombre d'infections par le virus Corona en limitant la propagation du virus et élever le niveau de sensibilisation préventive à celui-ci Le virus se trouve dans (87) sites entre une école, une église, une mosquée et un site administratif et de service, en raison de la diffusion de la campagne de dépliants préventifs. Cette initiative a également été précédée d'une autre campagne de sensibilisation audio, et depuis les premières semaines de propagation de l'épidémie, par la diffusion d'un enregistrement ordonnant aux gens de rester à l'intérieur Une image de l'odieux éducative qu'un groupe de jeunes volontaires a contribué à réaliser



L'organisation a noté que l'économie irakienne représente la première ligne de dommages, car il s'agit d'une économie fragile qui a été épuisée par des années de mauvaise gestion et des dépenses croissantes dans la guerre contre l'organisation terroriste ISIS, qui a encore la capacité à ce jour de lancer attaques efficaces et meurtrières contre le système de sécurité irakien et la population. Cette scène a jeté une ombre sur la situation humanitaire dans le pays, surtout après la chute des prix du pétrole à des fourchettes sans précédent, où le prix du baril est tombé aux limites de 11 dollars Ce qui a mis l'Irak dans une position peu enviable



ont

inclus des familles bloquées à Bagdad

secours nutritionnels à Hammurabi

Cette situation a incité le gouvernement irakien à prendre des décisions rapides qui ne sont pas basées sur des études approfondies et à penser à réduire les salaires des retraités, compromettre les avantages de ceux couverts par une compensation pour la justice transitionnelle et les programmes de double salaire, et prendre des et des mesures financières bancaires, y compris la réduction de la valeur du dinar irakien par rapport au dollar américain à sa valeur de 1,465 pour un dollar soudainement après Si elle était de 1200 à la fin novembre 2020, la question de la promotion et de la compromission des salaires des retraités a été abordée réponses fortes sur les réseaux sociaux. Le gouvernement est devenu obsédé par la recherche d'une issue pour payer les salaires de 4 millions d'employés, de retraités et de personnes ayant droit à la protection sociale, ce qui a conduit à une baisse du pouvoir d'achat de la population, et le taux de pauvreté a augmenté ces derniers mois à la fourchette de 10% et le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté ont augmenté, atteignant 30% de la population, selon la plupart des estimations La population a été confrontée à de nombreux défis, en particulier les citoyens qui tirent leur subsistance du salaire journalier après l'arrêt des travaux de construction et de la circulation quotidienne du travail en raison de la fermeture complète et de la restriction de mouvement en raison de la faible capacité du gouvernement à faire face à la situation et atteindre rapidement les nécessaires et rechercher des moyens de fournir une aide humanitaire aux personnes déplacées et marginalisées. Et à ceux qui dépendent du travail quotidien pour gagner leur vie, d'autant plus que le programme gouvernemental lancé par le gouvernement démissionnaire de M. Adel Abdul Mahdi via un portail électronique en avril 2020 pour accorder aux familles sans soutien de famille une subvention de 30 mille dinars par personne n'incluait pas de larges pans de la

population, et il a enregistré 2.758.694 familles, avec un certain nombre d'individus 13017339, à bénéficier du programme

L'épidémie de Corona a mis le gouvernement irakien actuel non seulement face à des défis économiques, mais fait plutôt face à des défis difficiles, entre l'établissement d'une interdiction de santé pour les citoyens dans le but de préserver la vie des gens et leur permettant de se déplacer selon une interdiction partielle dans le but de faire bouger la roue de l'économie, car les deux options elles-mêmes affectent le citoyen qui a été épuisé par la dure situation économique, c'est donc une véritable crise que le gouvernement aurait pu contourner si des fonds suffisants étaient disponibles, y compris pour les pauvres et les groupes marginalisés, en échange d'un .confinement total dans les foyers

Le virus Corona a eu un impact direct sur les décideurs en Irak, car il les a confrontés à des défis sans précédent, représentés dans la gestion d'un pays en présence d'une épidémie mortelle qui a perturbé la plupart des articulations de l'État et paralysé son économie, depuis l'électronique la gouvernance n'est pas encore correctement disponible pour travailler à distance, comme c'est également le cas dans d'autres pays. Sur l'existence d'une réalité sanitaire qui a été soumise à de fortes pressions avec la présence d'infrastructures délabrées qui ont besoin de fonds importants pour gérer la crise, en outre la difficulté de faire face aux répercussions futures d'une épidémie inconnue qui ne peut être prédite à sa fin, surtout à la lumière de la propagation d'une nouvelle génération de celle-ci en Grande-Bretagne, en Amérique et dans d'autres pays malgré le début du processus de vaccination. L'épidémie dans ces pays, qui risque de brouiller les plans gouvernementaux dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et du tourisme, le meilleur exemple en est de prévoir la question de la fréquentation scolaire et universitaire pour la .prochaine année scolaire

:Corruption généralisée et gouvernement faible

Le principal problème n'est pas seulement l'économie rentière irakienne, la baisse des prix du pétrole et le déclin de l'intérêt pour l'agriculture, l'industrie, le tourisme et les projets de développement, mais plutôt les faiblesses structurelles inhérentes à la gouvernance, la propagation de la corruption et l'incapacité de l'État. d'imposer la loi et la souveraineté. La corruption ronge toutes les articulations de l'État et de la société, de sorte que la crise de Corona a été exploitée laide par les mafias du commerce de la drogue et des fournitures médicales, et en raison de la demande accrue de masques et de gants de santé, les marchands en ont profité et ont doublé leur prix plusieurs fois supérieur au prix raisonnable, et se sont battus pour des bouteilles d'oxygène qui étaient rares dans les hôpitaux et les centres de santé, ce qui a poussé les citoyens à le chercher à des prix fantastiques pour sauver leurs proches, alors que le prix d'une bouteille d'oxygène atteignait (300 dollars) à une époque où son prix normal était (ne dépassant pas quelques dollars), et les types de médicaments ont été falsifiés lorsque les autorités de sécurité ont arrêté des personnes travaillant dans des entreprises qui ont commis des fraudes aux citoyens .en leur vendant de la vitamine de zinc frelatée

En plus d'augmenter les prix des médicaments nécessaires pour prévenir le virus, qui ont atteint des chiffres fictifs qui atteignent deux ou deux fois, les centres d'examen et de diagnostic ont profité du besoin des citoyens de s'assurer de leur état de santé, donc des prix des tests de laboratoire, les rayons X et autres ont été soulevés à la lumière d'un taux élevé de chômage, de pauvreté et de retards dans le paiement des salaires qui pèsent davantage sur les épaules des .citoyens irakiens

Mauvaise planification et programmes de développement faibles

La mauvaise gestion et la planification de la construction d'une économie stable ont eu un grand impact sur l'arrêt des programmes de développement, en particulier sur le côté agricole et industriel, car l'organisation Hammurabi a déploré la transformation de l'Irak d'un pays agro-industriel en un pays qui ne dépend du pétrole qu'au les dépenses de son agriculture et de son industrie qui ont été affectées par la négligence, la dévastation, la sécheresse et l'étalement urbain. Le nivellement des terres, la corruption, le manque d'incitations accordées aux agriculteurs et aux produits agricoles, et la négligence de la production et de l'exportation de dattes placent le pays dans un problème économique difficile.

La dépendance au pétrole a fondamentalement perdu l'Irak son identité agricole, touristique et artisanale qui a produit des expériences humaines, urbaines et professionnelles remontant aux civilisations humaines les plus anciennes, que cette dépendance unilatérale au marché pétrolier rend l'économie irakienne fragile en raison de la fragilité du prix du pétrole marché et l'humeur des pays qui le conduisent avec des tendances monopolistiques et parfois de chantage. Par conséquent, il nécessite la diversification des sources de revenu national irakien afin de ne pas être dépendant du prix du baril de pétrole.

Ce qui suscite le pessimisme, c'est ce que le conseiller financier et le Premier ministre irakien (Mazhar Muhammad Salih) ont déclaré au cours de cette année à l'agence de presse allemande, disant: "Les exportations de pétrole de l'Irak représentent 98% des flux de devises vers l'Irak et 93% du budget de l'Etat. revenus ", ce qui indique la dépendance de l'économie irakienne. Au total, un seul produit est le pétrole. Par conséquent, la propagation rapide du virus Corona et son lien avec la baisse des prix du pétrole ont eu un impact négatif sur l'économie irakienne et l'ont aggravée.

Avec tout cela, les organisations de la société civile nationales et internationales et les personnes de certaines personnes aisées ont joué un rôle central pour combler le vide et la faiblesse de l'État en aidant les personnes directement touchées par la crise, en particulier celles qui sont sous seuil de pauvreté ou qui sont susceptibles d'être en dessous de ce seuil. Ces organisations ont mené des campagnes d'aide en distribuant des paniers alimentaires, du matériel de stérilisation et de nettoyage, ainsi que des campagnes de sensibilisation et d'éducation sur les dangers du virus, mettant l'accent sur l'hygiène, la stérilisation et la brumisation des lieux sensibles qui sont des foyers de propagation de la maladie, ainsi que de soutenir les centres de santé et les hôpitaux avec les fournitures nécessaires pour atténuer la crise, en particulier avec des bouteilles d'oxygène, des masques et autres. Il est impératif de se référer aux initiatives prises par



Un bébé a été retrouvé par les unités de

police du district d'Al-Zafaraniy

L'Organisation Hammourabi des Droits de l'Homme face à cette crise, car elle n'est pas restée les bras croisés. Depuis sa création, elle a lancé une campagne de sensibilisation et d'éducation sur l'importance de la distanciation sociale et du maintien à la maison. grâce à plusieurs méthodes électroniques et autres de sensibilisation. Il a également exécuté deux programmes importants, dont l'un était axé sur la distribution de paniers de nourriture et de matériel de stérilisation et de nettoyage pour les personnes coupées et marginalisées ou qui ont perdu leurs activités quotidiennes en raison de la pandémie de Bagdad, Ninive, Dohuk et Arbil, ainsi qu'un programme de fumigation et de stérilisation des lieux de culte dans les zones de la plaine de Ninive dédiées aux églises, mosquées, Hussainiyat et autres lieux pour chrétiens, musulmans, yézidis, shabaks, kaka'is et autres

Hammurabi a stérilisé la plupart des lieux de rassemblement, tels que l'église, la mosquée, l'école, les places, les salles, etc



Le Département des organisations non gouvernementales du Secrétariat général du Conseil des ministres a publié de nombreux rapports au cours de la période écoulée qui ont révélé le rôle des organisations humanitaires non gouvernementales irakiennes qui ont contribué à atténuer la crise humanitaire qui a résulté de l'éclatement de la pandémie. Dans son rapport annuel 2020, elle a mentionné et noté les noms des organisations actives à cet égard, y compris l'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme

Rapport annuel du Département des organisations non gouvernementales du Secrétariat général du Conseil des ministres



l'exemple le plus clair de l'impact négatif Couronne sur l'économie irakienne, ce qui par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) dans son rapport au cours du mois d'avril / 2020 comme suit

Quant à de la a été publié

Le pourcentage de production après Corona a diminué de 50%
Le pourcentage des ventes a diminué de 71%
Les emplois ont diminué de 40%
de baisse des salaires des employés 30%
Le taux de profit a diminué de 85540%
Le rapport montre également l'impact de l'épidémie de virus Corona sur d'autres secteurs en Irak en termes économiques, comme suit

Secteur 'industriel-1

La production a diminué de 68%
Les ventes diminuent de 75%
Les opportunités d'emploi ont diminué de 52%
Bénéfice diminué de 18540%

Secteur agricole-2

La production a diminué de 61%
Les ventes ont diminué de 75%
Les emplois ont diminué de 45%
Les salaires des employés ont diminué de 45%
Bénéfice diminué de 33058%

Secteur des services-3

Réduction de la production de 57%
Baisse des ventes de 78%
Les opportunités d'emploi ont diminué de 39%
Réduire les salaires des employés de 40%
Diminution du bénéfice de 5,413%

Secteur du commerce-4

La production de ce secteur a diminué de 18%
Le prix de vente a diminué de 56%
Baisse des opportunités d'emploi de 21%
Les salaires des employés ont diminué de 41%
Bénéfice diminué de 22,879%

Selon les statistiques du ministère irakien de la Santé et de l'Environnement, à la fin du mois de décembre 2020, l'Irak avait enregistré (595291) blessures, entre elles (537841) guérisons (90,3%) et (12813) décès, tandis que (162) se trouvaient en soins intensifs

1-7-Accès aux vaccination

7Depuis la propagation de l'épidémie de Covid 19, les sociétés pharmaceutiques ont continué à rechercher un vaccin pour prévenir l'épidémie, et à la fin de cette année, les entreprises russes, chinoises, européennes et américaines ont pu accéder aux vaccins contre l'épidémie, mais la plupart d'entre eux soulignent la nécessité de le protéger à des températures très basses, ce qui nécessite la présence de réfrigérateurs (congélateurs) notamment pour cela. Bien que des pays développés tels que l'Amérique, la Grande-Bretagne et la Russie aient commencé à vacciner des groupes spécifiques, selon la priorité, les cadres médicaux et sanitaires et les groupes vulnérables tels que les personnes âgées et les personnes atteintes de maladies chroniques, mais l'Irak ne fournissait toujours pas les réfrigérateurs spéciaux qui permettraient de maintenir les vaccins aux températures nécessaires, ce qui signifie que la fourniture de vaccins à la communauté irakienne prendra plusieurs mois à partir de 2021, ce qui signifie la poursuite de la crise sanitaire et par

conséquent la poursuite de la crise économique et le potentiel de détérioration des conditions de vie et l'augmentation du taux de pauvreté à des taux sans précédent en Iraq

7-2- Propositions:

L'Organisation Hammurabi estime que pour développer des solutions pour résoudre la crise, il faut faire ce qui suit:

Adopter un travail assidu pour faire face à cette pandémie et limiter ses dégâts, et elle devrait être affrontée formellement par l'État et au niveau populaire par les citoyens. La question de l'imposition d'une interdiction de la santé à domicile, malgré son importance, ne devrait pas être résolue, mais plutôt Il faut chercher d'autres moyens de réduire la pression économique sur le simple citoyen, qui dépend du travail quotidien pour se renforcer.

La nécessité de demander un soutien régional et international à l'Iraq et d'élaborer des plans et des stratégies pour réformer la situation économique en diversifiant les sources de revenu national telles que le développement des gisements de gaz et de soufre et en ne se concentrant pas sur le pétrole en tant que ressource unique en plus de soutenir activement et de manière réaliste l'agriculture et encourager les produits industriels que l'Iraq produisait avant le blocus économique avant 2003.

Travailler pour accroître la sensibilisation à la santé et élever la perception des citoyens du danger des maladies transmissibles et transmissibles, et que le renforcement de cette prise de conscience aide la société et l'autorité à contenir les dommages du virus Corona, et il est important pour nous de confirmer que l'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme

7-3 Recommandations:

L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme appelle les agences gouvernementales à effectuer des examens périodiques afin d'adapter et de développer le système médical en vigueur à l'heure actuelle et de créer de nouveaux hôpitaux et centres médicaux pour répondre aux développements de l'épidémie de Corona dans les souches et les nouveaux changements qui se produisent dans le virus Covid 19

Travailler selon des délais qui permettraient de fournir les vaccins nécessaires, en notant que la situation internationale connaît à cet égard de nombreux conflits susceptibles de retarder la réception des vaccins par l'Iraq, et l'organisation appelle également les autorités irakiennes spécialisées à choisir des vaccins plus efficaces pour limiter la propagation de l'épidémie

Hammurabi Human Rights Organization considère qu'il est important que le gouvernement s'attaque aux phénomènes négatifs de la vie auxquels les familles pauvres ont été exposées à la suite de l'interdiction complète ainsi que de l'interdiction partielle, car cela a conduit à une baisse des opportunités d'emploi et à une baisse des prestations de service

L'introduction du principe de compensation est la solution nécessaire pour résoudre ce problème L'organisation appelle les agences gouvernementales à fournir plus de soutien à l'ensemble du personnel médical dans diverses spécialités et aux autres organismes concernés par le sujet, et à leur offrir davantage d'incitations

Hammurabi Organization for Human Rights estime qu'il est nécessaire d'examiner les traitements économiques des effets de l'épidémie sur les conditions économiques sous deux angles, le premier est la rationalisation et la pression des dépenses, et le second est de maximiser les ressources afin que l'Irakien L'économie n'est pas exposée à davantage de stagnation et souffre

déjà de pénurie due au gaspillage de l'argent public, aux erreurs d'investissement et à la corruption.

8-Violence accrue et légalisée contre les femmes et les enfants

L'Irak fait partie des pays arabes à partir desquels des nouvelles de violations flagrantes à de nombreux niveaux, en particulier contre les femmes et les enfants, sont constamment signalées, et où une femme sur 5 est exposée à de graves violences, selon diverses estimations, en 2020 Cette situation désastreuse oblige les autorités à prendre des mesures qui sont souvent mortes avant la naissance. Ces mesures devraient viser à réduire les catastrophes de violations inhérentes et gravées dans la culture et la tradition des pays, en particulier des pays arabes, où les hommes semblent essayer de communiquer et de vivre sans femmes, ou d'une autre manière, de se débarrasser de la partie centrale de la vie sociale des femmes. Par conséquent, il existe de nombreux crimes de violence psychologique et physique qui sont utilisés pour décrire les femmes avec tout ce que les fils d'Adam ne méritent pas, y compris des expressions qui frappent leur psychisme et leur dignité, puis violent leurs droits par des coups, l'emprisonnement (détention), expulsion, mort par pendaison, brûlure, noyade, balles, captivité et trafic sous toutes ses formes, y compris la violence sexuelle. Etc. Et la plupart de ces cas qui sont décrits comme "non suicidaires" dans le but d'éviter la responsabilité sont simples mensonges, et le crime est multiplié en transformant à tort le crime en suicide dans le but de l'impunité Compte tenu de la gravité du problème de la violence et de la préoccupation constante des femmes face à ce qui se passe dans la société iraquienne de pratiques de violence horribles et variées, où le mot « violence » afflige une sorte d'ambiguïté et un manque de compréhension profonde de ce qu'il signifie et comprend réellement en raison de sa simplification et de sa pratique systématique. Par conséquent, nous commençons par cette définition, que je vois très proche non seulement de la violence domestique, mais aussi de la violence partisane politique pratiquée contre les femmes, en particulier en Iraq, et contre les hommes en général. C'est une définition qui appartient à l'auteur Refaat Fikri dans son ouvrage « la violence contre les : femmes » dit

La violence est une blessure à la main ou à la langue, un acte ou un mot dans la sphère de la confrontation avec l'autre, et il n'y a pas de différence entre l'acte de violence et l'abus au niveau individuel ou collectif. Dans les deux cas, il ne s'écarte pas de la pratique du mal, que ce soit avec la langue ou la main. La violence est un comportement néfaste basé sur le déni de l'autre comme valeur similaire à l'ego ou à nous, comme valeur qui mérite la vie et le respect, et basé sur l'exclusion de l'autre de l'arène de la conquête, soit en le réduisant à un subordonné soit en le bannissant hors de l'arène (en le retirant du jeu) ou en le liquidant moralement et physiquement ... donc le sens de la violence de base, dans la perspective sociale et sociologique, c'est le manque de reconnaissance de l'autre, son rejet et conversion en la chose (appropriée) pour un besoin violent. Car il est permis de parler. Non reconnaissance ne signifie pas manque de connaissances, mais plutôt une certaine connaissance (acceptable.) Et contrôler son processus ... et par conséquent, la violence est un fait social historique produit par l'acteur individuel (l'auto-dominant) tout comme il est produit par l'acteur collectif (l'hégémon collectif) dans le contexte d'une lutte pour la possession égoïste ou collective d'autrui et en l'absence de toute régularité relationnelle de type démocratique ou d'égalité organique. L'Encyclopédie du crime et de la justice définit la violence comme suit: Elle fait référence à toutes les formes de comportement, réelles ou menaçantes, qui entraînent ou peuvent résulter de la destruction et de la destruction des

biens ou de la blessure ou de la mort d'un individu, d'un groupe et d'une société. (Luca), dans son livre (Mécanismes de la logique de la violence), définit la violence comme (un concept qui désigne l'explosion de force qui attaque directement les personnes et leurs biens, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes, afin de les contrôler en tuant, destruction, subjugation ou défaite. La violence dans la perspective sociale: c'est tout mal, par la parole ou par l'action, à autrui, que cet ..autre soit un individu ou un groupe

La question du rôle des femmes dans l'instauration de la paix est une question importante qui préoccupe les politiciens, les sociologues, les économistes et même les intellectuels, ou à des degrés divers. L'intérêt pour cette question vitale remonte également au début du XXe siècle, car cette période a été témoin d'un développement remarquable dans la discussion des problèmes des femmes et en leur donnant un caractère progressiste en les reliant à des questions importantes au niveau international comme les droits de l'homme, le développement socio-économique, la lutte contre le terrorisme, les conflits armés, la violence et les réformes économiques et politiques qui ont eu lieu, qui visent à leur tour à instaurer la paix mondiale, qui est l'objectif suprême de l'ONU

Les minorités religieuses, en particulier les femmes, dans la plupart des pays islamiques ont vécu et subissent encore les ravages de la persécution et du harcèlement à leur encontre, comme cela s'est produit et est toujours en Irak et en Syrie et se passe maintenant en Égypte où les coptes sont enlevés et les églises sont ciblées comme si il n'y a pas d'autres tâches pour les extrémistes violents que la persécution systématique devant les yeux des différentes autorités que l'incapacité de mettre fin à cette situation tragique, qui ne cesse de s'aggraver

Au moins 3000 yézidis irakiens, pour la plupart des femmes, en plus des deux jeunes sœurs Marina et Marita, et d'autres femmes chrétiennes, sont toujours absents en captivité redoutée des criminels du soi-disant État islamique qui sont directement responsables de les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les génocides qui ont été pratiqués en Irak et en Syrie. Ces crimes sont particulièrement commis contre Les autres composantes autochtones de l'Irak parce qu'elles sont différentes sur le plan religieux ou sectaire, et ont précédées daech dans la pratique de ces actes odieux, Al-Qaïda et le reste des groupes extrémistes, fabricant de guerres et de malheurs

En Iraq, il existe de nombreuses initiatives aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental pour tenter de trouver des mesures dissuasives contre la violence à l'égard des femmes. Les militantes civiles et les femmes défenseuses des droits humains n'ont pas échappé à la violence pratiquée lors des manifestations qui ont commencé en octobre 2019 et se sont poursuivies tout au long de 2020, de manière concentrée, jusqu'en août de l'année susmentionnée, où elles ont été tuées, enlevées, soumises à des viols, à la torture, diffamation, etc., des violations flagrantes qui se poursuivent toujours en toute impunité

Les leagues de femmes irakiennes, les associations, les personnalités et le Réseau des femmes irakiennes prouvent leur détermination à sauver leur pays



Une copie du journal Nidal Al-Nisa de l'Association des femmes irakiennes décembre 2020

Mais à la lumière du fait que l'Irak n'est pas complètement libéré de l'état de conflits politiques, on attend peu de chose dans la mesure où la réécriture des stratégies nationales et l'expansion des plans officiels dans les régions n'ont pas contribué efficacement à réduire le niveau de respect pour la droits des femmes, ni réduire le niveau de violence à leur encontre, d'une manière sans précédent et injustifiée. Cela est évident à travers l'aggravation des conditions des femmes en particulier et de la famille irakienne en général, et que les complications de l'épidémie de Corona ont eu des effets négatifs sur la situation économique ainsi que sur la situation sociale

La plupart des niveaux et de la participation des femmes, que ce soit dans le domaine de la vie sociale, économique et politique, s'accompagnent de divers types de violences continues et justifiées de la part de certains des bénéficiaires. Cela signifie qu'il y a exclusivité en raison des pressions dues à l'avancement des revendications des femmes, ce qui conduit à une escalade de la violence domestique sous diverses formes. Comme c'est le cas au niveau de la prise de décision, où les femmes sont délibérément exclues des cercles de décision politiques et administratifs, et les hommes se persuadent d'initiatives orphelines pour représenter les femmes, alors que ces initiatives manquent souvent même d'un certain symbolisme envers la lutte des femmes, comme si elles étaient obligées de rechercher des initiatives en faveur des femmes, mais celles qui le sont Elles les correspondent comme les hommes. En plus de cela, ils le font à contrecœur, et la preuve en est la réalité d'aujourd'hui, où aucune femme ne peut être placée ici ou là sans la volonté et l'acceptation d'hommes tellement influents au point que dans la plupart des cas même le niveau symbolique de participation de ces femmes n'est pas à venir, mais viole plutôt les droits des militants et les compétences dans La journée était claire par des personnes et des partis influents qui rejettent tout moyen légal qui contribue à changer la mentalité de normalisation avec la violence et ses outils. La preuve en est l'absence de femmes dans l'une des institutions qui peuvent être considérées comme l'un des outils fondateurs de la démocratie, à savoir la Haute Commission électorale, où les femmes se sont vu refuser une présence dans sa direction, alors quelle est la question des postes plus élevés en processus décisionnels politiques, administratifs, législatifs et judiciaires, etc.? Ici, à Hammurabi Human Rights Organization, nous saluons les observations du Comité spécial des Nations Unies sur la CEDEF, qui recommandait de corriger cette voie au cours des deux années en vigueur 2019-2020, afin que l'Irak puisse remplir ses

obligations internationales. Le comité des Nations Unies susmentionné a également approuvé sa recommandation de légiférer une loi qui traite et tient responsable de la violence domestique qui affecte les femmes et les enfants en premier lieu, ce que le mouvement féministe irakien réclame depuis 2010, et c'est un projet de loi qui n'exclut aucun membre de la famille de sa protection.

Quant aux violations contre les femmes d'origines ethniques et religieuses différentes, telles que les femmes à la peau noire, les femmes yézidiennes et les chrétiennes, qui souffrent et endurent leurs malheurs au niveau national en Irak et le préjudice dont elles sont victimes est élargi vers le plus dangereux car leur destin politique et économique est contrôlé par des personnes qui ont surfé sur des vagues de gains illégaux et l'exploitation du "quota pour les minorités" et pendant ce quota, ils attribuent chaque jeune et vieux à eux-mêmes et à leurs relations personnelles, comme l'expérience depuis 2003 a montré, et certains d'entre eux ont témoigné qu'ils ne sont pas fructueux au nom des chrétiens, des yézidis, des turkmènes et des chabaks, etc. Avec ces minorités, nous ne savons pas quand les observations et recommandations des Nations Unies appelant à la cette injustice à l'égard des femmes appartenant à des minorités sera prise en considération, comme mentionné dans les observations du Comité CEDEF, car leur petit nombre dans diverses tâches témoigne d'une violence continue à leur encontre.

Il convient de noter les nombreuses méthodes adoptées par les autorités irakiennes, en particulier la question de l'annulation de la résolution n ° 137 du Conseil d'administration, qui prévoyait l'abolition de la loi sur le statut personnel n ° 188 de 1959 et l'imposition de la charia islamique, dans laquelle même le seul représentant qui se considère comme une minorité non musulmane et «chrétienne» avait signé. En le passant, par ignorance ou intentionnellement, le résultat est le même car il était le seul à ne pas pouvoir simplement signer, simplement parce qu'il était considéré comme chrétien, et s'il était chrétien uniquement à des fins d'auto-utilisation. À cet égard, tout le mérite revient à la longue lutte des femmes irakiennes qui a imposé cette abolition en plus d'imposer un pourcentage d'au moins 25% du parlement pour les femmes, sinon les femmes ne pourraient pas participer avec ce nombre, ce qui dans certains cas dépasse en fait 30%, alors que c'était une exigence pour tous les secteurs public et privé, et les autorités politiques n'ont pas accepté de l'étendre jusqu'à présent. De même au niveau des moyens juridiques, et malgré la clarté du droit à l'égalité, aux libertés, à une vie décente et à la protection contre toutes les formes de violence dans les articles 14, 15, 29 et 30 de la nouvelle constitution, c'est comme les autres articles qui témoignent d'une constitution qui veut la civilisation, protège les droits et libertés et interdit la violence dans la famille. Et l'école, etc., sans textes juridiques clairs, ces droits ne peuvent être exercés en réalité enchaînés par une culture qui sanctifie la violence et honore la opprimées, en particulier contre les femmes considérées comme coupables, quelle que soit la forme du crime, sans justice ni pitié, qui tue par honneur et ce qu'on appelle le lavage de la honte.

Voici quelques-unes des mesures prises par l'État irakien, qui doivent toutes être activées sur le terrain afin de s'appuyer sur elles, car il n'a pas encore réussi à mettre fin à l'escalade de la violence à l'égard des femmes.

- La Stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes (2018-203-
- Le Plan national de développement (2018-2022), qui garantit des stratégies d'intégration des stratégies de genre dans les politiques nationales,
- -Vision Irakienne 2030, qui a été approuvée en 2019 et qui vise à assurer la mise en œuvre complète des objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 1 de l'objectif 5, qui traite de mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard de toutes les femmes et filles

- Le premier plan national de mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU du 31 octobre 2000 concernant la participation des femmes aux processus de sécurité, de paix et de prise de décision

Le deuxième plan de ce qui précède, en plus du fait que l'Iraq est l'une des parties à la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes CEDEF de 1979, en vigueur depuis 1981, que l'Iraq a ratifiée en 1986 et a présenté son premier rapport, c'est-à-dire le rapport de base ou initial, en 1990. Son rapport présentait également les deuxième et troisième sessions de 1998, qui ont été débattues en 2000.

Les rapports soumis par l'Iraq au comité concerné par la convention ont été soumis dans le rapport combiné (quatrième, cinquième et sixième) en février 2004. Le dernier rapport soumis était le septième rapport périodique en février 2019 à Genève, où la République d'Iraq a examiné son septième rapport périodique sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination. Contre les femmes, qui a été suivi par le rapport parallèle de plus d'une organisation, y compris l'Iraqi Minorities Alliance, y compris l'Organisation Hammurabi pour les droits de l'homme. Et le 22/10/2019, lors de la soixante-quatorzième session de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui s'est tenue pour la période du 21/10 au 11/08/2019, à Genève ...

L'Irak a adopté la plupart des textes internationaux relatifs aux droits de l'homme et après sa libération de la dictature et il est à noter pour les autorités qu'il est allé aussi loin qu'aucun pays à la lumière des guerres et crises successives ne peut suivre l'exemple de l'Irak, où en plus de la mise en place de la Direction de la protection de la famille et de l'enfance contre la violence domestique du ministère de l'Intérieur pour les affaires de police En tant que mécanisme gouvernemental de dissuasion de la violence exercée contre la famille et les enfants par les membres de la famille! On peut noter ici que l'on évite délibérément de nommer les femmes car cela inclut les femmes ou les femmes dans le mot «famille»! Attendu que, depuis sa création en 2010, la direction susmentionnée a continué d'ouvrir ses propres services dans la plupart des gouvernorats, y compris au siège du ministère en 2013, et que les policiers gèrent le travail, évitant de nommer la police dans l'adresse de la direction en prévision de sensibilité dans l'esprit des citoyens. Certes, les officiers sont des deux sexes, spécialisés en psychologie, sociologie, droit et autres sciences liées à la famille. Hammurabi Human Rights Organization a constaté qu'il existe un problème profond qui empêche même les femmes ou les femmes d'être mentionnées comme les premières victimes de la famille, ce qui en soi est une violation de l'existence, de la vie privée et des droits des femmes, sans parler du fait que une partie armée (la police) assume la responsabilité de la protection psychologique, juridique et sociale ..! Bien que ce soient des tâches qui sont censées être accomplies par les institutions étatiques compétentes affiliées au ministère du Travail et des Affaires sociales, en plus des organisations de la société civile compétentes qui peuvent demander à l'Intérieur et à d'autres institutions d'assurer la protection physique et la sécurité des victimes dans le cadre de la protection de l'établissement compétent. Il n'appartient pas à la police d'être impliquée dans le processus de mise à l'abri et de protection qui peut être à chaque instant, cela se transforme en directions indésirables, car la bonne institution n'est pas à la bonne place dans la question de protection au sens large et juridique du terme, et trouver des solutions aux crises. L'État doit soutenir les organisations spécialisées de la société civile en plus du rôle gouvernemental dédié aux situations nécessitant des soins particuliers, ainsi qu'aux victimes. Violence familiale, là où il y a urgence doivent protéger leurs droits et préserver leur dignité et leur sécurité. Tous ces moyens sont requis dans le projet de loi contre la violence domestique, qui ne permettait pas de légiférer aux représentants des partis extrémistes. La raison

principale est cette solution qui limite la violence domestique en protéger les violents et œuvrer soit à la compréhension et à la réconciliation, soit à ce que la loi suive son cours de manière plus humaine et digne de la dignité de la victime humaine, qu'elle soit femme, enfant ou homme.

Parmi ces moyens gouvernementaux figurait le Ministère des femmes sans portefeuille, qui a été créé en 2004 et n'a pas réussi à mener à bien des tâches contribuant à réduire la violence en raison de ses faibles capacités administratives et du manque de budgets nécessaires. Puis ce ministère a été annulé pour le remplacer par ce qu'on appelait un département général pour l'autonomisation des femmes au Secrétariat général du Conseil des ministres

- En décembre 2020, le gouvernement irakien a lancé le deuxième plan d'action national pour la mise en œuvre et le suivi de la résolution (1325) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Le nouveau plan s'étend de 2021 à 2024 et vise à augmenter le nombre de femmes travaillant dans les programmes de secours humanitaire et de reconstruction. Et la création de femmes capables et influentes dans la gestion des négociations et la consolidation de la paix, qui sont toutes restées sans cadre de référence permettant de les réaliser. !

Bien que toutes ces stratégies et plans fournissent un cadre général sur lequel les politiciens et les décideurs sont censés se baser pour prendre des mesures concrètes visant à prévenir la violence contre les femmes et les filles, à protéger les survivantes de la violence et à impliquer les femmes dans les différentes tâches de construction d'une société. L'adoption de toutes les parties prenantes formalise ces mécanismes nationaux. Malheureusement, cependant, l'escalade de la violence à l'égard des femmes est devenue comme s'il s'agissait d'une chose normale qui n'attirait pas l'attention des «décideurs», il y a donc ceux qui la considèrent comme telle, car le recul de la participation des femmes à conseils supérieurs et en tant que présidents ou vice-présidents est impardonnable. En outre, même les sous-ministres, les directeurs généraux et même les ministres, la réponse positive aux observations et recommandations des Nations Unies, qui tient à inclure les femmes à égalité avec les hommes, est déçue, et la preuve en est le cabinet. des gouvernements successifs qui acceptent l'absence totale ou partielle des femmes de la participation numérique et qualitative. C'est aussi une violence évidente car elle représente une discrimination négative fondée sur la différence sexuelle (genre) et représente une privation des droits des femmes sous des prétextes inacceptables. Alors que le Comité international de la Convention des Nations Unies a noté et recommandé que la CEDAW sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, dans les observations finales sur le septième rapport périodique de l'Iraq à ses 1720e et 1721e séances tenues le 22 octobre 2019, que l'Iraq est confus dans ses décisions concernant le retrait des réserves car elles sont préambule. Signer le protocole joint audit accord ...

L'Irak semble inquiet face à ses obligations internationales

Tout en comptant comme une réussite pour l'Iraq, l'acte de retirer sa note de l'article 9 de l'accord CEDAW, cependant, il semble y avoir des tentatives de nuire à l'égalité entre les hommes et les femmes dans le principe qui est devenu nul et non avenue par la nouvelle constitution. . Il s'agit de donner la nationalité laïque de la mère à ses enfants s'il y a un père étranger et pas seulement le père, aux enfants nés d'une mère étrangère. De même, l'Iraq est toujours tenu de lever le reste des réserves faites aux articles 2, 16 et 29, car il est en contradiction non seulement avec la constitution dans tous ses articles qui protègent les droits civils de la famille, de la maternité et de l'enfance, mais que ces les réserves contredisent l'essence de l'accord ni la portée du jeu

politique en la matière, car c'est une condition fondamentale de la ratification. En ce qui concerne cet accord, je veux dire, l'Iraq viole ses obligations internationales, et c'est depuis qu'il a émis des réserves. Les réserves de l'Iraq à la convention se limitaient aux six articles suivants:

Article (2) (f) et (g): Concernant l'interdiction de la discrimination dans les constitutions et la législation nationales, et qui se lit comme suit: «Les États parties condamnent toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et conviennent de poursuivre par tous les moyens appropriés sans retarder la politique de éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et vous vous engagez à:

F - Prendre toutes les mesures appropriées, y compris des mesures législatives, pour modifier ou abolir les lois, réglementations, coutumes et pratiques existantes qui constituent une discrimination à l'égard des femmes.

G- Abolir toutes les dispositions des lois pénales nationales qui constituent une discrimination à l'égard des femmes.

Article 9: Concernant les lois sur la nationalité (et la réserve a été retirée en vertu de la nouvelle constitution).

Article (16): Il concerne le mariage et les relations familiales.

Article (29): Il concerne l'arbitrage entre États parties.

Mais l'Iraq a-t-il le droit de faire des réserves sur cet accord ou autre chose après l'avoir ratifié, surtout après que l'article 8 de la Constitution irakienne de 2005 a affirmé que l'Iraq respecte ses obligations internationales? La réponse à cette question est non! Parce que ces réserves sont incompatibles avec l'objet et le but de l'accord, et constituent un obstacle à la mise en œuvre de l'accord dans son ensemble.

Le Comité encourage l'État iraquien à accélérer le processus de ratification du Protocole facultatif à la Convention et à accepter, dès que possible, l'amendement à son article 20, paragraphe 1, concernant la date de la réunion du comité.

Les violations systématiques ne sont pas différentes de tout ce que nous voyons à travers ces réserves et ces recherches sur les lois sur lesquelles les Irakiens s'appuient pour renforcer le pouvoir masculin. Et ne ratifiant pas le protocole, l'Iraq est témoin de sa préférence pour préserver les fondements de la violence inhérents aux traditions et coutumes qui sont devenues des lois au lieu de prendre de nombreux moyens dans leur contenu pratique à travers ses obligations internationales de rejeter toute base de violence et de modifier et abolir toutes les lois qui encouragent la violence, comme c'est le cas dans un certain nombre d'articles juridiques du Code pénal. No 111, par exemple: les dispositions discriminatoires du code pénal qui permettent aux auteurs d'invoquer la défense de l'honneur comme l'un des circonstances des crimes d'homicide (articles 128, 130, 131 et 409) et quelles femmes exigent leur abolition.

Article 28 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes elle-même, qui stipule (qu'il n'est pas permis de faire une réserve incompatible avec l'objet et le but de la convention). Si l'objet et le but de cette convention est d'éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de parvenir à une égalité complète des droits, alors la réserve sur l'article 9 (retrait), l'article seize et le reste des réserves sont considérés comme incompatibles avec le but et l'objet de la convention, c'est-à-dire, dans toutes les réserves qui subsistaient, l'Iraq continue de violer ses obligations internationales à l'égard de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes, connue sous le nom de CEDAW.

Hammurabi note que le manque de volonté de se débarrasser des sédiments violents renforce la mentalité d'imposer et de normaliser la culture de la violence et les moyens de violence, car cela

représente un grave danger pour l'ensemble de la société et où il n'y a aucun espoir pour l'Iraq de le faire. émergent de la politique de la violence et des effusions de sang. Nous avons entendu des représentants de l'autorité appeler publiquement le peuple iraquien à dissimuler l'importance de promulguer une loi qui traite de la violence domestique et de ses conséquences sur les femmes en particulier et la famille en général, sous prétexte que "l'Iraq a des priorités plus importantes" que la Famille iraquienne dont les droits sont constamment bafoués à tous les niveaux et brutalement en tuant et en blessant la vie d'enfants. Les femmes et les filles ne bénéficient pas des services les plus élémentaires nécessaires à la vie des êtres humains, en particulier les familles dans le besoin, où plus de 42% (selon des sources internationales) du peuple iraquien vit en dessous du seuil de pauvreté ... et certains des représentants des partis et mouvements participant à la législation sont plus extrémistes. Et d'autres, et certains analystes, abondent en légiférant une loi qui traite ou atténue la violence domestique, et ils la voient comme une question sans importance et non parmi leurs priorités, continuant à décrire le texte présenté comme occidental uniquement parce qu'il propose des mécanismes qui aident les violents plutôt que de les tuer ou de les insulter en les jetant dans le rues, qu'il s'agisse de femmes, d'enfants ou de toute autre personne exposée à la violence



Scènes de violence domestique en Irak / source de communication sociale

La conscience des législateurs irakiens n'est pas ébranlée par le doublement du nombre de victimes de violence domestique, qui a dépassé 15.000 quinze mille cas, selon la Direction de la Famille et de l'Enfant du ministère de l'Intérieur en 2020, ce nombre a doublé par rapport au premier la moitié de cette année, comme la même source au ministère de l'Intérieur a indiqué qu'il y avait 5,311 mille plaintes et 95% d'entre elles sont le résultat de violences domestiques, y compris l'incendie de femmes, le meurtre d'enfants, le viol de filles, etc. Parmi ces situations, rares sont les situations qui ont retenu l'attention des agents de l'État, mais des situations qui se produisent au quotidien. Les femmes sont expulsées dans les rues ainsi que les mineurs parmi lesquels nous avons vu dans les maisons de réforme gouvernementales que nous avons visitées sont qualifiés de «sans-abri» tandis qu'un certain nombre de filles ont été victimes de violences sexuelles par les coups de leur famille, les coups, les insultes graves, les meurtres, etc. Tout cela n'est pas seulement le résultat du déclin de la situation économique et sociale de la société iraquienne, mais aussi, et c'est regrettable

L'accent est mis sur un résultat honteux de l'arriération, de la pauvreté de la culture et de l'art dans la normalisation de la violence comme moyen en faveur du «côté masculin» de ce qu'ils appellent «l'honorable», alors que de plus en plus ils ont dénoncé et il est évident que la plupart des situations ne se produisent que pour des raisons de garantir leur pouvoir et leur influence masculine violente en restreignant l'entité et la personnalité des femmes. Dans leurs idées illégalement étroites et en replaçant la société dans le fléau des anciens modèles tribaux dépassés et la commercialisation de la dignité humaine.

- Les statistiques du ministère irakien de l'Intérieur montrent que 5000 mille cas de violence domestique se sont produits au cours du premier semestre 2020, dont la part des femmes était de plus de 3000 et environ 600 cas, dont certains se sont soldés par la mort, et les cas de violence domestique ont augmenté cette année après l'épidémie du virus Corona.

Les cas de violence systématique contre les femmes ont également augmenté en Iraq pour des raisons sociétales et politiques, et l'année 2020 a été témoin d'incidents douloureux contre les femmes, notamment:

- Incendie de Malak al-Zaidi le 14 avril et clôture de l'affaire un mois plus tard avec la libération du mari de la victime, ainsi que de nombreux cas, et la plupart d'entre eux ne sont pas allés aux drapeaux dans le gouvernorat de Dhi Qar à Najaf , Karbala et Bassorah, où la police a retrouvé trois corps de femmes à la fois à Bassorah, gisant dans les rues Et le quatrième a été blessé, et c'était au début du mois de septembre, car cela les a changés dans d'autres endroits du sud de l'Irak .

- Elle a été kidnappée puis relâchée après l'ingérence des diplomates de son pays à Bagdad, la militante civique allemande, Hela Miyos, directrice du département culturel de l'Institut allemand de Goa en Irak. Ici, il a représenté l'élimination même de l'élite irakienne dans ses relations avec les invités en annulant la description de l'hospitalité et du respect de l'étranger.

L'extrémisme et la haine contre les femmes ont touché même les femmes étrangères à Bagdad



- Le meurtre et la diffamation de toutes les femmes irakiennes qui ont participé aux manifestations ont eu lieu dans le cadre d'un système communautaire patriarcal qui refuse la participation des femmes au processus politique, en particulier en termes de pression pour changer les lois sur le statut personnel. N

De nombreuses femmes et militants civils bien connus ont été kidnappés et assassinés depuis le début des manifestations, et des groupes armés à Bagdad ont enlevé et tué des jeunes femmes qui avaient participé aux manifestations en tant qu'ambulanciers, dont Sheilan et sa famille. Et

Maryam Muhammad a été libérée après avoir été torturée physiquement et psychologiquement, tout comme d'autres.

Images

Social

Dr.
tues



pour la
communication

Shilan & sa famille

Activiste Mary Muhammad



La militante Mary Mohamed, et malgré sa libération ultérieure, a été intimidée et forcée de parler du soutien de parties extérieures pour participer aux manifestations, et cette année, des groupes armés ont diffusé une vidéo fabriquée de Mary Mohamed liée à sa vie personnelle, où elle est apparue dans une autre nouvelle vidéo en parlant de la forcer à enregistrer le clip sous la menace d'une arme lors de son enlèvement l'année dernière. Et ce comportement de l'Etat islamique est le même que celui que l'Etat islamique a établi avec les femmes captives irakiennes de la plaine de Ninawa, où, sous la pression des armes, l'une d'entre elles a appelé (C) de la ville syrienne de Raqqa, nous demandant de "sauvez-la en lui achetant des mains qui" ne lui ont pas fait de mal. "Forcer cette répétition dans l'enregistrement en syriaque et en arabe, mais quand je suis arrivée en Irak quelques mois plus tard, elle a ouvert une biographie qui était encore inachevée pour nous, qui a été écrit sur les abus sexuels, la vente et l'achat auxquels elle avait été exposée de village en village en Syrie 2014-2017.

En un mois, l'Iraq a été secoué par la mort de quatre femmes. Les meurtres semblent être liés et cibler des femmes déterminées et bien connues. Au début, deux femmes des propriétaires de centres de beauté sont décédées dans des circonstances mystérieuses. Plus tard, le militant des droits humains Suad Al-Ali a été tué par une arme à feu dans les rues de Bassorah. Quelques jours plus tard, le rôle a atteint le top model Tara Faris, qui a été tué à Bagdad. Par la suite, le Premier ministre Haider al-Abadi a ordonné une enquête. Jusqu'à présent, peu de résultats sont apparus, car une seule personne a été arrêtée dans le cadre de l'affaire. Pendant ce temps, de nombreux Iraquiens et défenseurs des droits des femmes vivent dans la peur. Ils craignent que les meurtres ne soient la façade d'une campagne plus large visant à faire taire les femmes qui osent contester la violence dans toutes les provinces irakiennes.

Manifestation de la Ligue des femmes irakiennes à Alqosh



- Le 17 août de cette année, des hommes armés non identifiés ont tiré sur une voiture transportant la militante chrétienne Ludia Raymond (27 ans) à Bassorah, dans le sud de l'Irak, la blessant à la jambe et s'exprimant lors de la conférence parlementaire.

Toujours à Bassora, le 19 août, le Dr Reham Yaqoub (29 ans) a été tuée en raison de son rôle dans les manifestations et de sa défense des droits des femmes.

- Au huitième mois de cette année, la militante civile Ruqaya Al-Dossary a survécu à une tentative d'assassinat dans le centre de Bassorah, après avoir tiré sur les assaillants avec un pistolet en sa possession.

- L'attaque contre le centre Sheilan à Karrada, Bagdad en novembre, qui était une initiative socio-économique de massages et d'embellissement, et la plupart des travailleurs qui y travaillent sont des femmes, car en plus du terrible vandalisme de la boutique, des femmes ont été battues, expulsés et violemment visés par des milices armées au nom de Dieu en plein jour à la lumière de la présence des services de sécurité gouvernementaux. C'est ainsi que les femmes tombent dans des prises faciles à l'intérieur et à l'extérieur de la maison, sans aucune protection.

-- Zahraa Fadel a été kidnappée après avoir quitté son domicile à Bagdad le 23 décembre par des milices armées après avoir critiqué le chef du mouvement sadristique, M. Muqtada al-Sadr via l'application d'Instagram, les hommes armés ont fermé son compte, lui ont coupé les cheveux et envoyé une photo à sa famille pour les terrifier, et elle est toujours kidnappée au moment d'écrire ces lignes. Bien que la suppression de la liberté d'expression soit interdite par la Constitution.

- Intisar Nahi était une infirmière qui a aidé les manifestants blessés lors des manifestations d'octobre à Bagdad. Elle a été enlevée dans la région de Bab al-Mu'adam, au centre-nord de Bagdad, par des milices armées pendant plusieurs jours avant sa libération le 24 décembre et son départ. son Yenin les yeux bandés dans la ville de Basmaya, au sud-est de Bagdad, après avoir été torturée et électrocutée sur la tête et des parties de son corps, comme le montrent les images ci-dessous:



Photos sur Twitter Nour Maytham Al-Qaisi

Sa jambe a été percée avec une perceuse électrique, alors que de l'eau froide était versée sur son corps, et les ravisseurs ont exigé qu'elle dise via un lien vidéo qu'elle appartenait aux ambassades, mais elle a refusé de le faire malgré la torture physique et psychologique. L'autre chose douloureuse est que les autorités irakiennes continuent de regarder devant ces choses horribles, comme si elles n'entendaient pas parler de ces crimes qui dans d'autres pays méritent la démission de tout le gouvernement, ou du moins du ministre de l'Intérieur ou d'autres services de sécurité. . De même, si nous considérons qu'il s'agit traditionnellement de tueurs irakiens à cause de l'honneur, c'est-à-dire des femmes, et voici, les femmes ne sont autorisées à subir tous les types de ciblage et de torture que parce qu'elles sont des témoins de courage, d'amour de la patrie et d'une plus grande intégrité? Alors l'honneur et tout ce qui rachète la masculinité?! Quel genre d'humain qui aime la violence!

Dans un rapport datant d'octobre dernier, les Nations Unies ont indiqué sur son site Web que "tous les défenseurs des droits de l'homme en Irak courent le risque d'être tués ou arrêtés."

Cependant, le rapport affirme que "les femmes font face à des menaces supplémentaires simplement parce qu'elles sont des femmes . ". «Au milieu de la guerre et de l'insécurité, les femmes défenseurs des droits humains ont été confrontées aux préjugés et à l'exclusion de la société et des dirigeants politiques, ainsi qu'à des agressions physiques, à la violence, à la détention arbitraire, aux disparitions forcées et à la torture.

Pour les médias de la Cour suprême de Bagdad

Le Centre des médias du Conseil judiciaire suprême a annoncé que "au cours de l'année écoulée, le tribunal a enregistré 270 affaires de violence domestique et rendu de nombreuses décisions contre les auteurs de ces actes".

9-Suicides en Irak:

Selon le Haut-commissariat aux droits de l'homme en Irak, 373 suicides ont été enregistrés en 2020, répartis entre 168 suicides pour les hommes, 153 pour les femmes et 52 pour les mineurs (moins de 18 ans). Il a ajouté que la capitale, Bagdad, était en tête et a enregistré 68 cas, suivie du gouvernorat de Bassorah, dans le sud de l'Irak, avec 47 cas, notant que la plupart des suicides étaient dus à la pendaison, aux incendies, aux coups de feu ou à l'utilisation de poison.

Personne n'ignore la poursuite du phénomène du suicide pour de nombreux jeunes yézidis affectés par des pressions psychologiques dans les complexes des déplacés internes, depuis 2014, la situation de leurs zones ne s'est pas améliorée pour un retour complet, sûr et digne. la plupart des camps abritant les déplacés ont été annoncés pour diriger le retour vers la dévastation qui couvre encore toutes les villes et villages yézidis, où officiellement la plupart des complexes de la région du Kurdistan ont été fermés ... Quant à ceux qui sont revenus à ce jour , ils continuent de vivre dans une situation sécuritaire fragile et des logements inadéquats s'il y a des logements et une économie insuffisante en l'absence de développement, de construction et de possibilités d'emploi. Ce phénomène dangereux s'est terriblement exacerbé en 2020.

- Samira a été tuée à Najaf le 18 avril des suites d'une brûlure d'essence, et son mari a annoncé qu'elle s'était suicidée alors que le père de son mari était celui qui avait éteint le feu sur elle et que le mari regardait sa femme brûler à l'âge de 20 ans après le mariage qui n'a duré que 8 mois. Et quelle déception des autorités exécutives d'Al-Nawal sur la valeur des autorités judiciaires, où au lieu d'imposer la loi, le gouverneur de Najaf a déclaré que les familles concernées négocieraient entre elles en dehors du pouvoir judiciaire pour parvenir à un règlement tribal! Quel règlement? N'est-ce pas par souci d'un crime qui n'est pas moins laid que

son prédécesseur, à savoir la traite des êtres humains en échange d'un meurtre? Parce que le chapitre tribal dans lequel la valeur de la victime est vendue pour de l'argent exorbitant ou échangée contre ce qu'on appelle une «part pour une part»! Comme s'il s'agissait d'échanger des brebis. Ce qui ne représente en aucun cas la réalisation de la justice en matière de responsabilité pour les auteurs garantis par la constitution irakienne et ses obligations internationales, en plus du fait que ce comportement dépassé ne convient pas aux femmes irakiennes ou à un pays qui a ouvert la voie à la première loi.

Il semble que le ministère irakien de l'Intérieur ait empêché 32 tentatives de suicide dans la capitale, Bagdad, et dans le reste des provinces

Les raisons qui mènent au suicide sont dues à l'aspect psychologique, à la mauvaise situation économique et sociale et au respect des traditions et des normes qui semblent souvent inappropriées aux idées de la nouvelle génération qui abusent des mauvais moyens de communication et exacerbent la violence domestique

Comme dans la région du Kurdistan, et en présence d'une loi criminalisant la violence domestique, la raison de l'escalade de la violence domestique est le manque de ressources humaines, techniques et financières suffisantes allouées à la mise en œuvre de la loi n ° 8 de 2011 relative à la lutte contre la violence domestique. violence domestique dans la région du Kurdistan. Quant à la vérité, il existe aussi une culture de perception incomplète des femmes.

.Elle calcule le récit d'un enfant et s'appelle «kji», c'est-à-dire une fille, une fille

L'autre pire que nous entendons pour justifier ces crimes est ce qu'ils appellent la «culture orientale islamique» et les «normes communautaires», etc. provenant d'héritages qui n'ont rien à voir avec une culture irakienne qui a également été soumise au pillage et à l'altération par des exotiques, arriérés. et des cultures violentes qui ne sont pas acceptées par l'esprit humain parce qu'elles sont vénérées par le respect de ce qui est mauvais pour les gens. Et violant ce qui est bon pour les gens, comme si des générations avaient grandi sur ces mauvais principes et en avaient fait leur propre culture. Où ils se mêlent au passé et au présent, mais aiment plutôt revenir au passé caché et imposer ces délits à toute la société, plaçant tout ce mal sur les épaules des religions

Les personnes qui appellent à ne pas promulguer une loi contre la violence domestique sous prétexte de «<< démanteler la famille >> alors qu'elles démantèlent des familles en tuant des femmes, en violant une fille, en déplaçant et en tuant des enfants, ne peuvent être acquittées. En effet, la question de la détention d'enfants coupables la pratique du meurtre en tant que mineurs n'est pas terminée et ils ne peuvent pas être condamnés à mort! Et tout cela n'est pas sauf parce qu'elles craignent la capacité des femmes à agir contrairement à ce qu'elles offrent à la famille, alors elles ont recours à la résolution de ses résultats en le tuant rapidement et en le fabriquant comme s'il s'agissait d'un meuble de la maison qui il a suivi et multiplié le crime en l'altérant: qu'elle "s'est suicidée" et qu'ils ne se permettent pas de penser cinq minutes que cette capacité est l'autre moitié De leur capacité en tant qu'hommes, et s'ils détruisent les sociétés, sa cause grande et enterrée est cette destruction de la capacité des femmes car elles sont une machine entre leurs mains qui ne convient que pour satisfaire les instincts sexuels masculins afin d'obtenir la succession et le service gratuit uniquement parce qu'elle est féminine! La violence gratuite est pratiquée contre les femmes à travers des coups, des insultes, diffamation et meurtre. Le Code pénal ne punit pas les hommes pour ces crimes, mais leur donne les portes pour se débarrasser de leurs responsabilités, comme en témoignent les informations données par le Conseil supérieur de la magistrature, où «<< au cours de l'année écoulée, le tribunal a enregistré 270 des cas de violence et a rendu de nombreuses décisions contre les auteurs de ces actes. "" Certains des

jugements équivalaient à un simple emprisonnement contre les maris qui maltraitent leur femme. La violence est brutale et la responsabilité est atténuée de toutes les manières, comme nous le voyons, en utilisant des normes dépassées et modèles tribaux et leurs patriarques. Les lois de la situation nationale et internationale parce que les lois en vigueur soutiennent clairement le .contournement

Ces mêmes violateurs de droits continuent de priver les femmes de leur droit à la garde de leurs enfants par leurs misérables tentatives de modifier l'article 57 de 1959 de la loi sur le statut personnel, alors que les hommes en Iraq témoignent de la légitimité croissante de l'escalade de la violence à l'égard des femmes et de ses formes diverses Mécanismes de mise en œuvre de quotas qui violent la nouvelle constitution. Autrement dit, ce dernier trébuche avec des opinions hostiles à la libération des Irakiens de schémas éloignés de la civilisation, malgré le fait que la constitution est la loi fondamentale et viole clairement son interprétation avec des lois et des décisions injustes, comme cela se passe maintenant sur le projet contre violence domestique, frappant l'article 29 de la nouvelle constitution de peur de bousculer l'autorité masculine qui se donne le droit de tuer Une femme ou un enfant, comme si c'était la préoccupation de tout chef de famille qui jouit du mobilier de sa maison à sa guise , et certaines femmes chefs de famille ne sont pas non plus exemptes de ce malheur, qui se comportent à égalité avec les hommes dans l'exécution de certains crimes, malheureusement pour leur gaspillage du sens de la maternité et .de ses avantages humains en échange d'une extraction défectueuse

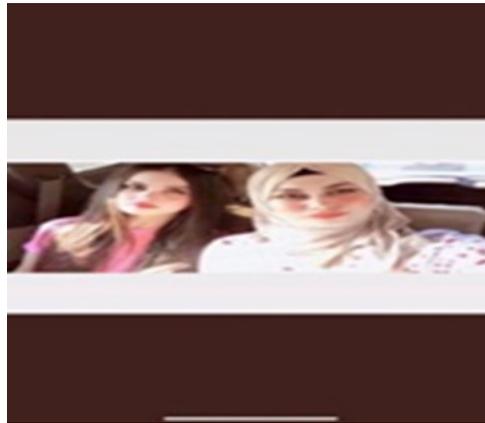
Il y a des objections contre une loi consacrée à la violence domestique, qui pourrait contribuer à faire face à certaines des catastrophes causées par les conditions inhumaines dans lesquelles le peuple irakien a été placé au cours des trois dernières décennies et à ce jour, au cours desquelles l'Irakien a gagné «la morale d'une guerre après-guerre», déroutant les citoyens comme ils le sont Les diverses autorités laissent l'analyste, le législateur et d'autres personnes être fiers d'une objection pour s'opposer en elle-même, par celui qui est conscient de la même que celui qui ignore le projet de loi contre la violence domestique même sans la connaissance requise du contenu de la loi, qui n'est rien d'autre qu'une interprétation juridique de l'article constitutionnel susmentionné et ne représente ni l'Ouest ni l'Est, le Sud ou Nord! C'est, tout simplement, une .manière légale de traiter l'âme violente avant la personne qui a subi des violences



Manifestations de libération pour promouvoir les principes de la jeune démocratie, qui doit être fondée sur l'égalité et la justice.

Hammurabi Human Rights Organization exhorte les autorités et les législateurs irakiens à entendre leur communauté gémir sous le joug des violations et de manière très violente. Les responsables de ces violations flagrantes. Alors que les moyens de rendre des comptes se trouvent dans la Constitution et les lois en vigueur , et les personnes influentes les dépassent.

Cela ne fait-il pas partie de la faille des lois qui sont dépassées depuis longtemps et qui ne sont plus en mesure de dissuader les crimes de manière proportionnelle et d'obtenir justice



Ce criminel a tué

! Ses sœurs jumelles Hawra et Zahraa pour prouver qu'il est un homme et qu'il peut encore arriver

Quelle éducation et quel esprit une masse d'égoïsme aveugle, avec quel droit se donne-t-il le droit de se débarrasser des autres? Ce crime s'est produit à Sadr City, à Bagdad, en décembre 2020

En Irak, au lieu de protéger les antiquités, il a été transformé en cimetières secrets pour les femmes!

Il semble que le gouvernorat de Dhi Qar occupe la première place dans le meurtre de femmes, et le crime est doublé en tuant des femmes puis en tuant le patrimoine irakien en transformant les sites archéologiques en cimetières secrets! Voici de nombreuses questions et de nombreux doutes sur ce que les Irakiens modernes entendent par les responsables de "la souveraineté du pays" ou de l'Etat de droit?! À travers les histoires susmentionnées, qui ont été couvertes par Al Jazeera Net et d'autres médias sociaux, et qui ont été reflétées dans ce rapport, notamment:

Il n'y a pas de date précise pour laquelle ces collines ou sites archéologiques voisins ont commencé à être transformés en sépultures secrètes pour les femmes

Ils sont tués dans un lavoir pour la honte, mais ces endroits ont été re-évoqués après le dernier incident du meurtre de deux sœurs du district d'Al-Batha (40 km à l'ouest de Nasiriyah) au début du mois de mai, lorsque leur famille les a tuées parce que ils ont fui à l'extérieur du gouvernorat et ont été séduits par un jeune homme de Kirkouk

Abu Ali Nasser, un habitant du district d'Al-Batha, dit que ces collines entourées d'eau sont localement appelées les Ishanat lavant la honte, et elles sont particulièrement présentes dans le district d'Al-Batha, en particulier dans plusieurs zones telles que «Al- Rafi'i, Ain Sa'id et Al-Basir », et dans ces endroits il y a des collines archéologiques en abondance.

Abu Ali a ajouté à Al-Jazeera Net qu'il n'y a pas d'endroit spécifique pour enterrer les corps des assassinés, car chaque clan a un monticule ou deux pour enterrer les femmes, mais en général, personne ne divulgue le lieu d'inhumation sauf pour la famille. concerné par l'accident! Est-ce raisonnable alors que la majorité des autorités irakiennes sont aux mains de politiciens des régions du sud? . Et où sont les gouvernements locaux, et ne savent-ils pas que ces crimes, c'est-

à-dire tuer des gens et tuer le patrimoine, sont des crimes contre l'humanité et ils devraient être tenus responsables, non seulement envers les auteurs et les responsables, mais devant les deux témoins? qui sont irresponsables silencieux à leur sujet? Sinon, que signifie la responsabilité de gérer un certain lieu?

"Ce n'est pas la première fois que des femmes sont tuées dans ces zones, car ces lieux se sont transformés en collines de péché, selon ce que certains habitants appellent là-bas, et il n'est pas permis de parler de cette question ou d'ouvrir ce sujet, car tout ce qui y est lié est généralement nié. "Comment est-il possible de garder le silence indéfiniment sur cette impunité pour les auteurs de meurtres contre des femmes et le plus souvent parce que c'est ce qu'il a dit, et c'est ce qu'il dira. le cas de l'une des scènes et incidents de lavage de déshonneur, alors qu'une des filles d'un pays sortait chercher de l'eau à un parent de la rivière A, le fils des voisins la rencontra et la salua, elle lui répondit et alla, leur Une autre voisine l'a vue et a dit à son frère qui l'a tuée, puis l'a mis dans la salle de bain et a mis le feu à son corps, en disant: «Je sais qu'elle n'a pas fait d'erreur, mais que dis-je à ceux qui l'ont vue quand elle a rendu la paix à cet homme! "Je veux dire! Cette martyre de la paix a moins de valeur aux yeux de son frère que les paroles des autres!? Alors que l'enfant est innocent ... ce sont des conséquences naturelles du code pénal masculin qui délivre les femmes vit à la brutalité des coutumes et des traditions. Il semble que même la police n'interfère généralement pas dans le dossier des crimes d'honneur et n'efface pas la honte lorsque le crime se produit, comme il le dit. Un responsable de la sécurité pour Al-Jazeera Net, et il y a pas de statistiques Ils sont précis en ce qui concerne le nombre de crimes commis dans le gouvernorat de Dhi Qar, mais ils sont plutôt inclus dans les cas de suicide dû à la pression tribale.

Il ajoute que les enquêtes trouvent souvent des preuves indiquant l'existence d'un cas de meurtre, mais le dossier est fermé et un cas de suicide est enregistré, donc l'affaire se termine, et c'est ce que nous trouvons dans de nombreux corps de femmes assassinées, et récemment années, il y a eu une augmentation du nombre de suicides, dont la plupart sont des cas. La loi irakienne prévoit une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de trois ans pour quiconque surprend sa femme ou l'un de ses proches en cas d'adultère, ou la trouve dans un lit avec son partenaire et la tue sur-le-champ, ou en tue une. contre eux ou les a agressés ou l'un d'eux pour une agression ayant entraîné la mort ou une invalidité permanente. Il n'est pas permis d'exercer le droit de se défendre contre quiconque bénéficie de cette excuse, et les dispositions relatives aux circonstances aggravantes ne s'appliquent pas à lui. . C'est la preuve de la légitimation de cette virilité négative fondée sur la discrimination raciale due à la différence sexuelle, qui est la cause profonde de l'augmentation de la violence et du déclin de la société irakienne à tous les niveaux. Mais ô êtres humains, un lavage pour quoi que ce soit? Ce n'est pas le nom correct pour ces crimes, mais c'est plutôt le cas, et l'auteur tache les mains de sang, qu'est-ce qui est entrelacé et la laideur d'éliminer si facilement des vies humaines, en utilisant toutes sortes de violence comme solution? Encore une fois, où est la conscience de la justice d'instruction de replier des dossiers souvent innocents, et il est préférable que le criminel n'échappe à la sanction que parce qu'il est mentionné !! Que quiconque se considère responsable dans la société soit conscient que cette sauvagerie imprimée suffit à elle seule à faire de la non-stabilité de la société une chose permanente et une base pour une nouvelle régression à tous les niveaux car elle est codifiée par des textes juridiques, des pensées et des traditions qui, ensemble n'ont d'autre rôle que la destruction de l'humanité, et le croyant sait que cela représente l'infidélité en particulier: contre Dieu lui-même, créateur de l'homme, puis contre lui-même, en plus de tous les intéressés. En

tant que criminel, cela comprend tous ceux qui ont participé à ces crimes brutaux de quelque manière que ce soit, que ce soit la pensée, la parole, l'accusation, l'incitation, etc.

L'enquête sur la santé de la famille en Irak pour l'année 2006/07 a révélé qu'une femme iraquienne sur cinq est exposée à la violence domestique physique. Selon l'étude du ministère du Plan de 2012, au moins 36% des femmes mariées ont déclaré avoir subi une forme de préjudice psychologique du fait de leur maris et 23% des violences verbales, 6% des violences physiques et 9% des violences sexuelles. Compte tenu de la violence systématique contre les femmes au cours de cette année sanglante, en plus des catastrophes de violence domestique dues à Corona, sans aucun doute, les taux de violence mentionnés ci-dessus sont des dizaines de fois plus élevés qu'il y a des années auparavant.

Hammurabi Organization note qu'il n'y a pas d'autre moyen que de travailler pour changer la mentalité sociétale actuelle. C'est pourquoi les législateurs ne devraient pas être avares en légiférant des lois qui servent la réforme d'une manière plus humaine imposée à l'origine par la constitution, comme le montre clairement l'article 29: Premièrement:

A La famille est la base de la société et l'État préserve son entité et ses valeurs religieuses, morales et patriotiques:

B - L'Etat garantit la protection de la maternité, de l'enfance et de la vieillesse, il prend en charge les nourrissons et les jeunes et leur fournit les conditions appropriées pour le développement de leurs talents et leur éveil.

Deuxièmement: les enfants ont droit sur leurs parents à l'éducation, aux soins et à l'éducation.

Troisièmement: les parents ont le droit sur leurs enfants d'être respectés et soignés, en particulier en cas de besoin et de handicap

Et vieillir.

Quatrièmement: l'exploitation économique des enfants est interdite sous toutes ses formes et l'État doit prendre des mesures pour les protéger

Toutes les formes de violence et d'abus au sein de la famille, de l'école et de la société sont interdites.

Malheureusement, il y a de nombreux cas que nous voyons quotidiennement à la croisée des chemins à Bagdad et dans les gouvernorats d'enfants et de femmes victimes de toutes les formes d'exploitation. Les initiatives actuelles du gouvernement ne sont pas suffisantes pour répondre à un phénomène qui est témoin d'une escalade de la violence et d'une nombre d'entre eux sont jugés comme mettant fin à leurs jours, enfants ou femmes, et les jettent à la rue. A non Cela est dû au manque de mécanismes appropriés pour appliquer les lois d'une manière humaine qui préserve le droit à la vie et le droit à la vie. le droit de jouir de tous les droits naturels et acquis et de préserver l'égalité humaine pour agir avec justice face au phénomène? Un tiers de la population iraquienne vit maintenant en dessous du seuil de pauvreté (le rapport du Blakrist Jenin du Secrétaire général des Nations Unies), et la pandémie Corona a ajouté à une escalade inimaginable de la violence.

Ceux qui voient le projet de loi sur la prévention de la violence domestique devraient se blâmer pour la marginalisation de cet article (29) clair de la constitution, être conscients de son importance et faire face à toute forme d'exploitation et de violence avec un projet de loi spécial et afin de présenter à la société une vaste campagne de lois contre la violence, la dureté et le gaspillage légitime contre les droits de l'homme dans Un pays qui a établi la première règle de législation dans le monde, qui était de protéger les droits de l'homme, puis d'instaurer la justice, et non d'établir plus d'autoritarisme à la dépense de la dignité du citoyen.

احصائية طغور الزواج وحالات الطلاق لشهر تموز / ٢٠٢٠

الطلاق	الزواج		اسماء رياضات المحاكم للمناطق الاستثنائية الاتحاديّة
	حالات تصديق الطلاق الخارجي	تصديق طغور الزواج الواعية خارج المحكمة	
٩٢	٢٢١	١٨٨	٢٣٦٨
١٥٨	٤٥٦	٢٤٢	١٨٤٢
٥	١٣	١٣٨٤	١٦٠٢
٢٦	١٢١	٥٨	١٦٤٣
١	٧٨	١٧٥	٢٧٩
-	٦٤	-	١٣٩٦
٩	١٤	٨٧	٨٤٩
-	٨	٧٤	٩٠٥
٥٧	٨٥	٤٣	١٨٩٧
-	٢٦١	٣١٧	١٢٧٠
-	٥٧	٩٠	١٣٥٠
٧٩	٥٨	٣٨	١٣٢٢
١	٦٤	١٣٧	٨١٠
٣٠	١٣	١١	١١٧٨
-	١٣	٩٧	١٣١٦
-	٣٨	١٠٥	٩٩١
٤٥٥	١٥٥٢	٣٠١٢	٢١٠٣٨



احصائية طغور الزواج وحالات الطلاق لشهر تشرين الثاني / ٢٠٢٠

الطلاق	الزواج		اسماء رياضات المحاكم للمناطق الاستثنائية الاتحاديّة
	حالات تصديق الطلاق الخارجي	تصديق طغور الزواج الواعية خارج المحكمة	
٣٦٥	١١٩٤	٤٣٢	٤٨٨٤
٦٢٦	٧٣١	٥٣٤	٣٥١٣
٣٥١	٢٩٧	١٨٣٩	١٦٢٩
٢٨٠١	٢٨٢	٨٢	١٩٠١
٢	٢٧١	٢٥١	٢٨٣٤
١	٣٣٩	٤٧	١٦٤٧
٣٤	٢١٣	١٥٠	١٣٥٣
٨	٤٣٢	٢٨٣	٢٠٠٣
٢٩٧	٣٣٩	١١٥	٢١٠٠
٧٧	٣٣٩	٤٧٩	٢٣٦٢
٣	١٦٤	١١٣	١٤٣١
١٧٦	٢٠٦	٦٧	١٩٦٧
٧	١٦٢	١٨٥	٨٩١
١٣	١٠٠	١٤٣	١٠٠٠
-	٤٥٠	١٨٦	١٥١٣
٤٠	٣٧٤	١٦٥	١٥٥٠
٢٢٨٠	٥٩٦٥	٥٠٩٨	٣٢٠٠٨



Statistiques judiciaires suprêmes

Ce phénomène, qui aboutit souvent aux conditions les plus violentes, nécessite de garantir la disponibilité de foyers pour les femmes victimes de violence dans tout le pays, de renforcer les services médicaux et les services de soutien psychologique fournis aux victimes, ainsi que des services de conseil et de réadaptation, en garantissant un financement adéquat. pour ces services et leur accessibilité, la présence de personnel formé et un suivi régulier de leur qualité. Bien que les partis au Parlement considèrent cela comme une pierre d'achoppement dans la manière de légiférer la loi contre la violence domestique, cela reste la solution la plus appropriée et la plus humaine pour restaurer la dignité perdue et imposer une formation sur le respect des droits violés, et pourquoi il n'y a pas de possibilité de réconciliation après guérison et dialogue humain à la lumière d'une loi qui protège le droit à l'égalité en justice.

Le report de l'approbation de cette loi entrave le processus de réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, ainsi que le développement national global et la consolidation de la paix, ainsi que la persistance des stéréotypes discriminatoires auxquels sont confrontées les femmes et les filles appartenant à des minorités ethniques, en particulier les femmes iraqiennes

d'origine africaine, Les femmes yézidis, turkmènes et chrétiennes souffrent du fait de l'injustice et de la marginalisation persistantes à leur rencontre.

Recommandations

Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme appelle le gouvernement irakien à assumer ses responsabilités officielles devant le peuple irakien et à redoubler d'efforts afin de réduire, sinon l'ensemble du système judiciaire, de réduire la criminalité endémique motivée par la discrimination raciale, en particulier contre les femmes, et ce qui s'est passé contre la jeunesse montante de la place Tahrir et ailleurs, et il recommande

- Responsabilité sérieuse des auteurs d'enlèvements et de meurtres, afin d'établir la justice, à partir de leur emprisonnement

- Abolir les lois qui perpétuent la violence à l'égard des femmes, y compris les articles mentionnés ci-dessus dans le code pénal et autres

L'inclusion des femmes à égalité de droits avec les hommes dans la gestion de leur pays, notamment au niveau de la prise de décision

- L'inclusion des femmes, dans la mise en œuvre des obligations internationales de l'Irak, dans les processus de paix et de négociation à tous les niveaux

Créer un mécanisme gouvernemental sérieux pour les femmes dirigé par des femmes pour traiter les questions de genre et la représentation des femmes irakiennes par les femmes irakiennes dans les forums internationaux.

Respecter les conditions des femmes victimes de violence sous toutes ses formes et légiférer sur la possibilité de créer des abris pour les aider à faire valoir leurs droits et réduire la violence à leur rencontre.

Légiférer la loi pour éliminer la violence domestique proposée par le mouvement féministe irakien

- Sans préjudice de l'article 57 de la loi n ° 188 de 1959 sur le statut personnel, qui comprend le droit de garde de la mère.

Mettre en place un projet national général dans lequel les élites sociales, culturelles, médiatiques, religieuses et sécuritaires contribuent à l'adoption d'une approche nationale qui met fin au phénomène de violence qui sévit dans la société irakienne. Les ministères de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique, du travail, des affaires sociales et de la justice devraient également être efficaces dans la mise en œuvre de ce qui est atteint.

À cet égard, Hammurabi Organisation confirme notre volonté de présenter un document de travail qui servira de base à ce projet, à condition que ce projet ne dépasse pas 2021.

De même, les outils juridiques très violents ne fonctionnent pas pour diriger une conscience vivante et humaine, mais restent plutôt une grande source de violence

Hammurabi for Human Rights recommande d'abolir la peine de mort du Code pénal irakien et de la remplacer par d'autres dispositions telles que l'emprisonnement à vie, etc.

Nous concluons en disant que l'année 2020 a été une année très, très violente pour les femmes irakiennes, comme cela a également été le cas dans le reste des pays arabes comme la Jordanie, la Palestine, le Koweït ... etc. atteindre le niveau requis dans les obligations internationales de l'Iraq pour créer une volonté parmi les décideurs de prendre conscience de leur responsabilité quant à l'étendue de leur influence. L'impact négatif sur la société dans son ensemble et le fait qu'ils contribuent à mettre fin au phénomène de la violence, qui a pris une gamme indescriptiblement dangereuse contre les femmes et les enfants. Que les militantes anti-femmes sachent que le mouvement féministe, avec ses partisans masculins, ne restera pas silencieux face à la laideur de ces violations, quelles que soient les circonstances, car quiconque a dit respect

pour les femmes a dit respect pour la souveraineté du pays et l'intégrité de sa force, mais c'est le vrai critère de l'ampleur des progrès réalisés sur les plans culturel, culturel et social.

10- Enfants en Irak

Les droits de l'enfant sont définis comme une branche des droits de l'homme qui vise à assurer une protection spéciale de l'enfant en tant qu'être humain qui n'a pas atteint l'âge adulte et qui a donc besoin de soins. C'est la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC) qui a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989. Cette convention est en vigueur dans presque tous les États membres des Nations Unies, et elle introduit un nouveau concept de droit et l'intérêt supérieur de l'enfant, et en tant que premier texte international officiel, il établit un long développement juridique qui passe de:

Un enfant est un droit soumis à un enfant soumis à un droit.

L'enfance est l'une des étapes les plus importantes de la vie et sa fondation profonde à partir de laquelle commence le chemin de la formation de la personnalité individuelle. L'enfant a besoin de quelqu'un d'autre car il ne peut pas se garantir les droits les plus élémentaires en matière de nourriture, de logement, de vêtements, d'éducation, de divertissement etc .. Et ce sont les choses qui lui garantissent la poursuite de sa croissance physique et psychologique pour l'atteindre, à la possibilité d'autonomie pour la vie d'un être humain. En outre, l'enfant est la base de la construction de la société. Il faut assurer la protection de ses droits et l'élargissement de son enfance loin du besoin, de la pauvreté, de l'ignorance et de l'exploitation sous toutes ses formes, y compris l'endoctrinement des perroquets.

Le nombre d'enfants en Irak en 2018 était estimé à plus de 15 millions et 500 mille enfants, selon les estimations démographiques du ministère du Plan, sur le nombre total de la population, soit plus de 38 millions de personnes. Et selon les indicateurs démographiques, le pourcentage de la population de moins de 15 ans représente plus de 40,5%, alors que le pourcentage de la population de plus de 60 ans ne représente que 5%! Il semble que malgré les âges de la longue histoire de notre pays, notre pays est considéré comme un enfant!

L'autre nuisance est l'exploitation de l'enfance dans l'emploi à un très jeune âge, où la part du travail des enfants dépasse désormais 5% pour la tranche d'âge entre 5 et 14 ans, selon la même source! Quelque chose d'inacceptable dans un pays riche en ressources diverses, les enfants effaçant leur enfance pour nourrir leur famille ou soigner leurs orphelins en raison des guerres et des malheurs causés par divers régimes en échec et sont incapables de planifier pour faire face aux conséquences désastreuses de leurs politiques destructrices. L'Irakien est également habitué à endurer une grande partie du mal qui les conduit au pire. Par exemple, plus d'un cas a été trouvé sur des nourrissons qui ont été jetés par leurs familles dans les rues ou les dépotoirs immédiatement après leur naissance ou à proximité et sur les places sans oublier la mère criminelle qui a jeté ses enfants dans le Tigre, le père criminel qui tué des enfants pendant qu'ils dormaient et l'autre qui a brûlé ses enfants à l'intérieur de la maison, et bien d'autres.

Malheureusement, la scène amère témoigne ici de l'égalité entre les hommes et les femmes, que certains tentent de dénaturer. Aussi, si ces crimes indiquent quelque chose, ils indiquent que nous sommes une société malade, hommes et femmes, et nous ne pouvons pas nous débarrasser de ces maladies dangereuses sans de vrais traitements pour les raisons sous-jacentes à la réalité amère qui manque de responsabilité pour les criminels et de restauration des droits. privé par des moyens légaux au lieu de permettre à la société irakienne de pratiquer des pratiques violentes

qu'aucun autre pays ne peut nous égaler. Une faute de cet innocent, par exemple, et pas exclusivement, malheureusement?



Un bébé a été retrouvé par les unités de

police du district d'Al-Zafaraniy

La faiblesse du travail gouvernemental, y compris le fait de négliger de mener la réforme des Irakiens aux fins de gérer correctement leurs droits, témoigne de la myopie de tout l'État irakien, qui veut convaincre le travailleur qu'il dirige un pays de manière indépendante et consciente, tout en allouer les budgets sur la base de statistiques discrétionnaires, ce qui produit des chiffres et des tableaux qui ne garantissent pas les vrais chiffres. Affichage depuis le recensement n'a pas encore eu lieu depuis la fin du siècle dernier! Par conséquent, tous ces chiffres sont sujets à interprétation d'une part, et ces interprétations encouragent et cachent la corruption et le gaspillage de l'argent public. Parce que nous ne savons pas exactement combien d'enfants, et la vraie différence entre hommes et femmes, sont autant d'estimations qui ne correspondent pas à l'offre de service réelle, car la vie des enfants comme des adultes est une question émouvante, et il y a ceux qui le sont. nés là-bas qui meurent et les estimations obtenues à partir de certains échantillons ne sont pas fiables et crédibles parce qu'elles sont controversées et discutables. Néanmoins, pour de meilleurs choix pour nous, nous adoptons celui existant, qui, bien que je pense, témoigne des problèmes qui empêchent la plupart des enfants de vivre en Irak. Les tableaux ci-dessous reflètent un peu ce qui existe en ce qui concerne la mortalité infantile et des moins de cinq ans. . Sans aucun doute, entre autres raisons, il y a aussi des mariages précoces de filles qui n'ont pas été physiquement ou psychologiquement préparées pour une grossesse correcte ou qui ont été soumises à la violence domestique en raison de leur immaturité à supporter le fardeau des autres. On voit à travers le taux de mortalité dû à la malnutrition, sans aucun doute, maintenant le pourcentage dépasse 2,9 enfants à partir de 5 ans etc. L'autre chose catastrophique est le taux d'analphabétisme des femmes, 31% le taux d'analphabétisme chez les femmes âgées de 15 à 49 ans aussi ce fléau a augmenté maintenant et est plus une preuve de l'exploitation des femmes depuis l'enfance en les mariant de force comme enfants ou tout simplement en ne leur permettant pas. aller à l'école parce qu'elles sont des femmes Et parmi elles, en premier lieu, elles ne sont pas inscrites dans les registres de l'État à la suite d'accouchements à domicile ou à la lumière des massacres de déplacement, de la vie de déplacement, etc.

Toutes ces situations ne sont traitées correctement qu'après avoir effectué des statistiques correctes et générales pour permettre la détermination du revenu national en fonction du produit national et non selon les plans de ceux qui ne rendent pas compte.

Les indicateurs les plus importants de l'enquête en grappes à indicateurs multiples pour l'année 2018 en Irak

Taux de mortalité infantile pour 1000 naissances vivantes	23
Taux de mortalité infantile moins de cinq ans pour 1000 naissance vivantes	26
Malnutrition (insuffisance pondérale) des enfants de moins de 5 ans	2,9%
Retard de croissance sévère et modéré chez les enfants de moins de 5 ans	9,9%
Émaciation sévère et modérée des enfants de moins de 5 ans	2,5%
Faible poids à la naissance	25,2%
Utilisation contraceptive	52,8%
Travail des enfants (5-14) ans	5%

Le nombre d'étudiants présents pour l'année scolaire 2017/2018
Hommes au stade des femmes au total

Le niveau	mal	femelle	total
Maternelle	103471	99466	202937
Primaire (gouvernemental + famille + religieux)	3286712	2911158	6197870
Secondaire (gouvernemental + familial + religieux) 1	1642736	290803	2933539
Professionnel	38219	11820	50039

Ici, l'Iraq doit prouver sa compréhension du droit international des droits de l'homme en général et des droits de l'enfant de manière ciblée, afin de reconsidérer ses politiques et la manière de mettre en pratique le principe selon lequel l'enfant n'est plus l'objet du droit. , mais aussi en faisant l'objet du droit.

Oui, en Irak, on peut dire que la législation nationale sur les enfants s'est inspirée du droit international et a veillé à protéger les droits de l'enfant, et sur la base de la constitution irakienne de 2005, l'État garantit la protection de la maternité et de l'enfance , et les enfants ont droit sur leurs parents à l'éducation, aux soins et à l'éducation. Elle interdit l'exploitation économique de tous les enfants et l'État prend des mesures pour la protéger et interdit toutes les formes de violence et d'abus dans la famille, l'école et la société. l'État garantit à l'individu et à la famille, en particulier à l'enfant, une vie décente (article 29 de la constitution irakienne). En effet, il

existe de bonnes lois relatives aux enfants qui font partie des bonnes lois irakiennes, y compris .celles liées à leurs droits personnels

Loi n ° 188 de 1959 sur le statut personnel pour avoir un nom, une nationalité, un droit à la - filiation et le droit à la pension alimentaire, à la garde et aux soins, de sorte que l'enfant doit .vivre dans un environnement sain et des conditions de vie

L'article 57 déclare en détail ennuyeux

Article Cinquante-Sept: Dans cet article, l'intérêt de l'enfant est supérieur à l'intérêt des parents, - il n'y a donc aucune plausibilité dans le différend qui l'entoure actuellement. Au moins, c'est le .droit de la mère, qui est d'abord dans l'intérêt de l'enfant

Le législateur irakien a garanti les droits de l'enfant dans la loi n ° 78 de 1980 sur la protection - des mineurs et la Direction de la protection des mineurs se charge de la protection des fonds pour enfants conformément à l'article 101 de la loi sur la protection des mineurs et le contrôle et la surveillance de ceux qui s'occupent des affaires des mineurs, à savoir le tuteur, le tuteur et le gardien, et la préservation et le développement des fonds du mineur sous forme de dépôts dans les banques et de la gestion immobilière Attribuer au mineur ou superviser et contrôler celui qui gère prendre soin de la personne du mineur et prendre soin de lui dans les aspects de sa vie .sociale et académique et les aspects juridiques des intérêts des mineurs

Le législateur irakien, les droits de l'enfant dans la loi n ° 76 de 1983 sur la protection des - mineurs et que l'enquête sur le mineur est menée par le tribunal pour mineurs, et que l'enfant ne peut être arrêté pour violations, et que le procès du mineur a lieu en séance secrète en présence de son tuteur. L'adjonction à un enfant orphelin ou de filiation inconnue conformément aux dispositions d'annexion de la loi sur la protection des mineurs, et parmi les droits de l'enfant figure le droit d'hériter et même le fœtus dans le ventre de sa mère. La part du fœtus dans l'héritage est déterminée dans la division juridique sur la base de la part de l'homme. Pour l'enfant de moins de neuf ans, compte tenu des délits de traite d'enfants dans la juridiction irakienne, et considérant la commission du crime contre l'enfant comme une circonstance aggravante, et l'État garantit que les mesures législatives nécessaires sont prises pour protéger les droits de l'enfant, y compris le droit de l'enfant à l'assistance sociale, la garantie des orphelins et là, le droit de l'enfant à un nom, une nationalité et un nom dans la loi sur la nationalité et le droit L'enfant dans le droit du travail irakien et le droit de l'enfant à l'éducation dans la loi sur l'enseignement obligatoire et la fourniture d'une sécurité sociale pour l'enfant afin d'éviter la situation de sans-abris et la délinquance et créer un rôle L'État, qui a pour objectif de s'occuper des enfants. Si ces services restent insuffisants et que la qualité de leurs performances fait l'objet ..d'un suivi constant

Nous avons visité les sans-abri et la maison de réforme du ministère du Travail et des Affaires sociales à plusieurs reprises, bien sûr, nous avons contribué à améliorer certaines choses, comme l'éducation complémentaire pour les mineurs, etc., ainsi que dans la prison pour femmes, mais les fonctionnaires sont tenus de suivre le rythme du développement et de fournir des opportunités de réformer les gens et de ne pas alourdir leurs peines pendant qu'ils sont dans des maisons de détention ou des prisons. ... et rédiger des rapports périodiques sur les développements dans le .but de protéger les droits et de préserver la dignité humaine en améliorant les performances Si le mineur commet un crime, il est condamné à la détention dans une école correctionnelle pour une période d'au moins deux ans et d'au plus cinq ans si le crime est passible de la peine de mort ou de la réclusion à perpétuité, et de la détention dans une école correctionnelle pour une .période d'au moins un an et d'au plus quatre ans si le crime est punissable

code pénal

Hormis la peine de mort contre les adultes exclusivement et certains articles discriminatoires à l'égard des femmes que nous considérons comme des défenseurs des droits humains, certains d'entre eux doivent être abolis ou modifiés tôt ou tard, il semble que le Code pénal irakien n ° 111 de 1969 soit l'un des les meilleures lois qui détaillent largement les peines qui conviennent aux enfants D'autant plus que le législateur irakien a prévu des garanties pour l'enfant dans le Code pénal irakien, car la loi stipule des crimes liés à la filiation, à la prise en charge des mineurs, à l'exposition des enfants au danger et à l'abandon retirer l'enfant de la garde

Les articles 381 à 407 du Code pénal irakien n ° 111 de 1969 sont indiqués -

Crimes liés à la filiation, dans le détail et l'intention générale, car les dispositions sont très appropriées dans tous les sujets concernés par l'intérêt de l'enfant, y compris le fœtus alors qu'il ... est dans le ventre de sa mère

Malgré tout cela, et si cette question était évoquée dans la question de la situation des chrétiens au début de ce rapport, exhorter à clarifier la violation ressort de nos tâches dans cette question des droits de l'enfant, qui est de l'importance de cette question . Il concerne les lois discriminatoires pour des raisons religieuses dont la loi de la carte nationale n ° 3 de 2016, article 26, qui, en raison de la discrimination religieuse, impose une méthodologie contraignant les mineurs non musulmans à entrer dans l'islam en tant que religion dans le cas où l'un des parents deviendrait musulman. Les parties concernées considèrent cette loi comme une loi injuste et continuent d'exiger qu'elle soit amendée, afin qu'elle donne à l'enfant la possibilité d'achever la construction de ses compétences mentales et de sa capacité à prendre sa propre décision quant à .savoir s'il suit la religion qu'il choisit après atteindre l'âge adulte

Cet article est considéré par les parties concernées comme une violation systématique et continue. Le mécanisme reste pour l'enregistrement continu des enfants mineurs en tant que musulmans selon l'islam de l'un des parents, et l'indiquer dans leurs actes d'état civil à l'insu du mineur, et cela en soi est considéré comme une violation constitutionnelle flagrante en raison de l'application du texte de l'article (26) de » la loi unifiée de la carte nationale », qui a été approuvé par la Chambre des représentants le 27/10/2015. Ici il s'agit d'une violation grave de la Convention internationale des droits de l'enfant, que sa commission demande à l'Irak de révoquer .ces mesures qui violent les droits des enfants

Cet article était une copie reproduite de ce qui figurait dans la loi n ° 65 de 1972 sur l'état civil, telle que modifiée et abrogée, et des dispositions des articles 21 et 20 de celle-ci qui concernent les Iraquiens non musulmans et violent de manière flagrante la Constitution iraquienne de 2005 concernant la liberté de croyance et les principes d'égalité qu'elle garantit dans ses deux documents suivants

Article (2) deuxième, qui stipule (Cette constitution garantit la préservation de l'identité islamique de la majorité du peuple irakien et garantit également tous les droits religieux de tous les individus à la liberté de croyance et de pratique religieuse, tels que les chrétiens, les yézidis et ! les sabéens. -Mandais). Ces enfants mineurs sont également des enfants

-L'article 3 affirme que l'Irak est un pays aux nombreuses ethnies, religions et sectes-

L'article (14) qui stipule (Les Iraquiens sont égaux devant la loi sans discrimination fondée sur le sexe, la race, la nationalité, l'origine, la couleur, la religion, la secte, les croyances, les opinions, le statut économique ou social

L'article (37) Deuxièmement: l'État garantit la protection de l'individu contre la coercition - intellectuelle, politique et religieuse

L'article 41 affirme (les Irakiens sont libres d'adhérer à leur statut personnel en fonction de leurs religions, sectes, croyances ou choix, et cela sera réglementé par la loi

Le code pénal punit également l'abandon familial de la famille tout en codifiant ce crime pour - les enfants de minorités religieuses non musulmanes

L'objectif général de demander la modification de l'article susmentionné est l'intérêt supérieur de l'enfant, la préservation de la dignité des éléments non musulmans et la réalisation de la justice et de l'égalité en supprimant les effets sociaux discriminatoires négatifs et les conséquences du .maintien de cet article en vigueur sur Chrétiens, Mandéens, Yézidis et autres

Cet article viole également un certain nombre d'articles de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, y compris l'article 2

Les États parties respectent et garantissent les droits énoncés dans la présente convention -1 pour chaque enfant soumis à leur juridiction sans aucune forme de discrimination, indépendamment de la race de l'enfant, des parents, du tuteur légal, de la couleur, du sexe, de la langue, de la religion, de l'opinion politique ou autre, de la nationalité ou origine ethnique ou statut social, richesse, handicap, naissance ou autre

Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour garantir que l'enfant est protégé -2 contre toutes les formes de discrimination ou de punition fondées sur la position de ses parents, tuteurs légaux ou membres de sa famille, ou de leurs activités, opinions ou convictions .exprimées

Article 12 de la Convention internationale des droits de l'enfant: «qui stipule:« Les enfants -3 - ont le droit d'exprimer librement leurs opinions et leurs sentiments sur les questions qui les concernent. Les adultes doivent les écouter et prendre leurs opinions au sérieux

La loi des droits de l'enfant est définie comme le point où la loi se recoupe avec la vie d'un enfant. Cela inclut la délinquance juvénile, en tenant compte des principes juridiques des enfants impliqués dans le système de justice pénale, une représentation appropriée, des services efficaces, des soins et une protection des enfants par l'État, en garantissant l'éducation de tous les enfants sans distinction de sexe, d'orientation sexuelle, d'identité sexuelle, origine nationale, religion, handicap ou couleur, race ou autres caractéristiques et soins de santé

Le comité des Nations Unies chargé de suivre la mise en œuvre des dispositions de la Convention de 1989 relative aux droits de l'enfant, que l'Iraq a ratifiée et dont l'Iraq est partie, a ordonné qu'il soit obligé de publier des rapports tous les quatre ans le l'ampleur du développement de l'état de l'enfance en Iraq à tous les niveaux. Pour aggraver la situation des enfants en général, l'Organisation des droits de l'homme de Hammurabi continue de suivre la situation et d'autonomiser les parties concernées par les droits de l'enfant au niveau des secours ainsi que la formation au niveau communautaire ainsi qu'au niveau de la direction. Ceci est basé sur les principes de l'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme de, qui se concentre sur la défense des droits de l'homme, quels que soient son âge, sa religion et ses origines ethniques, et se concentre sur les groupes vulnérables de minorités et autres victimes de diverses situations et .crises

En outre, l'organisation Hammurabi estime que la défense des droits n'est pas des mots à la mode mais des principes qui n'acceptent pas les théories sans actions, de sorte que l'organisation se penche sur la fourniture de services qui lui permettent d'aider à limiter ou si elle n'est pas résiliée, récupère alors ce qu'est possible de des droits bafoués. Ceci est fait moyennant la surveillance, la documentation et la diffusion des violations et la sensibilisation. Outre les secours nutritionnels, les soins médicaux, les vêtements, la formation et la réadaptation psychologique et même la participation et la mise en œuvre de la reconstruction des logements des écoles et des universités

et d'autres services qui ont été détruits ou violés. Le dernier exemples d'écoles L'organisation Hammurabi a pris la responsabilité de reconstruire la première école de Qaraqosh qui a été détruite par l'État islamique lors de son invasion des régions

La plaine de Ninive entre 2014 et 2017, après avoir persuadé un groupe d'organisations humanitaires et une Région de France de soutenir ce projet gouvernemental que Hammurabi s'est portée la responsabilité de restaurer l'un des droits fondamentaux des enfants d'une certaine région dont les droits sont bafoués de manière flagrante. Outre la restauration de ce droit fondamental, le projet a effectivement contribué à inciter les populations de la région à rentrer et à participer à la reconstruction de leurs maisons, et ainsi faire évoluer progressivement la situation de la destruction totale au début de la reconstruction de la ville, comme l'indique le bonheur des enfants à rouvrir leur école après l'achèvement des travaux de reconstruction avant la rentrée scolaire officielles de septembre 2020



Cette école de nouveau a vu le jour ce qui a certainement rajouté a la stabilisation de (Qaraqosh)





L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration des droits de l'enfant le 20 ' novembre 1959 dans la Résolution 1387 - Principes des droits fondamentaux qui permettent une «enfance heureuse», étant donné que l'enfant, «en raison de son manque de physique et d'intellectuel maturité, a besoin d'une protection spéciale et de soins spéciaux, en particulier . "une protection juridique appropriée. "Naissance et après

La compréhension des droits de l'enfant est nécessaire en tant que droits de l'homme qui s'appliquent à tous les êtres humains de moins de dix-huit ans (sauf si, en vertu de la loi qui leur est applicable, l'âge de la majorité est atteint plus tôt). Les jeunes ont droit à une protection et à des soins, à maintenir un lien avec leurs parents biologiques, à conserver une identité humaine, à satisfaire leurs besoins nutritionnels de base, à une éducation financée par l'État, à des soins de santé et à des lois pénales adaptées à leur âge et à leur développement. . Les droits de l'enfant prennent en considération la vulnérabilité de l'enfant et la nécessité de son développement. La portée des droits de l'enfant va de l'indépendance à la protection contre la .violençe physique et psychologique

Cette limite d'âge semble être violée dans de nombreux pays du monde, en particulier en Iraq. Les enfants sont battus et exposés à divers types d'injustice au nom de l'éducation et de la "discipline" comme s'il s'agissait de meubles appartenant à des personnes souvent dépourvues d'amour parental. , tendresse et gentillesse maternelles requises sur le chemin de la croissance humaine, qui dans toutes ces exigences humaines varie: des animaux ou des objets inanimés, on voit des nourrissons se faire jeter, et les plus grands d'entre eux quittent même leur force quotidienne pour le trouver dans les ordures. Les observations et directives de l'Organisation des Nations Unies lors de la présentation du rapport de l'Iraq sur l'enfance étaient conformes aux engagements de l'Iraq vis-à-vis de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les notes et recommandations ne cachaient pas la référence au fait que l'Iraq n'avait pas fourni ce qui pouvait être offert aux enfants .. L'exploitation effrénée des enfants en termes d'emploi commence à un très jeune âge de cinq ans? Ceci en soi est une violation de l'enfance et la procréation n'était pas dans le but de soutenir la race humaine, mais plutôt un accident résultant d'un plaisir sexuel sans aucune planification qui profite au nouvel être! Ce type d'abus

semble avoir des conséquences plus graves que les prisons et autres moyens qui soutiennent le renversement de la dignité humaine, car la victime continuera à vivre en tant que victime, et il n'y a aucun partisan de ce qu'elle a perdu en termes d'éducation, de famille, l'amour, l'éducation et la croissance correcte requise par l'environnement humain. Il a été le premier avec les Irakiens, et après la dévastation qui a laissé de nombreux orphelins et ceux qui souffrent de la dureté de la vie dans un pays qui normalise la violence et la légalise contre les groupes les plus vulnérables, il a été le premier avec des politiciens légitimes à parler et à rivaliser. dans la réalisation de «l'amour de la famille» au lieu de lutter contre la violence domestique. Parce que le premier élimine la violence domestique de manière profonde et automatique. Quant à la seconde, elle aboutit à la violence sous toutes ses formes, et il n'est pas possible d'aboutir à un résultat positif tant qu'il y a foi dans la violence comme moyen de réforme. Alors que toute violence conduit une personne à reculer et préfère les mécanismes retardés pour échapper aux moyens d'identifier et de corriger les conséquences de la violence domestique

Hammurabi appelle et recommande aux différentes autorités de s'acquitter pleinement de leurs responsabilités vis-à-vis de l'enfance et de la question des droits de l'homme, car les droits sont indivisibles

Hammurabi recommande aux autorités judiciaires et aux spécialistes du droit de rechercher et d'activer les textes internationaux sur les droits de l'homme auxquels l'Irak est partie car une fois que l'Iraq l'a ratifié et qu'il a été publié au Journal officiel, il est devenu une partie de la loi irakienne tel que Conventions internationales: la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) Convention sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes (CEDEF) sont contraignantes pour l'Iraq, tout comme d'autres textes relatifs aux droits de l'homme ratifiés par l'Iraq, comme la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention pour la prévention de la torture ... etc. Ce sont des outils juridiques qui peuvent être utilisés pour inspirer les lois nationales afin de limiter la violence endémique et l'absence de marginalisation des obligations internationales

Le phénomène de la prolifération des armes échappant au contrôle de l'État-10

La propagation de la tuberculose est visiblement en dehors de l'autorité de l'État, menaçant son existence, bien que les gouvernements irakiens successifs depuis 2003 et jusqu'à présent aient parlé de restreindre les armes aux mains de l'État, et cela faisait partie des priorités de leurs programmes gouvernementaux, mais nous n'avons trouvé aucun progrès dans ce domaine, ce n'est qu'un facteur d'apaisement et de temps passé à calculer la stabilité de l'Irak

Alors qu'en Irak, il a été documenté que les armes étaient utilisées à grande échelle en dehors de l'autorité de l'État, et la question s'est développée d'opérations individuelles à de grandes opérations organisées pour utiliser des armes dans les conflits tribaux, ce qui confirme l'absence de l'état de droit en Irak. et le manque d'institutions étatiques pour protéger les citoyens, ce qui signifie un échec complet du gouvernement à s'acquitter de ses devoirs constitutionnels et juridiques les plus importants de garantir la sécurité et l'ordre

Ainsi, les gouvernements irakiens successifs ont été incapables de contester et de réduire le phénomène des armes incontrôlées échappant au contrôle de l'État

Le pouvoir des factions et des clans armés est devenu au-dessus de l'État, ses lois et les manifestations de la prolifération illégale des armes en dehors du cadre de l'État sont

Groupes armés où les forces politiques et les partis possèdent des factions armées sous des -1 noms différents et gardent toutes sortes d'armes en dehors du système de sécurité et de défense de l'État. La gravité de cette réalité n'affecte pas la sécurité des citoyens et ils sont victimes de meurtres commis en plein jour. Les pertes sont plutôt causées par des missiles visant des missions diplomatiques et des ambassades, comme cela se produit dans la zone verte contre l'ambassade des États-Unis. et d'autres choses, ce qui conduit à une déstabilisation continue de la sécurité des diplomates et des relations de l'Iraq avec les pays concernés, le fardeau du gouvernement irakien plus De pertes matérielles et morales résultant de la violation des obligations de l'Iraq de fournir une sécurité imposée au niveau international pour protéger .les intérêts d'États avec l'Iraq sur son territoire

Arme de clan: Les clans avaient un rôle de premier plan dans la préservation de la structure -2 sociale et leur rôle dans l'assistance à l'État et l'établissement de la sécurité dans les zones de sa présence, mais la possession d'armes et leur large diffusion parmi leurs membres représente un grand danger, surtout dans les conflits de clan qui se produisent entre eux. À peine une semaine se passe à moins qu'il n'y ait un conflit de clan dans lequel diverses armes légères, moyennes et parfois lourdes sont utilisées pour résoudre ces conflits, ce qui entraîne de grandes pertes en vies et en biens, ce qui constitue un défi clair pour les institutions étatiques .et le règne de loi

Gangs organisés et organisations terroristes: Ces gangs utilisent des armes dans toutes leurs -3 .opérations, que ce soit pour tuer, kidnapper ou voler

La majorité des membres de la société irakienne possèdent des armes légères pour leur -4 protection personnelle: cela est contraire à la loi et constitue une menace pour la stabilité de la .société, car les comptes sont réglés avec des armes au lieu de la loi

La diversité des armes s'est accrue malgré la libération de l'Iraq du soi-disant État islamique -5 (EI) et les appels au confinement des armes entre les mains de l'État, alors que le ciblage des camps, les assassinats et les menaces se poursuivaient, le processus d'armement des factions augmenté et leurs munitions se sont diversifiées. Le commerce des armes sans licence s'est propagé en Iraq pendant trois décennies de guerres continues et d'affrontements armés, tant .externes qu'internes

Le commerce des armes est devenu prédominant non pas sur les marchés clandestins et médiatisés, mais même sur les sites de médias sociaux qui vendent, achètent et échangent des .armes

Ne pas confier les armes aux mains de l'État est un véritable dilemme et menace l'État lui-même. Par conséquent, nous avons besoin d'une administration nationale, de décisions et d'applications courageuses et résolues afin de sauver l'État irakien des manifestations du chaos des armes et des dangers. de leur non-contrôle, parallèle et affaiblissement de l'Etat, et l'Etat peut faire face au phénomène de prolifération des armes en dehors de l'Etat par les étapes - :suivantes

Campagnes de sensibilisation des citoyens à travers les médias, les médias sociaux et les -1 plateformes religieuses concernant le danger de posséder et d'utiliser des armes pour la stabilité de la société et la nécessité de remettre leurs armes à l'État même si c'est en échange .de récompenses financières et de cadre un calendrier strict pour un désarmement complet Interdire toute forme de trafic ou de possession d'armes sauf avec une autorisation officielle -2 .très limitée

Exhortez les clans à rendre les armes et à recourir à la loi en cas de différend entre eux-3
Établir des procédures et des sanctions sévères pour les propriétaires de pages de vente et de-4
.circulation d'armes, car elles facilitent et propagent le meurtre dans la communauté
La société doit augmenter la peine avec la propagation des armes et leur utilisation, car la loi -5
n ° (51) de 2017 a réduit la peine pour la manipulation d'armes d'un crime à un délit. L'État est
responsable en vertu du droit international des droits de l'homme de protéger ses citoyens et
tous les résidents de son territoire, et cette protection ne peut être assurée qu'en activant l'état
de droit et en activant les institutions étatiques responsables de cela, et le gouvernement
irakien est responsable de la mise en œuvre Les obligations de l'Iraq au titre des accords
internationaux signés par lui. Le gouvernement irakien devrait également recourir à des
solutions immédiates, dont la principale consiste à imposer l'état de droit, même par la force,
c'est-à-dire "la force de la loi, et non la loi de la force" pour restaurer le prestige de l'État et la
confiance du peuple, restreindre les armes aux seules mains des agences étatiques et empêcher
leur possession par toute organisation ou partie, et l'application de la loi à tout le monde sans
exception

La réalité de la situation appelle à des sanctions plus sévères pour le propriétaire et l'utilisateur
d'armes illégalement et en dehors de la juridiction de l'État, en particulier avec la prolifération
des armes dans la société et leur utilisation par les clans et les factions armées de manière
significative pour résoudre les problèmes et les conflits dus à la l'incapacité des agences
.étatiques à résoudre ce problème, et à la suite de ces conflits, les parties en conflit sont mortes
La nouvelle législation donne un large espace pour les détails de l'autorisation de possession
d'armes et ne donne pas suffisamment d'espace pour les moyens de combattre les armes dans
la société

La nouvelle loi a également réduit la peine pour la circulation des armes, contrairement aux lois
précédentes, car le crime de possession d'armes était considéré comme un crime, alors que
dans la nouvelle loi il était considéré comme un délit. Par conséquent, la loi sur les armes n ° 51
de 2017 doit être reconsidéré et amendé pour réglementer la possession, fixer les conditions
réglementaires et interdire de manière absolue le port d'armes. Pour les forces non armées et
de sécurité. Et resserrer la peine pour possession et trafic d'armes, pour former un facteur
dissuasif, et pour édicter une loi qui s'élève au niveau d'ambition dans un pays exempt d'armes
en dehors du cadre de l'État, et ainsi l'État atteint ses objectifs de assurer une vie sûre et digne
au citoyen

11- Crime organisé et traite des êtres humains

Le crime organisé a de graves effets économiques parce que les parties impliquées dans celui-ci
visent à réaliser des gains financiers illégaux ou à blanchir de l'argent illégal, ce qui affecte
l'économie de l'État et affecte le revenu national ainsi qu'un effet sur le côté politique en
affectant et en faussant le régime démocratique. traiter. Sur le plan social, ce crime conduit à la
corruption dans la société et porte atteinte aux valeurs morales de celle-ci, en plus d'affaiblir les
services de sécurité face à eux.

Parmi les principales raisons de l'émergence de ce crime est la faiblesse des systèmes juridiques
en place dans le pays, qui pousse les gens à recourir à la revendication de leurs droits par la
violence et des méthodes illégales, l'effondrement du système de valeurs morales dans la

société, le fossé grandissant entre les classes de la société, la corruption endémique en elle, ainsi que les guerres et la lutte pour le pouvoir.

Le crime organisé a conduit à une augmentation de la prévalence de l'abus de drogues parmi les différents groupes d'âge en Iraq, en raison du chômage, de la corruption et du contrôle de certaines milices sur les points de vente frontaliers qui sont facilement poreux, en plus de la faiblesse des mesures de sécurité préventives qui étaient une autre raison de la propagation de ce fléau, ainsi que la faiblesse des procédures juridiques dans l'application de la loi sur les personnes arrêtées encourage les autres à poursuivre ce commerce

La drogue la plus courante est la méthamphétamine, connue sous le nom de crystal meth et contenant localement du cristal, et parmi les types les plus courants est l'opium. On l'appelle antidote en Iraq, ainsi que les comprimés de haschich et de stupéfiants. Toutes les drogues entrent de l'extérieur du pays, avec trois ports: Sulaymaniyah, Amara et Bassorah, et c'est à travers des délégations de tourisme religieux et des passeurs qu'ils utilisent les méthodes militaires qui ont été utilisées pendant la guerre Iran-Irak et aussi via le Chatt al-Arab par des bateaux de mer, et maintenant avec le progrès de la technologie, les drones sont utilisés pour transporter les marchandises avec eux à certaines des personnes influentes qui gèrent les opérations de réception et de promotion. Il existe également un indicateur très incertain et dangereux selon lequel des substances narcotiques (pavot) sont cultivées à Babylone, Anbar, Mossoul, Erbil et Sulaymaniyah.

L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme a observé par le biais de ses sources que plus de (734) accusés de trafic et de promotion de la drogue ont été arrêtés à Bagdad uniquement, et qu'il y a un mandat d'arrêt contre (85) autres entre utilisateurs, promoteurs et trafiquants au cours de l'année 2020

L'augmentation de ce phénomène indique que la plupart des utilisateurs se transforment en promoteurs en peu de temps, car ce commerce est en plein essor, ce qui rapporte des bénéfices, en particulier pour les chômeurs, et il existe des informations confirmées auprès des services de police communautaires sur l'abus et la promotion des drogues en l'une des écoles et universités privées de Bagdad, ainsi que la promotion dans certains cafés et cafés avec presque certaines informations. Promotion et abus dans certaines tentes des places sit-in, pendant la période des sit-in, ce qui a augmenté le nombre de jeunes utilisateurs.

Le système juridique irakien impose la peine de mort aux consommateurs et aux trafiquants de drogue, mais la loi sur les stupéfiants et les substances psychotropes n° (50) de 2017 dans son article (27) stipule que: Quiconque importe ou exporte des stupéfiants, des substances psychotropes ou des produits chimiques les précurseurs ayant l'intention de faire du commerce sont punis de la peine de mort ou de la réclusion à perpétuité. Avec elle, alors que l'article 32 de la même loi prévoit que la peine sera une peine d'emprisonnement d'au moins un an et d'au plus trois ans et une amende de pas moins de (5) millions de dinars et pas plus de (10) millions de dinars pour quiconque importe, produit, fabrique ou Il possède, acquiert ou achète des stupéfiants, des substances psychotropes ou des précurseurs chimiques, ou cultive une plante à partir de laquelle des stupéfiants des substances ou des substances psychotropes sont produites ou achetées à des fins de consommation ou d'usage personnel, et la différence entre les deux sanctions est le commerce ou l'abus, ce qui entraîne une différence significative dans les décisions rendues. Selon elle, des juges sont nécessaires ordonner le traitement des toxicomanes dans des centres de réadaptation ou les condamner à une peine

d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans. L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme a suivi une décision non aggravante concernant les trafiquants et les utilisateurs de drogues.

Aussi, la manipulation des témoignages et le contrôle des criminels en les convertissant de trafiquants en utilisateurs en échange d'énormes sommes d'argent, ce qui ouvre la porte à la corruption financière et administrative, il est donc possible d'exiger de modifier la loi ci-dessus avec plus sévères sanctions, de sorte que la peine de mort pour les agresseurs et le commerçant soit la même et bloquant toute faille juridique à laquelle certains recourent. Le danger de ce phénomène réside dans le fait qu'il affecte négativement l'énergie humaine dans la société, directement et indirectement, en particulier les jeunes des deux sexes, ce qui entrave tout effort de développement global de la société. Et c'est l'un des problèmes les plus complexes auxquels notre société est confrontée aujourd'hui. Les médias, en particulier les chaînes médiatiques affiliées au gouvernement, ni les chaînes médiatiques affiliées aux forces politiques n'ont pris aucune mention ni ne formaient une opinion publique pour diagnostiquer les causes du phénomène de la drogue et travailler à y faire face dans les médias au plus au moins pour ses dangereuses répercussions politiques, économiques et sociales, comme si le phénomène n'avait pas une large présence dans le sud et le centre de l'Irak, ainsi que des lacunes statistiques et suivi par les autorités compétentes.

Le tribunal pénal central de la présidence de la présidence d'appel de Bagdad, Fédéral Rusafa, a prononcé une peine de quinze ans d'emprisonnement et une amende de dix millions de dinars à trois condamnés pour le crime de promotion et de consommation de stupéfiants à Bagdad. "Les condamnés ont avoué au stade de l'enquête préliminaire et judiciaire, ils avaient utilisé et promu des stupéfiants avec l'intention d'en faire le trafic. "

"Ils ont été saisis en leur possession (475) grammes de substance stupéfiante en cristal, un numéro de balance électronique (3) et un numéro d'ampoules médicales (45)", le tribunal a estimé que les preuves obtenues étaient suffisantes et convaincantes pour les condamner conformément à les dispositions de l'article 28 / premier de la loi n ° 50 sur les stupéfiants et les substances psychotropes de l'année 2017 et en termes d'abonnement les articles 47, 48 et 49 du Code pénal.

Quant à la traite des êtres humains, elle est définie comme l'acte de recruter, détenir, vendre ou recevoir une personne en recourant à la force et à la coercition ou par d'autres moyens dans le but d'exploiter cette personne. La traite des êtres humains signifie qu'un trafiquant force une personne à faire des affaires ou à fournir des services sans le consentement de cette dernière ou en la trompant. Parmi les formes de traite des êtres humains figurent la prostitution forcée, la détention de passeport et l'exploitation des travailleurs domestiques, par exemple, physiquement ou sexuellement, ainsi que le fait de tromper des enfants ou des personnes ayant des besoins spéciaux pour qu'ils travaillent sans rémunération. La traite des êtres humains peut avoir lieu à l'intérieur des frontières d'un État ou transiter entre un État et un autre.

Le phénomène de la traite des êtres humains en tant que crime organisé se développe de manière significative et notable dans notre société, prenant de nombreuses formes, y compris l'abus de la prostitution ou l'exploitation sexuelle sous diverses formes à travers les cabarets, les piscines, les centres de massage, certains salons de beauté et la traite. dans les organes humains, en plus du commerce de la main-d'œuvre illégale asiatique.

L'Iraq a promulgué la loi n ° 28 du 6 de 2012 pour combattre et limiter les crimes de traite des êtres humains, remédier à leurs effets et punir les auteurs, car ils constituent un grave danger pour l'individu et la société, et un affront à la dignité humaine. Le nombre de réseaux de traite des êtres humains en Irak est estimé à (392), un réseau réparti dans les gouvernorats qui s'efforce d'inciter les femmes à travailler dans la prostitution et d'exploiter les enfants et les handicapés pour qu'ils travaillent en mendiant en plus du courtage dans le commerce d'organes humains. comme opérations de transplantation rénale et hépatique, en plus du commerce de main-d'œuvre étrangère, en particulier de main-d'œuvre domestique et domestique. Les victimes sont recrutées via les plateformes de médias sociaux et leurs courtiers sont situés dans les zones pauvres, les camps de déplacés et à proximité des hôpitaux, en particulier privés. Profiter du besoin, du chômage, de la pauvreté et du besoin.

L'augmentation de ce phénomène à Bagdad et dans les gouvernorats est l'une des raisons de la faiblesse des procédures gouvernementales pour y faire face, bien que les autorités compétentes effectuent des raids et les arrêtent, en particulier les mendiants et les sans-abri, mais ils sont libérés pour des raisons humanitaires. d'abord et le manque d'infrastructures, deuxièmement, pour les réhabiliter et les intégrer dans la société où il y a 2 Un foyer pour sans-abri à Bagdad et le même dans le gouvernorat de Kirkouk. Il y a aussi une maison à Bagdad pour la violence domestique et les victimes de la traite des êtres humains , et le nombre de détenus n'est actuellement que de 12 détenus.

Hammurabi a interrogé M. (Khaa), dont la femme avait une insuffisance rénale qui a nécessité une greffe de rein, et comme il n'y avait pas de donneur à Bagdad, l'une des personnes près des cliniques médicales dans les complexes médicaux est venue Dans le complexe médical du district d'Al-Harithiya, à Bagdad, il est conseillé de se rendre dans le gouvernorat d'Erbil après lui avoir fourni un numéro de téléphone à des fins de communication. Il a été décidé (ONG) de payer 48 millions de dinars pour tous les frais , soit seulement 15 millions pour le donneur et le courtier, et le reste des frais est à la charge du patient. Le médiateur décline toute responsabilité puisque le patient et le donneur pénètrent dans la salle d'opération. Ce réseau a un responsable de sa direction et du personnel pour le suivi des contrôles et autres questions, ainsi que des personnes pour surveiller les mouvements du patient et du donneur en prévision de toute urgence des autorités de sécurité. Les donateurs viennent des personnes déplacées dans les camps de déplacés et aussi des arrivées des camps de refuge du côté syrien. Il y a aussi des personnes enregistrées auprès de ce réseau via les médias sociaux des gouvernorats qui sont amenées en cas de besoin, car ce réseau supporte tous les coûts qui pèsent sur le patient. C'est un exemple frappant du réseau de trafic d'organes humains comme l'un des nombreux réseaux répartis dans les provinces, autres que les réseaux de prostitution et de mendicité. Ce sont des réseaux par lesquels les ressources humaines, financières et morales de l'État .s'épuisent

Les principales raisons pour lesquelles les victimes tombent entre les mains des réseaux du crime organisé sont la pauvreté, la misère, le chômage et l'ignorance de la loi, ainsi que la sécurité et l'instabilité sociétale, ainsi que la faiblesse des autorités chargées de l'application de la loi avec ses procédures et ses finances et la corruption administrative qui a encouragé ces réseaux à étendre leurs activités, et n'oublions pas que la législation juridique doit être révisée pour durcir les sanctions pour être dissuasive. Ils ont notamment la loi n ° 28 de 2012 et le gouvernement responsabilité morale, car la faiblesse de l'infrastructure et le manque de

programmes de réhabilitation pour ses cadres d'abord et pour les victimes ensuite ont rendu ces réseaux plus puissants grâce à des opérations d'extorsion et à la collecte d'argent pour servir les tendances sociales et politiques, et que les médias sont encore faibles grâce à l'éducation contre les risques de criminalité organisée Bien qu'il existe un grand nombre de chaînes par satellite

Des sources de l'organisation Hammurabi rapportent également que ce crime est principalement pratiqué de manière organisée et dirigé par des bandes organisés. Cela se fait également en exploitant le statut juridique des étrangers ou des réfugiés, car ils ne remplissent souvent pas les conditions de résidence, et leur entrée peut se faire par l'obtention d'un visa de touriste, puis les conditions de ce visa sont violées en restant en Irak pour travail, après avoir été accusés par des courtiers d'améliorer leur statut financier et juridique, Ou ils entrent en Irak via la région du Kurdistan et avec un visa de la région, puis ils sont passés en contrebande à Bagdad par la route après les avoir cachés dans des lieux privés, et à leur arrivée à Bagdad, ils sont victimes de la traite, en particulier des femmes parmi eux, car ils sont vendus sans être présentés aux autorités compétentes car ils sont victimes de la traite des êtres humains conformément à la loi visant à prévenir la traite des êtres humains afin de ne pas les considérer comme des victimes pour jouir de leurs droits légaux Au contraire, ils sont victimes de la traite et exploités à des fins de travail et de pratiques sexuelles forcées

Les mêmes sources confirment que l'exemple le plus proche de cela est ce qui s'est passé au cours des deux derniers mois de cette année, avec (7) travailleurs du Royaume du Bhoutan, qui ont été admis dans la région du Kurdistan d'Irak avec un visa de touriste, puis passés en contrebande. à Bagdad et victimes de la traite, et lorsqu'ils travaillaient pour les aider et les expulser car ils étaient, les contrevenants ne facilitaient pas leur travail sans heurts. Au contraire, il y avait des obstacles à l'extorsion, et leur histoire s'est terminée par leur expulsion hors d'Iraq après avoir achevé les transactions de leur expulsion. Ils ne sont pas considérés comme des victimes de la traite des êtres humains, ce qui les prive de la possibilité de jouir des droits qui leur sont reconnus conformément à la loi

L'organisation Hammurabi estime que le crime organisé se développe et se renforce lorsque les institutions chargées de lutter contre la criminalité s'affaiblissent, en plus de l'absence de planification stratégique pour construire la société. Par conséquent, la société irakienne doit être immunisée et protégée contre tous les phénomènes négatifs qui limitent ses chances de mener une vie décente et équilibrée, exempte de toute violation des droits de l'homme par les moyens suivants:

Renforcer les capacités des cadres gouvernementaux dans les agences et ministères concernés afin de poursuivre le phénomène et de le combattre à deux niveaux

Poursuites judiciaires contre les personnes et les mafias impliquées dans ces actes.

Sauvez les victimes, réinsérez-les et réhabilitez-les à nouveau pour qu'elles puissent vivre en sécurité.

Coordonner les efforts des institutions officielles irakiennes, des organisations non gouvernementales et des institutions de la société civile pour promouvoir une action conjointe visant à garantir l'application des lois relatives à la prévention des crimes de traite des êtres humains et l'importance de leur application.

Activer le rôle des institutions éducatives, éducatives et médiatiques dans la lutte contre le phénomène de la traite des êtres humains.

Rechercher des mécanismes pour traiter les victimes en introduisant leurs droits, en les traitant psychologiquement, physiquement et économiquement, et en les réinsérant dans la société en créant des abris pour elles dans chaque gouvernorat pendant la période d'intégration.

12-La situation dans les zones tribales

Il ne fait aucun doute que la stagnation économique et la faiblesse des services dont souffrent les zones tribales ont un impact négatif sur les conditions sociales et de sécurité, et certains poussent à consacrer cette réalité amère aux problèmes et aux conflits parallèles, comme s'il y avait de bonnes conditions de développement économique. et l'existence de services qui sont à la base des droits des citoyens, les conditions auraient changé positivement. Les problèmes et les rivalités dont les zones tribales ont été témoins de temps en temps ont reculé.

L'Organisation Hammurabi pour les droits de l'homme avait confirmé les informations selon lesquelles il y avait une faiblesse manifeste dans l'intérêt des administrations provinciales dans les situations tribales en général, et ces administrations ne se déplacent pas et n'atteignent pas les profondeurs des zones tribales à moins que des problèmes ne surgissent là où le mouvement est principalement la sécurité et pour le traitement et non pour éviter les problèmes, et à cet égard Les élites tribales estiment qu'elles doivent procéder pour résoudre leurs propres problèmes sans recourir aux agences gouvernementales, une situation qui provoque une rupture claire entre les deux parties avec une faiblesse actuelle claire des agences gouvernementales concernées par les affaires tribales au sein de la Direction des affaires tribales du ministère de l'Intérieur.

Les zones tribales sont toujours un lieu d'incubation pour le commerce des armes et des couloirs pour le trafic de drogue. Les mesures prises par les autorités de sécurité pour arrêter les trafiquants d'armes et de drogues servent de scène à leur commerce depuis les zones tribales. La tribu Ces zones se sont transformées en théâtre pour leur commerce interdit, malheureusement, car la répression sécuritaire et les procédures de poursuite restent faibles Et par la compréhension et non par un suivi continu. Leurs maisons se sont transformées en magasins d'armes et de pharmacies parce qu'ils sont loin des yeux de la police.

Selon des informations confirmées, les projets de développement qui avaient été réservés pour la promotion des zones tribales ont été retardés en raison de la corruption ou du manque de liquidités financières en raison du retard des allocations financières. Selon les informations, il y a plus d'une trentaine de projets dans les zones rurales qui ont été suspendus et sont répartis entre .les gouvernorats de Bassorah, Dhi Qar et Missan

Des changements positifs importants ne se sont pas produits en faveur de la diffusion de la culture de la réconciliation entre les clans, car des rivalités éclatent encore de temps en temps dans de nombreuses zones tribales et atteignent le point d'utiliser des armes pour les disperser, et dans le cas où la période entre 1 / Les 1/2020 et 31-12-2020 ont connu des remises Un échange de tirs entre clans dans les gouvernorats de Bassora, Missan, Dhi Qar, Wasit, Samawah, .Diwaniyah, Diyala et Kirkouk

Hammurabi a constaté, grâce à un suivi sur le terrain, que la plupart des rivalités et des disputes survenus au cours des douze derniers mois de l'année 2020 sont une extension des rivalités précédentes, qui n'ont pas pu être résolues malgré certaines interventions du gouvernement et de référence et des médiateurs d'autres chefs de tribus (cheikhs)

Il y a du sang qui coule dans certains de ces disputes, ce qui nécessite une intervention judiciaire décisive du gouvernement, notant que de nombreux dossiers à cet égard sont toujours sur la table du tribunal afin d'être tranchés sur la situation qui a incité certaines parties tribales qui se

considèrent comme ayant des droits et des griefs qui ne peuvent pas attendre longtemps, et ils voient qu'il y a d'autres droits qu'ils méritent légalement et qu'ils doivent reprendre. Un signe ou une écriture placé sur les murs ou sur la porte avec la phrase (recherché par la tribu) est toujours en train de se répandre et de menacer malgré son déclin relatif après les décisions judiciaires concernant la « DAKA » -(un mot irakien pour dire le fait de lancer des balles dans l'aire en signe de menace), comme un acte terroriste dans lequel les auteurs sont soumis à un procès. Cependant, il est devenu clair pour l'organisation Hammurabi, après un examen sur le terrain des querelles qui ont eu lieu, que l'intervention judiciaire ne couvre toujours pas toutes les zones tribales qui sont témoins de ce type de menace, et que ce qui s'était accompli ne dépasse pas un ou deux cas de ces mesures, qui ont eu lieu dans le gouvernorat de Wasit. L'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme note que, l'impact des lois de l'État irakien dans les zones tribales est encore faible. Mais en renforçant ce rôle, les tribus y voient un travail important pour le respect des lois en vigueur, surtout si elles sentent qu'elles font l'objet d'une attention constante et d'un souci constant des administrations provinciales et de la direction générale du gouvernement. Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme estime que l'absence de l'orientation juridique et du développementale gouvernementale vers les zones tribales s'accompagne de la présence d'influences politiques par le biais de canaux sectaires et régionaux et de conflits politiques personnels visant à former un équilibre populaire pour certaines de ces personnalités politiques à travers les achats des consciences. Ou cela, et ces mouvements sont actifs pour contenir les zones tribales, et l'Organisation Hammurabi des Droits de l'Homme a touché des mouvements de ce type en préparation des prochaines élections législatives qui se tiendront en octobre 2021. Il y a une nette négligence des services vétérinaires dans les zones tribales en général, et l'année 2020 a vu la mort de nombreux bétail, vaches et autres animaux de compagnie. Les zones claniques ne sont pas encore soumises à l'autorité gouvernementale pour empêcher la surpêche qui cible le bétail dans ces zones.

12-1 Recommandations:

S'attaquer aux conditions dans les zones tribales et mettre fin aux violations des droits de l'homme qui y sévissent exige ce qui suit:

Accélérer l'achèvement des projets de développement, en stagnant dans les zones tribales.

- Accroître la présence des Ministères de l'Agriculture, de l'Irrigation, de l'Éducation et de la Santé dans ces domaines, en notant qu'il y a une sérieuse faiblesse dans les services dont les citoyens ont besoin dans les domaines économiques, les quotas d'eau agricole et l'éducation si les écoles manquent de nombreux moyens nécessaires pour les faire progresser en plus du manque de centres de santé

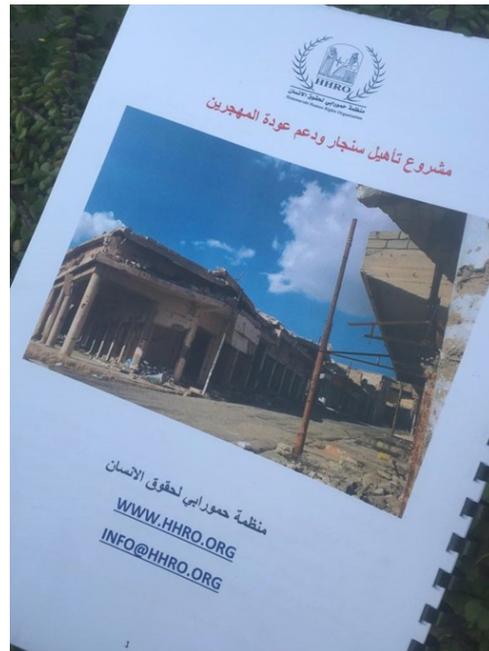
Organisation Hammourabi des Droits de l'Homme appelle les administrations des gouvernorats à tenir des réunions mensuelles ou périodiques exclusivement consacrées à discuter des conditions générales dans les zones tribales, à développer des solutions et à allouer des budgets pour le développement et la production de leurs zones.

Hammurabi encourage la création d'organisations civiles par les populations de ces régions, en particulier les femmes, concernées par les femmes et les enfants, et la protection des droits de ces deux groupes sociaux vulnérables qui souffrent d'exploitation en raison de schémas sociaux tribaux caractérisés par une certaine rugosité. , en plus d'un aspect fermé qui empêche les femmes de s'engager dans des activités sociales qui contribuent au développement des capacités

disponibles, ce qui permet aux femmes de gérer plus facilement ou de contribuer à l'amélioration de leurs compétences dans leurs régions et communautés.

L'Organisation Hammurabi recommande que les enseignantes et autres femmes instruites jouent un rôle dans ce domaine dans le but de l'ouverture de la société entre tous les groupes de la population iraquienne.

**mmurabi croit au pouvoir de la
pération humaine pour la
motion d'une culture des droits de
mme**



**Ha
coo
pro
l'ho**

**Hammurabi
a lancé son
project de**



**reconstruction du Sinjar en détresse Soutenez-la, et la mise en
œuvre est garantie**

Mob: 964 (0) 7513760474

Website: www.hhro.org

E-mail: info@hhro.org